

REPUBLIQUE LIBANAISE
PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES
MISSION DES COMPTES ECONOMIQUES

Les comptes économiques du Liban
2008

Elaborés et rédigés sous la direction de Robert Kasparian

Octobre 2009

La Présidence du Conseil des Ministres a le plaisir de vous présenter la publication des comptes économiques de l'année 2008. Ce document a été préparé en 2009 sous les directives de l'ancien Président du Conseil de Ministres, M. Fouad Siniora. Les comptes économiques furent achevés en Octobre 2009 sous le mandat de M. Siniora. Toute notre gratitude va à M. Siniora ainsi qu'à l'unité en charge de la Comptabilité Nationale.

Avant-propos

En 2002, S.E. le Premier Ministre Rafic Hariri et S.E. le Ministre de l'économie et du commerce Basil Fuleihan lançaient le projet d'élaborer les comptes économiques du Liban afin de fournir une description de l'évolution de l'économie libanaise, avec le soutien technique de l'Institut français de la statistique et des études économiques INSEE dont la réputation dans ce domaine est bien connue. Le choix avait été de retenir 1997 comme année de base, en raison de la disponibilité d'un certain nombre d'enquêtes statistiques. Ceci a permis le calcul de comptes économiques de 1997 complets¹, et de la série des comptes économiques 1997-2007², conformément au calendrier international de publication des comptes nationaux.

Aussi suis-je heureux de célébrer aujourd'hui avec tous le Libanais et surtout avec ceux qui ont participé à la réalisation de ce travail, la publication des comptes économiques de 2008.

Toutes ces données nous permettent de mieux inscrire le mouvement de l'économie libanaise au sein de la région du Moyen-Orient. En effet la hausse du prix du pétrole à partir de l'année 2003 avait permis à la région de démarrer un grand cycle de croissance et le Liban avait ainsi bénéficié d'une forte croissance du PIB en 2004. Mais le terrible évènement qui a coûté la vie du Premier Ministre Rafic Hariri, du Ministre Basil Fuleihan et de nombreux autres en 2005 et l'agression israélienne en 2006 ainsi que les actions terroristes dans le camp de Nahr el Bared ont, entre autres, sévèrement freiné la croissance économique de notre pays et occasionné des pertes substantielles humaines et matérielles. Cependant, en phase avec le cycle d'expansion économique de la région, et grâce aux politiques financières monétaires adéquates et stimulantes adoptées par le gouvernement, le Liban a pu surmonter les effets néfastes de ces évènements. Tout cela a contribué à réactiver le dynamisme de la demande étrangère et la poursuite du cycle d'investissement privé ce qui a permis d'accélérer l'activité et la consommation des ménages. De même, l'amélioration de la maîtrise des dépenses publiques et la diminution continue du déficit public ont pu être poursuivies.

La forte croissance constatée en 2007 s'est poursuivie par une performance encore meilleure en 2008. La réussite de ces deux dernières a permis un fort redressement de l'économie libanaise que beaucoup d'observateurs ont déjà salué. Elle laisse déjà espérer d'aussi bons résultats pour l'année 2009 et d'après le pronostic du FMI, le Liban pourrait atteindre la croissance la plus élevée de la région.

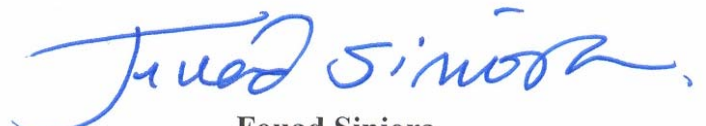
Avec la publication des comptes de 2008, l'information économique dont nous disposons maintenant au Liban, est devenu ainsi un élément important de notre savoir et un outil puissant de notre politique. Elle est à la base de nombreuses analyses économiques et de pronostics sur le Liban, qui font connaître notre économie, nos forces comme nos faiblesses.

¹ Comptes économiques 1997 - Ministère de l'économie et du Commerce - République Libanaise - Mai 2003

² Comptes économiques 1997-2002 - Ministère de l'économie et du Commerce - République Libanaise - Juillet 2005
Comptes économiques 2003 - Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Mai 2006
Comptes économiques 2004 - Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Février 2007
Comptes économiques 2005 - Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Octobre 2007
Comptes économiques 2006-2007 - Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Décembre 2008

A cette occasion, j'adresse mes remerciements à M. Robert Kasparian pour ses efforts dans l'élaboration des comptes ainsi qu'à ses collaborateurs, et à tous les organismes libanais et internationaux qui ont contribué à la réalisation de ce projet. Je remercie aussi les autorités françaises pour leur soutien permanent.

Le Président du Conseil des Ministres



Fouad Siniora

Remerciements à l'équipe qui a collaboré à la réalisation de cet ouvrage.

Nadine Zantout, économiste auprès de la mission des comptes économiques,

Najwa Yaacoub, statisticienne en charge des comptes économiques à
l'Administration Centrale de la Statistique,

Zakia El-Khoury, secrétaire de direction auprès de la mission des comptes
économiques,

Ibrahim Nader de la Banque du Liban pour les comptes du secteur financier,

Rana Bissar du ministère des finances pour les comptes de l'administration

Remerciements aussi à monsieur Riad Saadé, directeur du Centre de recherches et d'études agricoles libanais, qui a mis à la disposition de l'équipe les observations du Centre sur l'évolution de la production agricole entre 2007 et 2008.

Sommaire

	page
Introduction	9
Première partie. Le compte de biens et services	11
Chapitre 1. La production	13
Section I. L'agriculture et l'élevage	14
Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux	15
Section III. L'industrie	16
Section IV. La construction	18
Section V. Les transports et communications	18
Section VI. Les services marchands	19
Section VII. Le commerce	23
Section VIII. Les services non marchands	24
Chapitre 2. Les importations	27
Chapitre 3. La consommation	33
Section I. La consommation des ménages	33
Section II. La consommation publique	40
Chapitre 4. Les investissements	42
Section I. La formation brute de capital fixe	42
Section II. La variation des stocks	43
Chapitre 5. Les exportations	44
Deuxième partie. Les comptes intégrés	49
Chapitre 1. Les comptes intégrés de l'économie nationale	52
Section I. Le compte de production	53
Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires	55
Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus	58
Section IV. Le compte d'utilisation du revenu	61
Section V. Le compte de capital	62
Section VI. Le compte financier	63
Chapitre 2. Les comptes du reste du monde et la balance des paiements	68
Section I. Le compte des opérations sur biens et services	68
Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants	69
Section III. Le compte des transferts en capital	71
Section IV. Le compte financier	71
Conclusion	73
ANNEXES	
Annexe I. Les tableaux des comptes de base	83
Annexe II. Sources statistiques	105

Liste des tableaux

Tableaux dans le texte

1. Compte global de biens et services 2007-2008	11
2. Valeur ajoutée par secteur 2007-2008	13
3. La production agricole 2007-2008	14
4. La production d'énergie et eaux 2007-2008	16
5. La production industrielle 2007-2008	17
6. La production de bâtiment et travaux publics 2007-2008	18
7. La production de services de transports et communications 2007-2008	19
8. La production de services marchands 2007-2008	20
9. Compte du secteur commercial 2007-2008	23
10. Calcul de la production des services non marchands 2007-2008	25
11. Importations classées par groupe de produit 2007-2008	28
12. Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2007-2008	29
13. (a-e) Ventilation des produits intermédiaires importés suivant la nature du produit et le secteur utilisateur 2007-2008	30-32
14. Consommation des ménages par nature 2007-2008	33
15. Consommation alimentaire des ménages par nature 2007-2008	34
16. Consommation des ménages d'énergie et eaux 2007-2008	35
17. Achat de biens d'équipement par les ménages 2007-2008	36
18. Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2007-2008	37
19. Consommation intérieure de services de transports et communication 2007-2008	38
20. Consommation de services sociaux selon leur nature 2007-2008	38
21. Consommation de services individuels selon leur nature 2007-2008	39
22. Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2004-2008	40
23. La formation brute de capital fixe par nature 2007-2008	42
24. Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/ privé 2004-2008	43
25. Les exportations de biens et services par nature 2007-2008	44
26. Exportations de lingots d'or 2005-2008	45
27. Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1) 2007-2008	50
28. Comptes du reste du monde (S.2) 2007-2008	51
29. Evolution des principaux agrégats 2004-2008	52
30. Les impôts indirects par nature 2004-2008	54
31. Les taxes sur la consommation par nature 2004-2008	54
32. Les subventions aux entreprises publiques 2004-2008	55
33. La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2004-2008	56
34. Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations 2004-2008	57
35. Evolution des charges de la dette publique et de la part des intérêts dans les charges 2004-2008	57
36. Composition du revenu national brut 2004-2008	58
37. Répartition des impôts directs par nature 2004-2008	59
38. Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2004-2008	60
39. Répartition des prestations sociales reçues par nature 2004-2008	60
40. Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2004-2008	61
41. Calcul du RNBD 2004-2008	61
42. Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent 2004-2008	62

43. Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire 2004-2008	64
44. Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2004-2008	65
45. Variation des crédits selon leur nature 2004-2008	66
46. Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2004-2008	66
47. Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2004-2008	68
48. Contribution des différentes composantes de la demande à sa croissance en %/an	73

Tableaux des comptes de base (Annexe I)

1. Tableaux emplois - ressources des comptes de biens et services par groupe de produits en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente	
1.0. Ensemble des produits	83
1.1. Produits de l'agriculture	84
1.2. Produits de l'élevage	85
1.3. Energie et eaux	86
1.4. Produits des industries agro-alimentaires	87
1.5. Textiles, cuirs et habillement	88
1.6. Minerais non métalliques	89
1.7. Métaux, machines et appareils	90
1.8. Bois, caoutchouc et produits chimiques	91
1.9. Meubles	92
1.10. Produits industriels divers	93
1.11. Bâtiment et travaux publics	94
1.12. Transports et communications	94
1.13. Services marchands	95
1.15. Services non marchands	95
2. Tableaux entrées - sorties des comptes de biens et services, en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente 2004-2008	96
3. Comptes des institutions financières (Comptes des banques commerciales)	101
4. Comptes des Administrations publiques	
4.1. Comptes de l'administration centrale	102
4.2. Comptes consolidés des administrations publiques	104

Tableaux des sources statistiques (Annexe II)

I.1	Mouvement de la population	105
II.1	La production végétale	105
II.2	La production animale	106
III.1	Les principaux produits pétroliers importés	107
III.2	La consommation d'électricité	107
IV.1	Tabac manufacturé	108
IV.2	Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie	108
V.1	Permis de construire enregistrés à l'ordre des ingénieurs	109
V.2	Ventes locales de ciment	109
V.3	Importations de matières premières pour la construction	109
VI.1	Mouvement des marchandises au port de Beyrouth	109
VI.2	Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth	109
VI.3	Recettes de la direction générale des téléphones et télécommunications	109

VII.1	Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits	110
VII.2	Santé : dépenses publiques de santé	110
VII.3	Services des assurances	110
VII.4	Arrivées des voyageurs	110
VIII.1	Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement	111
VIII.2	Comptes du Trésor	112
VIII.3	La dette publique	112
VIII.4	Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes	113
VIII.5	Comptes du CDR 2003-2008	114
VIII.6	Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	115
VIII.7	Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations	116
IX.1	Evolution de la situation monétaire	117
IX.2	Distribution des crédits bancaires par secteur économique	117
X.1	Evolution des importations par branche de production	118
X.2	Importations suivant les principaux pays	120
X.3	Exportations	121
X.4	Evolution des réexportations et du transit	121
XI.1	Indice (officiel) des prix à la consommation	122
XI.2	Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB	123
XI.3	Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production	124
XI.4	Indice des taux de change	126

Introduction

Les comptes économiques du Liban pour l'année 2008 présentés ici, sont établis suivant les mêmes conventions et méthodes qui ont été adoptées lors de la confection des comptes des années 1997 à 2007. Rappelons que, vu les lacunes dans la base des données concernant l'économie du pays, un modèle simplifié tiré de celui de la comptabilité nationale telle que recommandée par les Nations Unies et l'Union Européenne a été adopté et des méthodes d'estimation des différents postes des comptes à partir des données disponibles ont été élaborées.³

Cependant, les estimations de certains postes ont été révisées au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données sur l'économie nationale. Ainsi, notre connaissance sur les entreprises industrielles et de services s'est enrichie grâce à une enquête menée auprès des neuf cents plus grandes entreprises par l'Observatoire universitaire des réalités socio-économiques de l'Université Saint-Joseph portant sur l'année 2003, enquête financée par l'organisme de coopération technique française (ADETEF). De plus, le dépouillement des déclarations fiscales des établissements industriels et commerciaux pour les années 2003 à 2007 ainsi que les statistiques tirées des dossiers de la TVA pour les années 2003 à 2008, ont permis de dégager les tendances de l'activité de certains secteurs économiques. Les comptes des Administrations publiques ont été estimés avec plus de précision grâce au dépouillement des comptes des principales municipalités pour les années 2004 et 2005.

La croissance économique enregistrée en 2007 suite à la stagnation de 2006 s'est poursuivie avec plus d'ampleur en 2008.

Les importations ont accusé un accroissement record aussi bien en valeur qu'en volume suite à une forte hausse de la demande. Demande alimentée par un mouvement important de transferts provenant de l'extérieur. Ainsi, malgré le creusement du déficit de la balance commerciale, la balance des paiements a été fortement excédentaire.

Tous ces faits sont détaillés dans les comptes qui sont présentés en deux parties :

La première partie passe en revue les comptes de biens et services qui décrivent les différents aspects de l'économie réelle et leur évolution. Elle comprend cinq chapitres consacrés aux éléments constituant l'égalité de base de ces comptes à savoir :

production + importation = consommation + formation brute de capital fixe et variation des stocks + exportation.

La deuxième partie présente en deux chapitres l'équilibre général des comptes intégrant l'ensemble des flux constituant l'activité économique générale. Le premier chapitre est consacré aux comptes intégrés de l'économie nationale. Ils reprennent les comptes de production et les enchaînent avec les comptes des opérations de répartition et les

³ Le lecteur pourra consulter le modèle des comptes et les méthodes d'estimation en détail dans les deux publications éditées par le ministère de l'économie et du commerce : « Les comptes économiques du Liban 1997 », mai 2003 et « Les comptes économiques du Liban 1997-2002 », juillet 2005

opérations financières. Le deuxième chapitre expose les comptes du reste du monde et la balance des paiements.

Les principaux comptes de base sont publiés en annexe :

1) Dans le cadre des comptes des biens et services :

- Les comptes emplois – ressources des biens et services groupés en quinze catégories
- Les tableaux entrée – sortie des comptes de biens et services suivant les sept principaux secteurs de l'économie.

2) Dans le cadre des comptes institutionnels :

- Les comptes des banques commerciales
- Les comptes de l'Administration centrale
- Les comptes estimés de l'ensemble des administrations

Les informations concernant les autres institutions font encore défaut.

Une rétrospective des comptes de 1997 à 2007 a été publiée avec les comptes de 2006-2007 après leur révision à la lumière des nouvelles données qui ont été disponibles. Le lecteur pourra ainsi étudier le comportement de l'économie libanaise au cours des différentes phases de la conjoncture que le pays a traversée durant les douze dernières années.

Première partie. Le compte des biens et services

L'économie réelle est décrite par le compte global de biens et services. Le tableau n°1 ci-dessous présente les résultats de ce compte pour 2008 comparés à ceux de 2007. Une estimation des comptes à prix constants permet de dégager les effets de la variation des prix dans la variation totale et dégager ainsi la croissance réelle.

Tableau n° 1
Compte global de biens et services 2007-2008

	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
<i>Emplois</i>					
Consommation privée	31 311	37 842	34 301	10,3	9,5
Consommation publique	5 509	6 646	5 981	11,1	8,6
FBCF privé et var. des stocks	9 512	12 797	11 455	11,7	20,4
FBCF public	951	1 012	895	13,1	-5,9
Total : Dépense nationale	47 283	58 298	52 665	10,7	11,4
Exportations	8 694	11 080	9 888	12,1	13,7
Emplois = Ressources	55 976	69 378	62 554	10,9	11,8
<i>Ressources</i>					
PIB	37 774	45 124	41 275	9,3	9,3
Importations	18 203	24 254	21 279	14,0	16,9

Ainsi la croissance de l'activité économique intérieure mesurée par le Produit Intérieur Brut aux prix de l'année précédente a été en 2008 de 9,3% contre 7,5% en 2007, 0,8% en moyenne en 2005 et 2006, 7,5% en 2004 et de 2,5% en moyenne durant la période 1997-2003.

C'est la dépense nationale, plus que la demande extérieure, qui est à l'origine de la croissance en 2008. Les 11,8% de croissance en volume de la demande totale sont dus pour 5,4 points à la consommation privée, 3,5 points aux investissements privés et 0,8 points aux dépenses publiques en consommation et investissement, soit au total 9,5 points de croissance de la demande dus à la dépense nationale. La demande extérieure n'y a contribué que pour 2,1 points.

Comme on peut le constater, la production intérieure n'a pas suivi le rythme de la hausse de la demande intérieure et extérieure. Ce sont les importations qui ont progressé beaucoup plus que la demande (+16,9% en valeur réelle). Le même phénomène a été observé mais en sens inverse durant les années où le taux de baisse des importations a été plus important que celui de la demande.

Quant à l'inflation mesurée par la variation du niveau des prix à la consommation privée, elle a été la plus forte depuis 1997 : 10,3% contre 5% en 2007 : 2,6% en moyenne en 2005 et 2006, 2,9% en 2004 et 0,8% en moyenne durant la période 1997-2003. Cette inflation, contrairement aux années précédentes où elle était presque

entièrement importée, est aussi causée par la hausse des prix des facteurs de production internes, même si cette hausse reste plus faible que celle des prix à l'importation (9,3% contre 14%).

L'évolution des agrégats du compte de biens et services durant l'année 2008 est décrite en détail dans les cinq chapitres qui suivent :

1. La production intérieure
2. Les importations
3. La consommation
4. La formation brute du capital fixe et la variation des stocks
5. Les exportations

Chapitre premier

La production

Le produit intérieur brut (PIB) mesure le niveau de l'activité de production des différents agents économiques. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées des entreprises (sociétés, entreprises individuelles et entreprises publiques) produisant des biens et services marchands évalués aux prix du marché et de la production des administrations de services non marchands évaluée aux coûts des facteurs.

La répartition du PIB sur les différents secteurs d'activité économique et son évolution en 2008 par rapport à 2007 sont données dans le tableau n° 2.

Tableau n° 2
Valeur ajoutée par secteur 2007-2008

Secteur	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Agriculture et élevage	2 279	2 543	2 515	1,1	10,3
Energie et eaux	-608	-1 776	-902	...	...
Industries	3 325	3 952	3 314	19,3	-0,4
Construction	4 286	5 847	5 019	16,5	17,1
Transport et communications	3 089	3 249	3 395	-4,3	9,9
Services marchands	13 208	15 102	13 924	8,5	5,4
Commerce	8 532	12 000	10 246	17,1	20,1
Administration	3 662	4 206	3 764	11,7	2,8
Total PIB	37 774	45 124	41 275	9,3	9,3

La croissance de l'activité économique s'est manifestée dans presque tous les secteurs de façon plus ou moins importante. Le secteur du commerce a fortement progressé suite à la hausse importante du volume et de la valeur des importations. La construction a aussi connu une forte croissance suite à une conjoncture favorable aux investissements. On note aussi une croissance de la production agricole favorisée par une bonne condition climatique. Seul le secteur industriel n'aurait pas connu une croissance réelle.

La croissance ou la régression de la valeur ajoutée dans un secteur dépend non seulement du développement de l'activité réelle dans ce secteur mais aussi de la variation des prix à la production et des prix des entrants. Il est remarquable de constater que malgré une croissance faible mais réelle du secteur de l'énergie, la valeur ajoutée dans ce secteur a diminué jusqu'à devenir négative suite à la très forte hausse des prix des produits pétroliers servant à la production d'électricité, hausse non accompagnée par une hausse équivalente des prix de vente de l'énergie électrique.

Les sections qui suivent donnent le détail de la formation de la valeur ajoutée dans les différents secteurs.

Section I. L'agriculture et l'élevage

La valeur ajoutée dans l'agriculture et l'élevage est calculée en retranchant de la production aux prix à la ferme la valeur estimée de la consommation intermédiaire ainsi que le montre le tableau ci-dessous (tableau n° 3).

Tableau n° 3
La production agricole 2007-2008

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Céréales	104	140	94	49,5	-9,7
Fruits	1 108	1 502	1 309	14,7	18,1
Cultures industrielles	113	105	103	1,9	-8,5
Légumes et autres plantes	830	754	926	-18,6	11,7
Produits de l'agriculture	2 155	2 501	2 433	2,8	12,9
Animaux vivants	358	401	335	19,5	-6,3
Produits d'origine animale	327	383	341	12,1	4,4
Produits de la pêche	60	111	83	33,3	37,3
Pr. de l'élevage et pêche	745	894	760	17,7	1,9
Total général	2 900	3 396	3 193	6,4	10,1
- Consommation intermédiaire	620	853	678	25,9	9,2
= Valeur ajoutée brute	2 279	2 543	2 515	1,1	10,3

Dans l'ensemble la valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage a fortement haussé en 2008 par rapport à 2007. Cette hausse s'est réalisée sous le double effet de la croissance des prix et des quantités produites et de l'augmentation plus modeste des quantités de produits intermédiaires utilisés.

Evolution de la production⁴

La production végétale a accusé une forte hausse en volume durant l'année 2008, hausse entièrement due à celle des fruits.

La hausse de 18,1% des quantités de fruits produits est due grande partie à la très forte hausse dans la production d'olives en 2008, hausse qui fait suite à la baisse de la production l'année précédente suivant le cycle alterné de cette culture. En effet, d'après les estimations du Ministère de l'agriculture, la production d'olives aurait été 167 300 tonnes en 2004, de 76 500 tonnes en 2005, de 177 300 tonnes en 2006 et 76 200 tonnes en 2007. En attendant la publication des statistiques agricoles la production de 2008 a été estimée à 2,4 fois celle de 2007 soit 182 800 tonnes. La production en quantités de l'ensemble des autres fruits aurait augmenté de 17,9% d'après les observations du Centre Libanais de Recherches et d'Etudes Agricoles.

⁴ Le ministère de l'agriculture n'ayant pas encore établi les statistiques de la production pour 2008, l'évolution de la production entre 2007 et 2008 a été estimée pour les principales cultures grâce aux observations du Centre Libanais de Recherche et d'Etudes Agricoles.

Quant à la hausse des prix à la ferme de l'arboriculture, elle aurait été de 1,1% pour les olives et de 18,9% pour les autres fruits.

La production de légumes dont la valeur vient en deuxième rang en importance dans le secteur de l'agriculture a connu par contre une progression plus modeste en quantité (+1,9%). La forte baisse des prix à la ferme dans cette branche est due à la chute des prix de la pomme de terre (-52%).

Les cultures industrielles sont constituées essentiellement du tabac dont la production est restée stationnaire.

La production de céréales a par contre régressé mais a profité d'une forte hausse des prix suivant en cela la hausse internationale des prix de ces denrées.

Les secteurs de l'élevage et de la pêche ont profité aussi d'une hausse importante des prix, mais seuls les produits de la pêche auraient connu une forte augmentation de volume.

La consommation intermédiaire dans l'agriculture et l'élevage

Contrairement à la production qui fait l'objet de statistiques régulières de la part du ministère de l'agriculture, la consommation intermédiaire dans ce secteur n'est pas saisie par enquête directe auprès des agriculteurs et des fermiers ; elle a été estimée de façon indirecte par l'examen de la production et de l'importation de produits destinés à l'agriculture et à l'élevage : semences et plants, eau d'irrigation, engrais, pesticides, aliments pour le bétail, etc. Ces produits sont d'ailleurs en grande partie importés, ce qui permet aussi de calculer approximativement l'évolution de leur prix de vente aux agriculteurs ainsi que des quantités utilisées.

L'augmentation du volume des produits intermédiaires utilisés dans l'agriculture en 2008 par rapport à 2007 a été légèrement moins importante que celle de la production (+9,2% contre 10,1%) mais avec une très forte hausse des prix (25,9%) due aux prix des engrais phosphatés qui ont plus que doublé.

Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux

Parallèlement aux entreprises publiques qui contrôlent la production et la distribution de l'électricité et de l'eau, il existe, en raison des coupures fréquentes sur le réseau de distribution public, de petits établissements privés qui produisent et vendent de l'électricité à l'échelle du quartier et aussi des établissements qui distribuent de l'eau aux domiciles par des camions citernes. Les estimations de 2008 sont basées sur les estimations antérieures en utilisant les indicateurs disponibles.

L'évolution du compte de production de ce secteur entre 2008 et 2007 se présente comme suit (tableau n° 4) :

Tableau n° 4
La production d'énergie et eaux 2007-2008

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Combustibles solides	11	12	12	0,0	5,0
Electricité	915	1 033	1 040	-0,7	13,7
Eaux	174	176	176	0,0	0,9
Total	1 100	1 221	1 228	-0,6	11,6
- Consommation intermédiaire	1 709	2 997	2 130	40,7	24,7
= Valeur ajoutée brute	-608	-1 776	-902	...	...

Evolution de la production

L'évolution en volume de la production d'électricité était estimée grâce aux statistiques de la distribution du courant électrique sur le réseau qui est en fait un indicateur de la consommation et non de la production. A partir de 2007 l'estimation tient compte de l'achat du courant à la Syrie. Les quantités de courant distribuées ont haussé en 2008 de 6,7% passant de 10 548 millions de kWh en 2007 à 11 274 MkWh en 2008 tandis l'achat de courant à la Syrie a baissé de 980 à 563 millions de kWh on en déduit une hausse de la production locale de 13,7% en volume.

En l'absence de données sur la distribution d'eau, la consommation de ce bien a été supposée augmenter proportionnellement à la croissance de la population.

Quant aux prix, ils sont en théorie constants puisque aucun changement de tarif n'est intervenu entre 2007 et 2008. Cependant, le tarif de l'électricité étant progressif, le prix moyen du kWh distribué dépend de la répartition de la consommation entre les ménages. D'après les données de l'EDL le prix moyen du kWh facturé en 2008 était très légèrement inférieur à celui de 2007 (-0,7%).

Evolution de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée dans le secteur de l'énergie

La consommation intermédiaire dans ce secteur a fortement augmenté en valeur et en volume : les quantités de fuel importées ont légèrement baissé passant entre 2007 et 2008 de 1 259 à 1 214 mille tonnes mais celles de gasoil destinées à l'EDL ont augmenté de 48,4% passant de 849 à 1 260 mille tonnes. Les prix de ces carburants ont aussi haussé de façon substantielle : +47,7% pour le fuel et +38,9% pour le gasoil.

En conséquence, la valeur ajoutée dans ce secteur, qui représente une faible part de la valeur de la production, a encore reculé de -608 milliards en 2007 à -1 776 milliards de LL en 2008. Notons que la valeur ajoutée dans ce secteur est négative depuis 2005.

Section III. L'industrie

Le tableau n°5 montre l'évolution de la production des différentes branches de l'industrie ainsi que celle de la consommation intermédiaire suivant la nature des biens et services utilisés dans le processus de production.

Tableau n° 5
La production industrielle 2007-2008

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Production					
Agro-alimentaires	3 399	4 024	3 344	20,3	-1,6
Textiles	754	913	865	5,6	14,7
Minéraux non métalliques	1 318	1 635	1 372	19,2	4,1
Métaux, machines et appareils	1 855	2 286	2 073	10,3	11,7
Bois, caoutchouc et chimie	1 271	1 629	1 248	30,5	-1,8
Meubles	572	716	650	10,2	13,6
Autres branches	1 065	1 373	1 234	11,3	15,9
Total	10 234	12 576	10 786	16,6	5,4
Consommation intermédiaire					
Produits agricoles	950	1 332	1 165	14,3	22,6
Produits de l'élevage	592	671	516	30,2	-12,9
Energie et eaux	750	1 057	794	33,1	5,9
Produits agro-alimentaires	309	330	301	9,5	-2,4
Textiles	299	372	367	1,4	22,8
Minéraux non métalliques	676	835	717	16,4	6,1
Métaux, machines et appareils	1 399	1 842	1 604	14,8	14,7
Bois, caoutchouc et chimie	1 333	1 551	1 408	10,2	5,6
Autres produits manufacturés	85	94	98	-4,3	15,0
Services	516	541	502	7,7	-2,3
Total	6 909	8 625	7 472	15,4	8,2
Valeur ajoutée brute	3 325	3 952	3 314	19,3	-0,4

Dans l'ensemble, le volume de la production industrielle (output) en 2008 a progressé un peu moins qu'en 2007 (+5,4% contre +6,8). Le volume des entrants (input) dans l'industrie ayant augmenté dans une proportion plus importante (+8,2%) que celui de la production, il en est résulté une légère variation négative de la valeur ajoutée à prix constants (-0,4%).

Par ailleurs les industriels ont haussé les prix à la production dans une proportion légèrement supérieure à celle des prix des produits intermédiaires consommés (+16,6% au lieu de +15,4% pour les inputs), ce qui traduit une hausse dans les prix des facteurs de production. Signalons que l'Etat a décrété une hausse générale des salaires à partir de mai 2008.

Evolution de la production

Toutes les branches n'ont pas profité de façon égale par la croissance de la demande. Après plusieurs années de stagnation, les industries du textile et du cuir ont fait une percée remarquable avec une hausse modérée des prix. Les branches qui ont vu le volume de leur production augmenter substantiellement sont celles liées à la demande de biens d'équipement aussi bien des ménages que des entreprises.

Evolution de la consommation intermédiaire dans l'industrie

La composition des intrants dans l'industrie varie en fonction de l'évolution de la production des différentes branches. La hausse substantielle des prix des matières premières a créé aussi une distorsion dans la structure des entrants.

Section IV. La construction

Comme pour la production industrielle, la croissance réelle de la construction est déduite des statistiques sur les matières premières utilisées dans ce secteur : livraison intérieure de ciment par les cimenteries locales et produits importés utilisés dans le bâtiment et les travaux publics. Le tableau n° 6 montre la variation de la production de bâtiments en valeur et en volume ainsi que celle des produits consommés dans la construction.

Tableau n° 6
La production de bâtiment et travaux publics 2007-2008

	<i>Valeurs en milliards de LL</i>		<i>Variation en %/an</i>		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Production	7 222	9 609	8 439	13,9	16,8
Consommation intermédiaire					
Minéraux non métalliques	1 087	1 429	1 245	14,7	14,6
Métaux machines et appareils	1 099	1 431	1 359	5,3	23,8
Bois, caoutchouc et chimie	277	357	324	10,2	16,8
Autres produits	43	65	51	28,0	16,8
Services	430	479	441	8,8	2,4
Total	2 936	3 761	3 420	10,0	16,5
Valeur ajoutée brute	4 286	5 847	5 019	16,5	17,1

N'étant pas observée directement, la variation des prix à la construction a été estimée par la moyenne pondérée de l'évolution du salaire de l'ouvrier et des prix des matières premières. Le prix de la main d'œuvre ayant haussé d'environ 16,5% la croissance des prix à la construction aurait été de 13,9% contre une hausse de 10% dans la valeur des matières premières destinées à la construction.

La variation du volume des produits intermédiaires consommés n'a pas été la même pour tous les types d'intrants, la consommation des produits métalliques en particulier a varié de façon plus importante.

Les prix de l'ensemble des facteurs de production formant la valeur ajoutée (amortissement, salaires et revenus mixtes) auraient accusé une hausse de 16,5%.

Section V. Les transports et communications

Le secteur des transports et communications a poursuivi sa croissance durant l'année 2008 (+10,8% en volume) et à un rythme plus élevé qu'en 2007 où il avait atteint

+6,4%. Cette croissance est due principalement au développement des télécommunications et aussi des transports aériens.

Le tableau n° 7 montre l'importance de la branche des télécommunications dont la production a accusé une hausse de 12% avec une légère baisse des les prix.

Tableau n° 7
La production de services de transports et communications 2007-2008

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Transports routiers	855	1 038	892	16,4	4,4
Transports aériens et autres	599	751	670	12,0	11,8
Postes et télécommunications	3 898	4 275	4 366	-2,1	12,0
Total	5 352	6 064	5 929	2,3	10,8
- Consommation intermédiaire	2 263	2 815	2 534	11,1	12,0
= Valeur ajoutée brute	3 089	3 249	3 395	-4,3	9,9

Il faut noter cependant que la branche des transports routiers est sous-estimée du fait qu'elle ne prend pas en compte, faute de renseignements, les transports de marchandises. Ceci a pour conséquence de diminuer la part de ce secteur dans le PIB au profit des autres secteurs, notamment le commerce.

La détérioration des prix de la valeur ajoutée est due à la hausse des prix des intrants, notamment des prix des carburants alors que les prix à la production augmentaient légèrement dans l'ensemble, la hausse des prix des transports routiers et aériens étant compensée par la baisse des prix des télécommunications.

Section VI. Les services marchands

Du compte de production du secteur des services marchands autres que les transports, communications et commerce reproduit dans le tableau n° 8 ci-dessous, il ressort que ce secteur a connu une progression presque égale à celle constatée en 2007 : la valeur ajoutée a crû en termes réels de 5,4% contre 5,6% en 2007.

Evolution de la production de services marchands

Le secteur des services marchands est très hétérogène et groupe des activités qui ont connu des développements différents.

a) Les services aux entreprises

Il s'agit des services techniques, juridiques, de comptabilité, d'informatique, de location de matériels, de courtage, etc. La production de ces services n'est pas estimée à partir d'enquêtes directes auprès des entreprises. Elle est égale à la somme des consommations intermédiaires des différents secteurs utilisateurs de ces services, en particulier l'administration publique, et des exportations. Les erreurs d'estimation possibles des consommations intermédiaires n'affectent pas l'estimation du PIB mais

sa répartition entre le secteur des services et les autres secteurs. Par contre, une erreur sur l'estimation des exportations de services affecte le PIB.⁵ D'après une enquête récente, les exportations de tels services auraient été le principal facteur de leur développement.

Tableau n° 8
La production de services marchands 2007-2008

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Services aux entreprises	1 540	1 910	1 737	10,0	12,8
Entretien et réparation	282	356	316	12,6	12,0
Logement	2 447	2 570	2 500	2,8	2,2
Hôtels et restaurants	1 223	1 602	1 340	19,6	9,5
Services personnels divers	971	1 112	984	13,0	1,3
Services de santé	2 376	2 648	2 407	10,0	1,3
Services d'éducation	3 509	3 837	3 660	4,8	4,3
Services financiers	3 439	4 141	3 764	10,0	9,5
Total	15 787	18 176	16 708	8,8	5,8
- Consommation intermédiaire	2 579	3 073	2 784	10,4	8,0
= Valeur ajoutée brute	13 208	15 102	13 924	8,5	5,4

Les prix de ces services n'ont fait l'objet d'aucune évaluation. Alors qu'ils étaient maintenus constants dans les comptes des années précédentes une croissance de 10% a été retenue pour 2008 compte tenu du taux d'inflation et de l'augmentation des salaires décrétée par l'Etat.

b) Les services d'entretien et réparation

Il s'agit ici uniquement des services d'entretien et de réparation utilisés par les ménages et les administrations qui sont les seuls à avoir été saisis statistiquement. Les services d'entretien utilisés par les entreprises n'ont pas fait l'objet d'estimations et ont été négligés ; en conséquence la répartition du PIB entre le secteur des services et les autres secteurs, est biaisée.

La consommation des ménages en services d'entretien et de réparation, principale composante de la production de ce secteur, est connue grâce à l'enquête sur le budget des ménages de 1997. Les estimations pour les autres années ont été effectuées à l'aide d'indicateurs : l'importation des pièces de rechange pour la réparation des voitures et de l'électroménager, la croissance du nombre de logements (de ménages) pour l'entretien des bâtiments. D'après ces indicateurs, la consommation et donc la production de tels services aurait connu une progression de 12% en 2008. La hausse des prix de ces services aurait atteint 12,6% d'après les relevés de prix de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Beyrouth (CCIAB).

⁵ Les comptes de ce secteur ont été révisés en 2003 à la lumière des résultats des enquêtes effectuées auprès des grandes entreprises. Il est apparu que les exportations de services adoptées dans les comptes 1997-2002 étaient sous-évaluées.

c) Le service de logement

La production du service de logement comprend les loyers payés par les administrations publiques et la valeur locative des logements occupés par les ménages. Les loyers payés par les entreprises ne sont pas connus et en conséquence font partie de la valeur ajoutée des différents secteurs marchands.

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. En 2008, ce nombre représente 2,2% des logements occupés l'année précédente. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs haussé de 2,8% d'après les relevés de prix effectués par l'ACS.

d) Les services des hôtels et restaurants

Par convention et commodité de traitement statistique, la production des hôtels et restaurants est égale à leur chiffre d'affaires diminué de la valeur des achats de nourritures et boissons servies aux clients. Partant des estimations de 1997, la production de ce secteur pour les années suivantes a été estimée en utilisant comme indicateur de croissance réelle la moyenne simple des taux de croissance des arrivées des touristes et de la population résidente. C'est ainsi que le taux de croissance de ce secteur a été estimé à 9,5% au regard de la hausse du mouvement touristique : l'arrivée de voyageurs étrangers a crû de 18,1% en 2008 par rapport à 2007 (1,45 millions d'arrivées en 2008 contre 1,23 millions en 2007).

Les variations des prix des services de restauration sont déduites des observations de la CCIAB. Celles des prix des services d'hôtellerie ont été prises comme étant égales à celles des prix de la restauration.

e) Les services personnels divers

Il s'agit des services de loisirs, de soins personnels et ménagers. Ils sont connus grâce à l'enquête sur les budgets des ménages de 1997. L'estimation pour les autres années a été faite de façon arbitraire en appliquant aux données de 1997 un taux de croissance réelle variant entre 0 et 1,4% par an entre 1997 et 2007 et de 1,3% pour 2008. Le taux de variation des prix est calculé grâce aux relevés de prix de la CCIAB.

f) Les services de santé

Les services de santé ont fait l'objet de nombreuses études entre 1997 et 1999 : enquête sur les conditions de vie des ménages (ACS 1997, les comptes de la santé (OMS 1998), enquête sur l'utilisation des services de santé (ACS, OMS 1999). Les estimations retenues pour 1997 sur la base de ces études ont été projetées sur les années suivantes en retenant l'importation de médicaments comme indicateur de la production des services de santé.

D'après ces estimations, le secteur de la santé (secteur marchand, à l'exclusion des services publics de santé) aurait connu en 2008 une légère progression (+1,3%) après

une période de croissance accélérée : +15,1% en 2007, +5,6% en moyenne en 2005 et 2006, +5,5 en 2004, et 2,5% par an en moyenne sur la période 1997-2003.

Les variations des prix (10% en 2008) ont été déduites des observations de l'ACS.

g) Les services d'éducation

La production de services d'éducation comprend uniquement les frais de scolarités et la valeur des services annexes reçus par les écoles et les universités de l'enseignement privé. Les services des écoles publiques et de l'Université libanaise sont comptés avec les services non marchands du secteur de l'administration (voir plus loin chapitre 3, section 2). Les estimations de 1997 ont été projetées sur les années suivantes en fonction de l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants enregistrés dans les établissements d'enseignement privés et des prix de scolarité relevés par l'ACS.

Le résultat de ces estimations fait apparaître un taux de croissance réelle de ce secteur de 4,3% en 2008 contre 2,8% en 2007, et une moyenne de 2,4% par an durant la période 1997-2006. Les relevés de prix de l'ACS font apparaître une hausse des prix de 4,8% en 2008.

h) Les services financiers

Les services financiers comprennent les services bancaires et les services d'assurances.

La valeur de la production de services bancaires est définie comme étant égale aux intérêts et commissions reçus par les banques, diminués des intérêts payés aux déposants. Les données ayant servi au calcul de la production de ces services sont fournies par les comptes de "pertes et profits" communiqués à la Banque du Liban.

La valeur de la production bancaire (banques commerciales, banques d'affaires et institutions financières) a passé de 2 990 milliards en 2007 à 3 621 milliards de LL en 2008, soit une hausse de 21,1%, alors qu'elle avait progressé que de 7,3% en 2007. Il est évident qu'une bonne partie de cette croissance est due à l'inflation. C'est pourquoi, alors que les « prix » à la production des services bancaires qui étaient maintenus constants dans les comptes précédents faute de méthodes adéquates pour leur détermination, un taux de croissance de 10% égal au taux de l'inflation a été adopté arbitrairement pour estimer la croissance réelle du produit bancaire.

De même, la production des services d'assurances est définie comme étant égale à la différence entre les primes reçues et les indemnités payées. Là encore il n'est pas envisagé de définir le prix du service ainsi défini.

La valeur de la production de service d'assurances a été révisée à la lumière de nouvelles statistiques fournies par le ministère de l'économie et du commerce à partir de 2005. Ce secteur a connu une très forte croissance durant les dix dernières années. Durant la période quinquennale 1997-2002, le produit des assurances a passé de 182 à 299 milliards de LL soit un taux de croissance moyen de 10% par an. Entre 2003 et 2005, la progression a été encore plus forte : +16% en 2003, +21% en 2004 et +20%

en 2005. A partir de 2006 la croissance s'est poursuivie à un rythme ralenti passant de 365 milliards en 2005 à 520 milliards de LL en 2008.

Section VII. Le commerce

Evolution de la production du secteur commercial

La valeur de la production de services commerciaux est mesurée par les marges commerciales au sens large (différence entre les prix de vente et les prix d'achat) et les commissions reçues par les intermédiaires entre utilisateurs et producteurs de marchandises. Ces marges comprennent les taxes sur la consommation payées par les commerçants et les marges du commerçant à proprement parler. Le tableau n° 9 ci-dessous récapitule les éléments rentrant dans le calcul de la production du secteur commerce.

Seules les taxes payées lors de la rentrée de la marchandise sur le territoire libanais ont pu être répertoriées. Elles comprennent les droits de douanes, la taxe sur la consommation et, depuis 2002, la TVA perçus sur les marchandises importées.

Les marges du commerce intérieur sont égales à la différence entre la valeur des emplois de biens et services et celle des importations et de la production locale diminuée du montant des taxes payées par les importateurs. Ainsi calculées, les marges comprennent les taxes internes telles que la TVA interne que les statistiques actuelles ne permettent pas d'affecter aux différents groupes de produits.

Le calcul des marges aux prix de l'année précédente revient à calculer les marges d'une année en appliquant au volume des biens échangés, le coefficient de marge de l'année précédente. Ce calcul a été fait séparément pour les taxes et les marges du commerce intérieur. En ce qui concerne les prix des services du commerce extérieur, aucune estimation de leur évolution n'est possible ; ils ont été supposés augmenter suivant le même taux que celui de l'inflation, soit 10%.

Tableau n° 9
Compte du secteur commercial 2007-2008

Composantes du produit du commerce	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Taxes sur les importations	2 872	3 710	3 552	4,4	23,7
Marges du comm. intérieur	6 489	9 305	7 626	22,0	17,5
Services du commerce extérieur	905	1 061	964	10,0	6,6
Total= production	10 266	14 076	12 143	15,9	18,3
- Consommation intermédiaire	1 734	2 075	1 897	9,4	9,3
= Valeur ajoutée brute	8 532	12 000	10 246	17,1	20,1

La lecture du tableau n° 9 nous apporte les renseignements suivants :

- Les taxes sur les importations ont atteint 3 710 milliards de livres soit une hausse relative par rapport à 2007 de 29,2%. Par comparaison au taux de croissance des importations en valeur aux prix courant (+36,6%), cela dénote

une baisse importante dans le ratio taxes sur importations qui passe de 16,1% en 2007 à 15,2% en 2008. Si les prix à l'importation et les ratios taxes/valeur des importations n'avaient pas changé, la valeur des taxes à l'importation aurait atteint 3 552 milliards de LL, soit une hausse par rapport à 2007 de 23,7%, ce qui est aussi différent du taux de variation réelle des importations (+17,3%). Cet écart résulte principalement de la différence entre la croissance des importations de produits taxés et celle de produits exempts ou moins taxés.

- Les marges du commerce intérieur ont aussi fortement augmenté passant de 6 489 milliards en 2007 à 9 304 milliards de LL en 2008, soit +43,4%. Calculées à prix et taux de marge constants les marges auraient atteint 7 626 milliards de LL soit en hausse de 17,5%. En conséquence, les « prix » du service de commerce auraient haussé de 22%.

La consommation intermédiaire et la valeur ajoutée dans le secteur du commerce

La consommation intermédiaire est estimée pour l'année 1997 puis projetée sur les années suivantes suivant les mêmes méthodes que dans les autres secteurs de l'économie. Rappelons que les services de transport de marchandises ne sont pas inclus dans les entrants du commerce, ce qui entraîne une légère surévaluation de la valeur ajoutée dans ce secteur contrebalançant la sous-évaluation de la valeur ajoutée du secteur des transports.

Les prix des produits consommés par le secteur du commerce ont haussé dans l'ensemble de 9,4% en 2008.

Compte tenu de l'évolution des "prix" à la production de ce secteur, la valeur ajoutée à prix constants a haussé en 2008 de 20,1% contre une hausse de 11,9% en 2007.

Section VIII. Les services non marchands

Les services non marchands sont fournis par les administrations publiques qui comprennent l'Administration centrale, les administrations autonomes et les municipalités. Comme leur dénomination l'indique, ces services ne sont pas vendus sur un marché et n'ont donc pas de prix au sens courant du terme. Leur valeur est alors estimée à leurs coûts constitués par les trois éléments suivants : valeur des biens et services marchands consommés, valeur de l'amortissement du capital fixe public et salaires des fonctionnaires.

Seuls les comptes de l'Administration centrale et ceux du Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) sont publiés régulièrement. Les autres administrations ont fait l'objet d'estimations en 1997. Ces estimations ont été projetées sur les autres années à partir d'indicateurs contenus dans les comptes du Trésor public.

Le tableau n° 10 montre le détail des éléments rentrant dans le calcul de la production des administrations en 2008 comparée à celle de 2007.

La valeur des biens et services marchands consommés constitue la consommation intermédiaire dans le processus de production ; la valeur ajoutée des administrations

est donc égale aux salaires des fonctionnaires et à l'amortissement du capital fixe à usage collectif.

Tableau n° 10
Calcul de la production des services non marchands 2007-2008

Eléments du coût	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Consommation intermédiaire					
Energie et eaux	49	62	47	33,1	-4,3
Produits manufacturés	217	277	254	8,9	17,0
Transport et communications	10	13	13	-2,0	29,9
Services financiers	935	1 278	1 162	10,0	24,3
Autres services marchands	636	810	740	9,5	16,3
Total : cons. intermédiaire	1 847	2 440	2 216	10,1	20,0
Eléments de la valeur ajoutée					
Amortissements	780	883	803	10,0	2,9
Salaires	2 882	3 323	2 962	12,2	2,8
Total : Valeur ajoutée brute	3 662	4 206	3 764	11,7	2,8
Valeur de la production	5 509	6 646	5 981	11,1	8,6

a) La consommation intermédiaire de biens et services marchands

Plus de la moitié des biens et services marchands consommés par les administrations publiques sont constitués par la valeur des services bancaires inclus dans le service de la dette. En effet, une partie des intérêts payés par l'Etat aux banques ayant souscrit aux bons du Trésor constitue le paiement du service bancaire dont la valeur est mesurée par la différence entre les intérêts reçus et les intérêts payés aux déposants. La valeur estimée des services financiers payés par l'Administration a passé de 633 milliards de LL en 1997 à 736 milliards en 2002 puis a régressé jusqu'à atteindre 487 milliards en 2004. A partir de 2005 la valeur de ces services est repartie à la hausse atteignant 935 milliards en 2007 et 1 278 milliards de LL en 2008. La hausse de 36,7% entre ces deux années est due en partie à des souscriptions plus importantes aux bons du Trésor par le système bancaire et en partie à la hausse du ratio produit bancaire/intérêts reçus. En effet, les intérêts reçus par les banques sur leurs souscriptions aux bons du Trésor ont accusé une hausse de 15,2% passant de 2 754 milliards de LL en 2007 à 3 173 milliards en 2008, hausse accompagnée d'une hausse du ratio marge bancaire sur intérêt reçu qui passe de 27,5% en 2007 à 32,8% en 2008.

b) La valeur ajoutée des administrations publiques

La valeur ajoutée des administrations est calculée aux coûts des facteurs à savoir : valeur de l'usure du capital fixe (amortissements) et rémunération du facteur travail.

La valeur des amortissements des biens publics est, par convention, égale au trentième de leur valeur actualisée. Cette valeur a été calculée en cumulant les dépenses de l'Etat pour la formation brute de capital fixe des trente dernières années, la valeur des dépenses d'une année passée étant actualisée par un indice de prix

adéquat. A défaut de l'existence d'un tel indice, nous avons adopté l'indice du salaire minimum. (Voir en annexe le détail des calculs). Ainsi calculée, la valeur des amortissements a haussé en 2008 principalement sous l'effet de la hausse des prix du capital fixe estimée à 10%.⁶

Quant aux salaires, ils ont augmenté de 15,3% dont 12,2% seraient dus à la hausse des salaires décrétés par l'Etat à partir de mai 2008.

c) La variation en volume des services non marchands

Les services non marchands n'ayant pas de prix à proprement parler, le calcul du volume de tels services aux prix d'une année de référence se fait en additionnant les éléments du coût évalués aux prix de référence choisis.

Ainsi, la variation du coût des services non marchands en 2008 évalués aux prix de 2007 aura été de +8,6% pour une variation de +20,6% en valeur.

⁶ Le calcul des amortissements a été révisé pour les années précédentes ainsi que la valeur des services non marchands.

Chapitre 2 Les importations

Les importations comprennent les importations de biens sur le territoire national et les dépenses de consommation hors du territoire de résidents au Liban. Les importations de services n'apparaissent pas car elles sont déduites des exportations de services. A partir de 2007, l'achat à la Syrie de courant électrique est aussi comptabilisé dans les importations.

Les importations de biens sur le territoire sont connues grâce aux statistiques douanières. Leur valeur comprend les coûts du fret et de l'assurance jusqu'aux postes douaniers (prix caf). Cependant, quelques modifications sont apportées à ces statistiques : en premier lieu, l'importation de lingots d'or pour la constitution de réserves ou dans un but spéculatif n'est pas prise en compte ; seule la partie de l'or utilisée dans la joaillerie est incluse dans les importations. En second lieu, la valeur et les quantités de produits pétroliers importés ont été modifiées suivant les statistiques fournies par la direction générale du pétrole⁷.

Le tableau n° 11 récapitule le chiffre des importations suivant le classement adopté pour l'élaboration des comptes et leur évolution en 2008 par rapport à 2007 en valeur et en volume.

En 2008, les importations au sens territorial ont enregistré leur plus fort taux de croissance observé depuis 1997 : plus de 34% en valeur. Une bonne partie de cette croissance est due à la hausse des prix qui a été estimée à 14,1%. On en déduit une croissance réelle en volume de 17,7%.

La hausse des prix à l'importation est principalement due à la hausse des produits pétroliers (+32,6%). A la hausse des prix des produits pétroliers s'ajoute une hausse importante des prix des produits alimentaires tout particulièrement des prix de la viande (37,7%), des corps gras (37,5%), des céréales (33,1%) et des produits laitiers (22,6%). L'appréciation de l'Euro (+7,4%) contribue en partie à ces hausses.

⁷ Le tableau ci-dessous montre les modifications apportées aux statistiques douanières

	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Valeurs douanières	17 817	24 334	20 894	16,5	17,3
Correction pétrole :					
-valeurs douanières	-3 578	-5 639	-3 878	45,4	8,4
+valeurs Direction du pétrole	3 624	5 519	4 162	32,6	14,8
Valeurs exclues	-292	-615	-503	22,2	72,3
Monnaie et objets de collection	-8	-25	-25	1,0	224,2
lingots d'or	-398	-760	-617	23,3	55,1
+ or pour bijouterie	113	170	138	23,3	21,9
Total des modifications	-246	-735	-219		
Total modifié	17 571	23 600	20 675	14,1	17,7

Tableau n° 11
 Importations classées par groupe de produit 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Produits de l'agriculture	822	1 042	833	25,1	1,3
Produits de l'élevage	313	348	274	27,0	-12,4
Produits pétroliers	3 967	6 001	4 530	32,5	14,2
Produits agro-alimentaires	1 776	2 053	1 823	12,6	2,7
<i>Tabac et boissons alcoolisées</i>	264	326	339	-3,8	28,0
<i>Pr. Alimentaires</i>	1 511	1 728	1 485	16,4	-1,8
Textiles	963	1 205	1 200	0,4	24,6
Minerais non métalliques	695	1 125	929	21,1	33,6
Métaux, machines, appareils	5 284	7 379	7 026	5,0	33,0
Bois, caoutchouc et chimie	3 055	3 576	3 209	11,4	5,0
Meubles	109	157	148	6,2	35,0
Divers	588	714	704	1,3	19,8
Total	17 571	23 600	20 675	14,1	17,7
Importation d'électricité	194	144	112	29,3	-42,5
Dépenses à l'étranger	437	510	492	3,7	12,5
Total	18 203	24 254	21 279	14,0	16,9

Les biens dont l'importation a fortement augmenté en volume durant l'année 2008 sont les le tabac et les boissons alcoolisées (+28%). Les produits textiles (+24,6%), les minerais non métalliques (33,6%), les métaux, machines et appareils (33%) et les meubles (+35%).

Ces importations répondent en premier lieu au besoin des entreprises et des ménages en biens d'équipement. En effet, comme on peut le constater dans le tableau suivant (tableau n° 12), les biens durables destinés aux ménages ont augmenté en 2008 de 59% en valeur et ceux destinés à la formation brute de capital fixe de 15,7%. On notera plus particulièrement la hausse importante de l'importation de matériels destinés au secteur de la construction (+29,8% en valeur) et au secteur de l'industrie (+35,5%). Le calcul de la croissance en volume de tels biens est très approximatif du fait que la variation des valeurs unitaires ne reflète pas la variation réelle de leurs prix.

La croissance économique et plus particulièrement la hausse de l'activité de la reconstruction observée en 2008 ont entraîné en deuxième lieu une hausse de l'importation de biens intermédiaires. Les tableaux 13a à 13e donnent des détails sur l'évolution de l'importation des produits intermédiaires à l'usage des différents secteurs de l'économie durant l'année 2008 par rapport à 2007.

Tableau n° 12
 Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2007-2008

Nature de l'utilisation	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Emplois intermédiaires dans :					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	399	590	421	40,2	5,4
<i>l'énergie et l'industrie</i>	4 753	6 441	5 290	21,8	11,3
<i>la construction</i>	705	915	865	5,7	22,7
<i>les transports et services</i>	1 315	1 810	1 508	20,0	14,7
<i>secteur non précisé</i>	788	1 244	963	29,2	22,2
Total des emplois interméd.	7 960	11 000	9 047	21,6	13,6
Emplois finals pour consomm.					
<i>Biens durables</i>	2 241	3 563	3 494	2,0	55,9
<i>Autres biens</i>	5 537	6 917	6 052	14,3	9,3
Total des empl. pour consomm.	7 778	10 480	9 545	9,8	22,7
Emplois pour la FBCF dans :					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	124	150	139	8,2	12,0
<i>l'industrie</i>	563	723	718	0,8	27,6
<i>les BTP</i>	82	127	120	5,9	46,6
<i>les transports et commun.</i>	555	517	507	2,1	-8,7
<i>les services et le commerce</i>	482	567	568	-0,3	17,8
<i>secteur non précisé</i>	28	34	32	7,1	15,2
Total des emplois pour FBCF	1 833	2 119	2 083	1,7	13,6
Total	17 571	23 600	20 675	14,1	17,7

On notera, pour le secteur de l'agriculture et de l'élevage, une très forte augmentation du prix des engrais en particulier des engrais à base de phosphate. Cette augmentation n'a pas empêché l'augmentation des quantités importées (+16,7%). Seule l'importation des pesticides a diminué suite à la hausse de leur prix. (Voir tableau 13a).

Les produits intermédiaires importés pour le secteur de l'énergie et de l'industrie, comprennent les produits pétroliers destinés à la production de l'électricité. Il s'agit essentiellement du fuel oil dont le prix caf a passé de 595 mille LL la tonne en 2007 à 824 mille LL en 2008. Les autres produits pétroliers importés pour usage industriels n'ont pas pu être identifiés par destination et ont été classés dans les produits non ventilés par secteur utilisateur. (Voir tableau 13b)

Tableau n° 13a
 Importation de produits intermédiaires pour l'agriculture et l'élevage 2007-2008

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Semences et plants	71	84	78	7,7	9,8
Engrais	85	203	100	103,1	16,7
Pesticides	41	43	36	20,4	-12,5
Aliments pour bétail	199	257	204	26,0	2,5
Autres produits	3	4	4	2,6	16,0
Total	399	590	421	40,2	5,4

Tableau n° 13b
 Importation de produits intermédiaires pour l'énergie et l'industrie 2007-2008

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Produits agricoles	297	388	288	34,9	-3,3
Produits de l'élevage	235	261	187	39,2	-20,4
Produits pétroliers	1 150	1 772	1 273	39,1	10,7
Pr. Agroalimentaires	143	148	136	8,6	-5,2
Textiles et cuir	174	200	199	0,5	14,5
Minerais non métalliques	368	579	502	15,3	36,4
Pr. Métalliques	1 348	1 711	1 467	16,7	8,8
Bois, caoutchouc, p. chimiques	1 005	1 337	1 191	12,3	18,5
Autres produits	32	46	46	-0,7	45,7
Total	4 753	6 441	5 290	21,8	11,3
<i>pétrole exclu</i>	<i>3 602</i>	<i>4 670</i>	<i>4 016</i>	<i>16,3</i>	<i>11,5</i>

Les valeurs unitaires de l'ensemble des produits non pétroliers destinés à l'industrie ont augmenté de 16,3% en 2008 avec une hausse dans les quantités importées de 11,5%. On note plus particulièrement (tableau 13b) la forte chute dans l'importation des produits d'élevage (-20,4%) suite à une forte hausse des prix (+39,2%). Il s'agit essentiellement d'animaux vivants destinés à la production de la viande. Ainsi l'importation de bovins destinés à la boucherie a passé de 81 267 tonnes en 2007 à 62 147 tonnes en 2008. De même, celle d'ovins a chuté de 7 418 tonnes en 2007 à 6 315 tonnes en 2008. On notera aussi une légère baisse des quantités importées de produits agricoles et agroalimentaires destinés principalement à l'industrie alimentaire. Il s'agit surtout de la baisse de l'importation de matières premières destinées à la fabrication des corps gras alimentaires telles que les graines de sésame dont l'importation a baissé de 23 459 tonnes en 2007 à 16 030 tonnes en 2008. Les produits en minéraux non métalliques utilisés dans l'industrie dont l'importation a

fortement augmenté en 2008 par rapport à 2007 comprennent en grande partie les pierres précieuses et semi-précieuses utilisées dans la joaillerie. Leur valeur caf a passé de 237,6 milliards de livres en 2007 à 375,4 milliards en 2008, soit une hausse de 58%. La hausse des prix des ces articles ayant été estimée à 13,6%, les quantités importées auraient augmenté de 39%.

Dans l'ensemble, la valeur des biens intermédiaires importés *pour la construction* a été en forte hausse en 2008 (+29,7%) avec une hausse modérée des prix (+5,7%) les quantités importées de ces produits ont ainsi progressé de 22,7%. Le tableau 13c ci-dessous donne l'évolution de l'importation des différents types de biens rentrant dans la production des bâtiments et travaux publics.

Tableau n° 13c
Importation de produits intermédiaires pour la construction 2007-2008

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Minerais non métalliques	215	307	285	7,4	33,0
Pr. métalliques, appareils	437	533	505	5,4	15,6
Bois, pr. chimiques	53	75	74	1,4	38,9
Total	705	915	865	5,7	22,7

En ce qui concerne l'importation de biens intermédiaires destinés *aux transports et services*, on notera la progression de la valeur des carburants importés pour le secteur des transports, due en grande partie à la hausse des prix du pétrole, et à la hausse des quantités demandées. (Voir tableau 13d).

Il faut remarquer enfin, que certains produits sont susceptibles d'être utilisés indistinctement dans plus d'un secteur, sans que l'on puisse établir une clé de répartition. C'est le cas en particulier des carburants liquides tels que le gaz oil ainsi que certains produits chimiques (Voir tableau 13e).

Tableau n° 13d
Importation de produits intermédiaires pour les transports et services 2007-2008

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Produits pétroliers	916	1 323	1 038	27,5	13,3
Produits non pétroliers	399	487	471	3,5	17,9
<i>Pr. Métalliques</i>	187	243	242	0,2	29,3
<i>Bois, caoutchouc, p. chimiques</i>	124	148	134	10,3	8,6
<i>Autres produits</i>	89	97	95	2,3	6,6
Total	1 315	1 810	1 508	20,0	14,7

Tableau n° 13e
 Importation de produits intermédiaires non ventilés par secteur 2007-2008

Nature du produit utilisé	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Produits pétroliers	523	909	652	39,5	24,6
Produits non pétroliers	265	335	311	7,7	17,4
<i>Bois, caoutchouc, p. chimiques</i>	205	253	235	7,8	14,4
<i>Autres produits</i>	60	82	76	7,5	27,6
Total	788	1 244	963	29,2	22,2

L'achat du courant électrique à la Syrie, tel qu'il est reporté dans les comptes de l'EDL a baissé de 42,5% passant de 980 millions de KWh en 2007 à 563 millions de KWh en 2008 avec une hausse de prix de 29,3% (de 198 à 256 LL par KWh).

Quant aux dépenses de consommation à l'étranger, elles ont été estimées pour l'année 1997 suivant les données de l'enquête sur le budget des ménages. Vu l'absence d'observations directes durant la période suivant 1997, ces dépenses ont été supposées évoluer en volume suivant le mouvement des voyageurs libanais vers l'étranger : +12,5% en 2008.

Le calcul de l'évolution des dépenses en valeur a été effectué en adoptant comme indicateur des prix la moyenne des cours de l'euro et du dollar américain par rapport à la livre libanaise. Le cours du dollar est maintenu constant par la Banque de Liban, quant à celui de l'Euro il a haussé de 7,4% en 2008.

Chapitre 3 La consommation

La consommation finale constitue la partie la plus importante des emplois des biens et services et représente, suivant les années, entre 70 et 75% des ressources disponibles. Elle est formée de la consommation des ménages (ou consommation privée) et des administrations (ou consommation publique). Les deux sections qui suivent présentent les détails de chacun des deux types de consommation.

Section I. La consommation des ménages

La consommation des ménages est obtenue à partir de l'estimation de la consommation privée sur le territoire national (consommation intérieure) en retranchant la consommation des touristes et en ajoutant les dépenses de consommation des voyageurs libanais à l'étranger. Cette consommation a été estimée lors de l'élaboration des comptes de 1997 sur la base des résultats de l'enquête sur les budgets des ménages. L'estimation pour les autres années est faite de façon indirecte par l'utilisation d'indicateurs adéquats.

Le tableau n° 14 montre l'évolution de la consommation des ménages suivant ses différentes composantes. Un indice des prix à la consommation a été élaboré spécialement pour apprécier l'évolution réelle de la consommation. Les sources des données sont publiées dans l'annexe.

Tableau n° 14
Consommation des ménages par nature 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Produits alimentaires	7 936	9 267	7 832	18,3	-1,3
Tabac et boissons alcoolisées	703	961	936	2,7	33,2
Textiles, cuir et habillement	1 931	2 564	2 380	7,7	23,3
Energie et eaux	1 782	2 058	1 861	10,6	4,4
Biens durables	3 495	5 953	5 464	8,9	56,3
Autres produits manufacturés	2 335	2 631	2 384	10,4	2,1
Transport et communication	3 084	3 517	3 331	5,6	8,0
Service de logement	2 321	2 435	2 369	2,8	2,1
Education et santé	5 678	6 179	5 789	6,7	1,9
Autres services	3 142	3 767	3 274	15,1	4,2
Consommation intérieure	32 407	39 331	35 620	10,4	9,9
-Dépense nette des voyageurs	-1 096	-1 489	-1 319	12,9	20,3
Total	31 311	37 842	34 301	10,3	9,5

La consommation privée intérieure (des ménages et des touristes sur le territoire) a évolué en 2008 de façon très contrastée dans ces composantes : Forte augmentation de l'achat de biens durables et des produits qui ne sont pas de première nécessité - tels le tabac, les boissons alcoolisées et les textiles – accompagnée d'une baisse dans le volume des produits alimentaires consommés.

a) La consommation alimentaire

En 2008 la consommation alimentaire aurait baissé de 1,3% en volume suite à un fort accroissement des prix (+18,3%). Cependant, le ministère de l'agriculture n'ayant pas encore estimé la production agricole (voir chapitre 1 section 1), les données sur la consommation alimentaire restent approximatives. Ci-dessous (tableau n° 15) l'évolution de la dépense sur les différentes sortes de produits alimentaires telle qu'elle résulte des statistiques douanières et de l'estimation provisoire de la production agricole ainsi que de certaines branches des industries alimentaires.

Tableau n° 15
Consommation alimentaire des ménages par nature 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Produits agricoles :	1 987	2 361	2 053	15,0	3,3
<i>Céréales</i>	62	123	63	96,1	0,6
<i>Fruits</i>	839	1 059	884	19,8	5,3
<i>Légumes</i>	1 036	1 122	1 056	6,2	1,9
<i>Autres</i>	49	57	49	15,4	1,4
Pr. de l'élevage et de la pêche	722	862	806	6,9	11,7
Pr. des ind. alimentaires :	5 228	6 045	4 973	21,5	-4,9
<i>Viandes fraîches</i>	1 311	1 435	1 184	21,2	-9,6
<i>Pâtes alimentaires</i>	1 038	1 310	1 060	23,6	2,1
<i>Produits laitiers</i>	886	1 019	818	24,7	-7,7
<i>Corps gras</i>	509	669	490	36,4	-3,6
<i>Sucre, chocolat et confiserie</i>	219	253	229	10,5	4,6
<i>Conserves et autres</i>	794	861	743	31,6	-12,8
<i>Boissons non alcoolisées</i>	471	498	448	10,9	-4,8
Total	7 936	9 267	7 832	18,3	-1,3

On notera la très forte hausse des prix à la consommation des céréales (+96,1%). Cette hausse provient de la hausse du prix du riz qui a presque doublé en un an passant de 1 878 LL/kg en moyenne en 2007 à 3 682 LL/kg en 2008. Mais les quantités de riz consommées n'ont pas baissé et se sont maintenues autour de 43 mille tonnes en 2007 et 2008.

b) Consommation de tabac et de boissons alcoolisées

Les achats de tabac manufacturé par les résidents et les non-résidents sur le territoire ont, d'après les statistiques de la Régie des tabacs, ont progressé de façon importante

en 2008 (+36,4%) avec une stagnation des prix. Les ventes de la Régie ont en effet passé de 583,5 en 2007 à 690,3 milliards de LL en 2008. Il s'agit principalement de tabac importé, dont les quantités ont atteint 10 107 tonnes en 2008 contre 7 594 tonnes en 2007. Quant au tabac local, sa production ne cesse de régresser depuis 2005.

Les ventes de boissons alcoolisées sur le territoire national ont aussi fortement progressé passant de 142 à 191 milliards de LL entre 2007 et 2008. Cependant une partie de cette progression est due à la hausse des prix de détail qui a atteint 11,3%, les quantités consommées ayant augmenté de 20,6%.

c) Les dépenses privées sur les textiles et l'habillement

Les dépenses de consommation sur les textiles et l'habillement ont été estimées à 2 564 milliards de LL en 2008 en hausse de 32,8% par rapport à 2007. Les prix de ces produits ayant haussé de 7,7% les quantités consommées ont progressé de 23,3%. Nous disposons de peu de détails sur l'évolution de la consommation de chacune des différentes composantes de ce groupe de produits qui comprend outre les articles d'habillements, les articles en cuir, les linges de maison et les tapis. Il semble que la progression des ventes de ces produits soit due pour une bonne partie à l'achat des visiteurs.

d) La consommation privée d'énergie

Le tableau n° 16 donne le détail de la consommation d'énergie et eaux qui comprend les dépenses sur l'électricité, l'eau et les produits pétroliers.

Tableau n° 16
Consommation des ménages d'énergie et eaux 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Electricité	645	674	679	-0,7	5,2
Eau	159	160	160	0,0	1,0
Produits pétroliers	953	1 171	975	20,1	2,3
Combustibles solides	25	53	48	...	...
Total	1 782	2 058	1 861	10,6	4,4

On y relève que la consommation d'électricité a progressé de 5,2% avec peu de changement dans les prix. (Rappelons qu'à tarif constant, le prix moyen peut changer suivant la structure de la consommation du fait de la progressivité du tarif).

A défaut de statistiques récentes, la consommation d'eau a été estimée en supposant qu'elle augmente avec le même rythme que le nombre de logements, les prix étant restés inchangés.

La quantité des produits pétroliers consommés a augmenté de 2,3% en 2008 avec une hausse moyenne des prix de 20,1%. Les produits pétroliers ont deux usages par les

ménages : un usage pour les transports (essence pour les voitures privées) et un usage domestique pour le chauffage et la cuisine (gasoil et gaz butane).

- Les quantités d'essence consommées ont augmenté de 7,2% malgré une hausse des prix à la consommation de 17%, le prix moyen des vingt litres ayant passé de 23 127 LL en 2007 à 27 049 LL en 2008. Cependant cette hausse reste inférieure à celle des prix à l'importation qui a atteint 21%. Le gouvernement ayant tempéré sa politique de stabilisation des prix à la pompe, la part des taxes perçues sur l'essence dans le prix à la consommation a été de 13,4% en 2008 après avoir baissé de 55,5% en 2003 à 18,3% en 2007.
- Les quantités de gasoil consommées par les ménages et les entreprises autres que l'EDL et les diesels ont progressé de 31% malgré la très forte hausse du prix de ce carburant : 47,2% en 2008 par rapport à 2007. On estime que la demande sur le gasoil provient surtout des entreprises, les ménages n'ayant pas dû augmenter de façon importante leur consommation pour le chauffage domestique.
- Quant au gaz domestique, sa consommation en volume a augmenté de 1,6% en 2008 avec une hausse de son prix de 21,6% : le prix moyen de la bouteille de 10 kg été relevé de 13 572 LL en 2007 à 16 501 en 2008.

e) L'achat de biens d'équipement par les ménages

Après deux années 2005 et 2006 de restriction, les dépenses des ménages pour l'achat de biens d'équipement ont repris en 2007 et ont continué leur progression de façon accélérée : +21,2% en valeur en 2007 et +70,3% en 2008.

Tableau n° 17
Achat de biens d'équipement par les ménages 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Voitures	2 214	4 185	3 804	10,0	71,8
Machines et appareils	504	631	623	1,2	23,7
Meubles	293	388	331	17,4	12,8
Instruments divers	255	362	354	2,1	39,2
Bijoux	229	386	351	10,2	53,3
Total	3 495	5 953	5 464	8,9	56,3

L'achat de voitures constitue le principal poste de dépenses sur les biens d'équipement (environ 63% en 2007 et 70% en 2008). En quantité, l'importation de voitures après avoir baissé entre 2004 et 2006 de 45 443 à 39 702 unités, a atteint 51 937 unités en 2007 et 100 207 unités en 2008 soit 93% de plus qu'en 2007. Il semble qu'une partie des voitures de tourisme importées en 2008 soient destinées aux entreprises de location de voitures pour faire face à la demande croissante des visiteurs. En tenant compte de l'évolution des différentes catégories, l'accroissement en volume d'achat de voitures privées de la part des ménages aurait été de 71,8% et vu l'accroissement des prix (+10%), les dépenses des ménages sur l'achat de voitures ont augmenté de 89% en 2008 par rapport à 2007.

Les dépenses sur l'achat de machines et appareils électroménagers et autres biens d'équipement ont aussi augmenté quoique de façon plus modérée. Le fort accroissement dans les dépenses sur les bijoux (+68,9%) serait en grande partie le fait des achats des touristes.

f) La consommation d'autres biens manufacturés

Sous le titre « autres biens manufacturés » sont groupées les catégories suivantes : les produits des industries chimiques et pharmaceutiques pour les soins personnels et ménagers, les produits des éditions et enfin les objets divers en verre, poterie ou en métal. L'évolution de la consommation de ces produits est donnée dans le tableau n° 18.

Tableau n° 18
Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Pr. chimiques et pharmaceutiques	1 769	1 972	1 751	12,6	-1,0
Produits des éditions	425	461	461	0,0	10,0
Verreries, ouvrages en métaux	119	169	145	16,8	22,2
Autres produits	22	29	27	5,3	23,7
Total	2 335	2 631	2 384	10,4	2,1

- Les produits chimiques et pharmaceutiques sont les plus importants de ce groupe. Ils représentent un peu plus de 5% de l'ensemble de la consommation privée intérieure. Les dépenses sur ce poste ont augmenté en valeur mais diminué en volume suite à un accroissement des prix de 12,6%. Relevons en particulier l'évolution des quantités des médicaments importés et destinés à être vendus au détail. La valeur de ces importations a passé de 830,3 à 943,8 milliards de LL entre 2007 et 2008 alors que les quantités importées restaient au même niveau à 5 658 tonnes.
- Les produits des éditions constituent le second poste en importance dans cette catégorie. Ils comprennent principalement les journaux, les revues et les livres y compris les livres scolaires. Leurs prix sont restés stables et la dépense des ménages sur ce poste a progressé de 10% en 2008.

g) Les dépenses privées sur les transports et communications

En 2008, ce sont les dépenses sur l'utilisation des services de *transport aériens* qui ont progressé avec le plus d'ampleur : +25,4% en valeur, +11,9% en volume, la hausse des prix ayant été de 12%. Notons que la consommation intérieure de services de *transport aérien* est égale à la valeur des titres de transport de passagers vendus par les agences de voyage sur le territoire national. Ces ventes sont connues grâce aux statistiques de l'IATA.

Tableau n° 19
 Consommation intérieure de services de transports et communication 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Transports routiers	839	1 021	878	16,4	4,7
Transport aérien et voyages	595	746	666	12,0	11,9
PTT	1 651	1 750	1 787	-2,1	8,3
Total	3 084	3 517	3 331	5,6	8,0

Par contre, l'utilisation des *transports routiers* a progressé de façon plus modérée, la hausse de 21,7% enregistrée en 2008 par rapport à 2007 est due en grande partie à la hausse des prix.

Quant aux dépenses des ménages sur *la poste et les télécommunications*, leur croissance modeste en 2008 est due à la baisse des prix, la croissance en volume serait de 8,3%. Mais ces chiffres sont sujets à révision, l'administration des PTT n'ayant pas encore publié les comptes définitifs.

h) La valeur locative des logements

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. Ce nombre représente 2,1% des logements occupés l'année précédente. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs haussé de 2,8%. Ainsi, la valeur locative des habitations qui avait été estimée, grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 2 059 milliards en 1997, a atteint 2 435 milliards de LL en 2008.

i) La consommation de services d'éducation et de santé

Les services sociaux marchands représentent plus de 16% du total de la consommation privée. Ils comprennent les dépenses privées sur l'éducation et la santé qui ont évolué à des rythmes différents ainsi que le montre le tableau n° 20 ci-dessous.

Tableau n° 20
 Consommation de services sociaux selon leur nature 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Education	3 509	3 837	3 660	4,8	4,3
Santé	2 170	2 342	2 129	10,0	-1,9
Total	5 678	6 179	5 789	6,7	1,9

Les droits de scolarité payés aussi bien pour l'enseignement primaire et secondaire qu'universitaire privé ont atteint 3 509 milliards de LL en 2007 et 3 837 milliards en 2008, soit un taux de croissance de 9,3%. Les prix ayant haussé de 4,8%, la croissance

réelle a été de 4,3% par an. Cette croissance est due en très grande partie à la prolifération des universités privées. En effet, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités privées passait de 87 403 en 2007 à 92 969 en 2008, soit un taux de croissance de 6,4% ; tandis que le nombre d'élèves inscrits dans les écoles privées a passé de 529 378 en 2007 à 548 605 (+3,6%). Au total, les dépenses d'éducation en scolarités ayant progressé moins vite que l'ensemble des dépenses des ménages le coefficient budgétaire de telles dépenses passe 11,2% en 2007 à 10,1% en 2008.

L'évolution des *services de santé* est moins bien connue. En supposant que cette évolution est corrélée avec celle des quantités de médicaments importés, on estime que le volume des soins procurés par les services privés de santé après avoir fortement progressé durant les deux années 2006 et 2007 a légèrement régressé en 2008. Des relevés de prix des soins médicaux ont par ailleurs montré une hausse de 10% en 2008 par rapport à 2007. Ainsi les dépenses sur les services de santé auraient haussé de 7,9% en 2008 et leur poids dans la consommation des ménages a passé de 6,9% en 2007 à 6,2% en 2008. Notons qu'une partie des dépenses d'hospitalisation est assurée par le gouvernement et comptée dans la consommation des administrations (voir section suivante).

j) La consommation de services individuels

Les services individuels forment entre 9 et 10% de l'ensemble des dépenses des ménages et des touristes sur le territoire national. Ils comprennent les services des hôtels et restaurants, les services d'entretien et de réparation et les services divers tels que les services récréatifs, de soins personnels et les services ménagers.

Le tableau n° 21 ci-dessous montre la composition de ces services et leur évolution entre 2007 et 2008.

Tableau n° 21
Consommation de services individuels selon leur nature 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Hôtels et restaurants	1 223	1 602	1 340	19,6	9,5
Entretien et réparation	271	343	304	12,6	12,3
Assurances et banques	677	710	646	10,0	-4,6
Autres services	971	1 112	984	13,0	1,3
Total	3 142	3 767	3 274	15,1	4,2

Le secteur des hôtels et restaurants est tributaire en partie du mouvement des touristes et en partie de l'accroissement du niveau de vie de la population résidente. En 2008 le nombre d'arrivées d'étrangers a augmenté d'environ 18% par rapport à 2007 (voir chapitre 1, section VI, paragraphe d).

La consommation *des services d'entretien et réparation* est déduite à partir de l'estimation de la production de tels services (voir chapitre 1, section VI, paragraphe b).

La consommation de *services financiers* est constituée des services bancaires et des services d'assurance. La consommation par les ménages des services bancaires est égale à la part du produit net bancaire imputée aux ménages proportionnellement à leur endettement auprès des banques. Cette part a passé de 362 à 345 milliards de LL entre 2007 et 2008. Quant aux services d'assurance dont la valeur est égale à la somme des primes versées par les ménages moins les indemnités reçues, la part consommée par les ménages a passé de 315 à 365 milliards de LL. Au total, la part des services financiers imputés à la consommation des ménages a augmenté de 4,9%. Cependant, vu la hausse générale des prix (+10%), la consommation finale de services financiers aurait diminué en volume de 4,6%. (Voir chapitre 1, section VI, paragraphe h le calcul de la production des services financiers).

Section II. La consommation publique

Par définition, la consommation publique est égale à la production par les administrations de services non marchands. L'estimation de la valeur de tels services a été exposée dans le chapitre relatif à la production (Chapitre 1, section VIII).

La consommation publique comprend en fait, outre la valeur des services collectifs, les coûts de production de services individuels gratuits (ou presque) tels les services d'éducation et les services de soins médicaux dispensés dans les établissements publics ou les établissements privés sous contrat. Normalement, ces services doivent faire l'objet d'une estimation séparée. Le système de comptabilité publique ne permet pas actuellement d'établir un compte distinct pour les services sociaux assurés par l'administration ; on peut cependant en tirer les principaux éléments rentrant dans le calcul de la valeur de tels services. Le tableau n° 22 reprend les frais d'éducation tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat pour l'enseignement primaire et secondaire et dans les comptes de l'Université libanaise pour l'enseignement supérieur ; il montre aussi les sommes déboursées par le ministère de la santé pour l'hospitalisation de malades soignés aux frais de l'Etat.

Tableau n° 22
Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2004-2008

Nature du service	En milliards de LL				
	2004	2005	2006	2007	2008p
Enseignement primaire et sec.					
<i>Salaires</i>	504	495	485	504	550
<i>Consommation de b. & s.</i>	41	24	20	23	22
Total	545	519	505	527	572
Université libanaise					
<i>Salaires</i>	118	116	...	...	...
<i>Consommation de b. & s.</i>	17	18	...	...	...
Total	135	134	157	146	173
Total Education	680	653	662	673	684
Frais d'hospitalisation	227	222	180	210	309
Total des services sociaux	907	875	842	883	993

Note : les données de 2008 sont provisoires

Il faudrait, pour compléter l'estimation des coûts de tels services, ajouter une évaluation de l'amortissement des bâtiments scolaires et universitaires appartenant à l'Etat et imputer une partie des frais bancaires supportés par l'Etat pour couvrir son déficit.

La croissance en volume du service d'éducation publique, si on la mesure par l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants inscrits chaque année, est différente de celle des coûts notamment dans l'enseignement primaire et secondaire :

- *Dans l'enseignement primaire et secondaire*, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles publiques et privées gratuites a passé de 450 784 durant l'année scolaire 2006-2007 à 427 761 en 2007-2008, soit une baisse de 5,1%. La hausse des coûts des services d'éducation (+8,5%) est imputable à la hausse des salaires décrétée à partir de mai 2008.

- *A l'Université libanaise* par contre, le coût de l'enseignement a varié parallèlement au nombre d'étudiants inscrits qui a augmenté de 1,7% passant de 72 961 en 2007 à 74 176 en 2008. La hausse de 18,5% des dépenses de fonctionnement de UL est due en grande partie à la hausse des salaires.

Chapitre 4 Les investissements

Les investissements matériels sont constitués de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

Section I. La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est calculée globalement en ajoutant à la valeur de la production du secteur de la construction, celle des biens d'équipement achetés par les entreprises et les administrations. La plus grande partie de tels biens étant importée, les statistiques du commerce extérieur fournissent les indicateurs nécessaires à l'estimation de leur valeur. Le tableau n° 23 montre la composition de la formation brute de capital fixe et son évolution entre 2007 et 2008.

Tableau n° 23
La formation brute de capital fixe par nature 2007-2008

Nature du capital fixe	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Bâtiments et T.P.	7 222	9 609	8 439	13,9	16,8
Machines et appareils	1 044	1 440	1 407	2,4	34,8
Matériel de transport	970	1 206	1 156	4,3	19,2
Meubles	360	448	432	3,6	20,0
Autres produits	531	660	552	19,5	4,1
Total	10 127	13 363	11 987	11,5	18,4

Après une année de forte croissance due à la nécessité de la reconstruction suite à la guerre de l'été 2006, l'activité du bâtiment a poursuivi sa tendance à la hausse en 2008 : +33% en valeur et +16,8% en volume.

On relève aussi en 2008 une forte croissance dans l'investissement en biens d'équipement notamment en machines et appareils dont la valeur a augmenté de 38% en 2008 et en matériel de transport (+24,4% en valeur). Les variations de prix utilisés pour le calcul des variations en volume des biens d'équipement sont les valeurs unitaires à l'importation de ces biens augmentées des taxes. Dans ce cas, une variation des prix pourrait être due en partie à une variation de qualité.

La répartition de la formation brute de capital fixe entre le secteur privé et le secteur public

La formation brute de capital fixe des entreprises n'est pas connue directement. Elle est déduite par différence entre la valeur totale et celle des investissements publics. On obtient ainsi non pas les investissements de toutes les entreprises mais ceux du secteur privé. En effet, les investissements publics comprennent, en plus de la

formation brute de capital fixe des administrations, les dépenses d'infrastructure de la distribution d'électricité et d'eau et de télécommunications qui constituent une partie de la formation brute de capital fixe des entreprises publiques.

Tableau n° 24

Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2004-2008

	<i>en milliards de LL</i>				
Secteur utilisateur	2004	2005	2006	2007	2008
Secteur privé	5 935	6 441	6 860	9 176	12 351
Secteur public	950	872	908	951	1 012
Total	6 884	7 313	7 768	10 127	13 363

Quant aux investissements publics, ils sont estimés à partir des comptes de l'Etat et des administrations autonomes dont le CDR.⁸

La politique de restriction budgétaire adoptée par l'Etat pour alléger le poids de la dette publique s'est traduite par la faible croissance des investissements publics. Quasiment stationnaires de 2004 à 2007, les dépenses publiques sur l'infrastructure et les équipements ont augmenté en 2008 de 6,4%. Mais vu la hausse des prix de la construction les investissements publics auraient en fait diminué en volume de 5,9%.

Section II. La variation des stocks

Aucune statistique n'est disponible sur les stocks auprès des entreprises. Les variations de stocks apparaissant dans les comptes ont été introduites pour régulariser l'emploi des ressources en biens et services d'une année à l'autre. En 2007, le fort accroissement des importations serait dû en partie à la nécessité de reconstituer certains stocks entamés durant 2006 suite à la fermeture du port et l'arrêt des approvisionnements durant six semaines. En 2008 une anticipation de la hausse de la demande a amené les importateurs à garnir leurs stocks. L'équilibrage des comptes a conduit à estimer à +446 milliards de LL l'accroissement des stocks en 2008.

Les prix utilisés pour le calcul des variations de stocks en volume sont les valeurs unitaires à l'importation des biens stockés.

⁸ Les investissements publics ont été révisés suite au dépouillement des comptes des municipalités et à un examen plus détaillé des projets réalisés par le CDR

Chapitre 5 Les exportations

Les exportations, suivant les concepts standards, comprennent les exportations au sens territorial et les dépenses des touristes sur le sol national.

Après le frein causé par la guerre en 2006, les exportations ont retrouvé leur taux de croissance des années précédentes : 20,9% et 27,5% en valeur respectivement en 2007 et 2008 contre 2% en 2006. Les paragraphes qui suivent passent en revue l'évolution des exportations des différents secteurs dont les détails sont donnés dans le tableau n° 25.

Tableau n° 25
Les exportations de biens et services par nature 2007-2008

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2007	2008	2008 aux prix de 2007	des prix	des volumes
Exportations agricoles	442	472	486	-3,0	10,1
<i>Produits de l'agriculture</i>	402	427	439	-2,7	9,1
<i>Produits de l'élevage</i>	40	45	48	-5,6	20,0
Exp. de biens manufacturés	4 875	6 165	5 344	15,4	9,6
<i>Produits agro-alimentaires</i>	468	577	515	11,9	10,2
<i>Textiles et cuir</i>	579	656	634	3,4	9,5
<i>Minerais non métalliques</i>	323	478	401	19,2	24,3
<i>Métaux, machines et appar.</i>	1 957	2 296	2 128	7,9	8,8
<i>Bois, caoutchouc, chimie</i>	738	1 139	773	47,4	4,7
<i>Meubles</i>	101	133	124	6,6	22,7
<i>Divers</i>	708	887	768	15,5	8,4
Total des export. de biens	5 316	6 637	5 831	13,8	9,7
Exportation de services	1 844	2 444	2 247	8,8	21,9
<i>Télécommunications</i>	205	225	230	-2,1	12,0
<i>Services aux entreprises</i>	430	516	469	10,0	9,1
<i>Services financiers</i>	304	643	585	10,0	92,3
<i>Commerce</i>	905	1 061	964	10,0	6,6
Exportations hors territoire	7 160	9 081	8 078	12,4	12,8
Dépense des touristes	1 533	1 999	1 811	10,4	18,1
Total général	8 694	11 080	9 888	12,1	13,7

Les prix retenus pour évaluer les variations en volume sont, pour les biens exportés, ceux qui sont déduits des statistiques douanières en divisant les valeurs par les quantités. Les prix des services aux entreprises et du commerce ont été supposés varier comme l'indice général des prix. Quant à l'indice des prix des dépenses des touristes au Liban, il est supposé être égal à l'indice des prix à la consommation.

a) Les exportations agricoles

Les exportations agricoles qui avaient fortement repris en 2007 ont progressé de façon plus lente en 2008 : 10,1% en volume mais 6,8% en valeur, les prix à l'exportation ayant chuté de 3%. Rappelons que la valeur des exportations agricoles retenue dans les comptes est très nettement supérieure à celle qui apparaît dans les statistiques douanières. Les coefficients de correction qui ont été appliqués varient de 1,5 à 3 suivant les nécessités de l'équilibrage des comptes emplois/ressources des produits agricoles.

En 2008, les exportations de fruits, qui constituent plus de la moitié des exportations agricoles, ont été dans l'ensemble stationnaires. On relève par contre une forte croissance dans les quantités de tabac brut exportées qui passent de 8 073 tonnes en 2007 à 10 509 tonnes en 2008, la Régie ayant ralenti considérablement sa production de cigarettes suite à la chute de la demande.

b) Les exportations industrielles

Comme pour les exportations agricoles, les statistiques douanières relatives à l'exportation de produits manufacturés ont été majorées pour certains biens mais dans des proportions beaucoup plus faibles.

Les exportations industrielles ont poursuivi en 2008 leur progression reprise en 2007 : +26,5% en valeur. Mais vu la hausse des prix à l'exportation la croissance en volume des exportations de biens manufacturés n'a été que de 9,6%.

Il est à noter que les exportations de lingots d'or, comme les importations, ont été exclues des comptes. Leur inclusion aurait faussé les vraies tendances des exportations industrielles. En effet, comme le montre le tableau ci-dessous, les exportations d'or ont fluctué avec une très grande amplitude entre 2005 et 2008 : +270,3% en 2006 et -29,4% en 2007 et + 1,4% en 2008.

Tableau n° 26
Exportations de lingots d'or 2005-2008

	2005	2006	2007	2008	Tx de variation en %/an		
					2006	2007	2008
Valeur milliards de LL	181,3	671,4	474,2	481,0	270,3	-29,4	1,4
Quantité en kg	9 878	26 994	16 254	12 254	173,3	-39,8	-24,6
Prix en millions LL/Kg	18,4	24,9	29,2	39,3	35,5	17,3	34,6

- L'ensemble des industries agroalimentaires ont vu la valeur de leur exportation s'accroître en 2008 d'environ 23%, accroissement due pour une bonne part à l'accroissement des prix (+11,9%), les quantités exportées ayant augmenté de 10,2%.

Parmi les produits exportés les plus importants de cette industrie signalons :

les conserves alimentaires qui représentent 30% des exportations de ce groupe et dont les exportations ont augmenté de 30,6% en valeur et de 10,7% en volume ;

les confiseries et le chocolat : 21% des exportations agroalimentaires, 19,2% de croissance en valeur et 9,1% en volume :

les pâtes : 9,4% des exportations du groupe, 46,5% de croissance en valeur et 37% en volume) ;

les corps gras alimentaires exportés qui représentent 8,1% des produits des industries agro-alimentaires exportés ont régressé en volume de 6,5% mais leur prix ayant haussé de 20,4% leur valeur a haussé de 12,6%.

- Les exportations de textiles, d'articles d'habillement et de cuir ont poursuivi en 2008 leur croissance constatée l'année précédente mais à un rythme moins élevé : 13,3% en valeur contre 16,2% en 2007. La croissance en volume a été plus faible à cause d'une hausse des prix, contrairement à 2007 où le prix moyen à l'exportation des prix avait baissé.
- Les exportations de minéraux non métalliques et les produits à base de ces minéraux ont également poursuivi leur forte croissance : +24,3% en volume et 48,0% en valeur. En 2008, près des trois quarts de ces produits sont constitués de diamants bruts et de ciment. L'exportation de diamants (il s'agit plutôt de réexportation) a passé de 374 Kg pour une valeur de 110 milliards de LL en 2007 à 508 Kg pour une valeur de 185 milliards de LL. Quant au ciment, les quantités de ciment exportées passent de 903 mille tonnes en 2007 à 1 257 mille tonnes en 2008 (+39,2%), et l'accroissement des prix ayant atteint 10%, la valeur des exportations de ce produit augmente de 53,6%, passant de 112 milliards de LL en 2007 à 172 milliards en 2008.
- Le groupe des métaux, machines et appareils, occupe une place importante dans les exportations industrielles (37,2% de la valeur des produits manufacturés exportés en 2008). Il est composé des sous-groupes suivants : métaux, à l'exclusion de l'or (10,1%), ouvrages en métaux (6,7%), machines et appareils (18,2%) et matériel de transport (2,2%).
 - o Les exportations de métaux ont augmenté en 2008 de 5% en valeur. Cette hausse provient de l'exportation de ferrailles (déchets) qui ont passé de 239 milliards en 2007 à 272 milliards de LL en 2008.
 - o La valeur des exportations d'ouvrages en métaux a haussé de 26,4%. Parmi les principaux produits exportés de ce sous-groupe on relève les structures métalliques pour la construction dont la valeur des exportations a passé de 33,9 milliards de LL en 2007 à 51,3 milliards en 2008.
 - o Les machines et appareils ont vu leurs exportations augmenter de 22,6% en 2008 par rapport à 2007 et les matériels de transports de 14,1%.
- Plus de la moitié des exportations du groupe « bois, caoutchouc, chimie » sont constituées de produits chimiques de base dont les prix ont fortement augmenté en 2008. Les prix à l'exportation des acides phosphoriques en particulier ont été multipliés par 3,6 : la valeur des exportations de ce produit a passé de 58 milliards de LL en 2007 à 147,5 milliards en 2008 alors que les quantités exportées diminuaient, passant de 137,8 mille tonnes à 97,5 mille tonnes. Quant aux autres branches de ce groupe, leurs exportations ont progressé de façon plus régulière : la valeur des ouvrages en bois (sauf les meubles) exportée a passé 34,6 milliards en 2007 à 51,2 milliards de LL en 2008 avec une hausse des prix de 10%, celle des papiers et cartons de 174,4 milliards à 205,5 milliards avec une hausse des prix de 6,6%, celle des ouvrages en plastique de 84,7 milliards de LL à 102,3 milliards avec une hausse des prix de 2,1%.

- Les exportations de meubles, quoique peu importantes, ont également progressé en valeur : +30,7%.
- Les produits divers comprennent essentiellement les produits des éditions dont les exportations ont augmenté de 15,7% en valeur, passant de 267 milliards de LL en 2007 à 309 milliards en 2008 et les bijoux dont les exportations ont augmenté de 35,8% passant de 341 à 463 milliards de LL.

c) *Les exportations de services*

Les échanges de services avec l'extérieur ne sont pas encore bien recensés. Seuls les encaissements nets des services publics de télécommunication sont connus de façon régulière. Les exportations nettes de services de transport ont été négligées. Les exportations nettes de services aux entreprises ont pu être estimées grâce à l'enquête auprès des grandes entreprises effectuées en 2004. Les exportations de services financiers comprennent la partie du produit net bancaire imputée aux intérêts reçus de l'extérieur et l'exportation nette de services de réassurance, celle-ci étant négative. Quant aux recettes du commerce triangulaire retenues dans les comptes, elles ont fait l'objet d'estimations très grossières.

Les recettes nettes de la direction générale des télécommunications provenant des communications avec l'étranger, ont repris leur croissance en 2007 (+3,7%) et en 2008 (+9,8%)⁹ après deux années consécutives de baisse : -3,6% en 2005 et -4,7% en 2006.

Les chiffres d'affaires réalisés à l'extérieur par les sociétés libanaises de services aux entreprises nets des paiements de services aux non résidents, se sont élevés, d'après les déclarations des grandes entreprises interrogées à 205 milliards de LL en 2002 et 245 milliards en 2003, soit en hausse de 19,3%.¹⁰ Un taux de croissance de 25% pour 2004 et 2005 a été retenu au vu des déclarations de chiffres d'affaires des entreprises off shore au ministère des finances. A défaut de statistiques récentes un taux de croissance moyen de 6% par an a été adopté pour les estimations de 2006 et 2007 et de 20% pour 2008. Vu l'impossibilité de définir et d'observer le prix de tels services le taux de croissance générale des prix de 10% a été adopté pour estimer le taux de croissance en volume de ces services.

La très forte croissance des services financiers en 2008 provient de l'accroissement des intérêts reçus par les banques de leur placement à l'étranger et de la hausse du ratio différentiel d'intérêt. Les intérêts reçus de l'extérieur par les banques ont passé, d'après les estimations de la Banque du Liban de 1 047 milliards en 2007 à 1 744 milliards de LL en 2008. Le ratio service bancaire / intérêts reçus étant de 27,5% en 2007 et de 32,8% en 2008, la part des intérêts comptabilisée comme exportation a été de 288 milliards de LL en 2007 et 572 milliards de LL en 2008. Au différentiel d'intérêt il faut ajouter les commissions bancaires nettes imputées aux opérations avec l'extérieur soit 67 milliards en 2007 et 136 milliards en 2008. Par ailleurs les services de réassurances avec l'extérieur ont représenté une importation nette de 51 et 54 milliards de LL respectivement en 2007 et 2008. Ces montants ont été retranchés des exportations de services. Ainsi les services financiers provenant des opérations avec

⁹ Chiffres provisoires

¹⁰ Suite à cette enquête il s'est avéré que les chiffres retenus pour les exportations de services dans les comptes 1997-2002 étaient nettement sous-estimés.

l'extérieur auraient augmenté de 111,5%. 10% de cette hausse seraient dus à la hausse générale des prix.

Le taux de croissance retenu pour l'estimation des recettes nettes du commerce triangulaire est celui du mouvement de transit et de réexportation. Après une forte croissance (+32,4%) en 2004, les recettes nettes du commerce provenant de l'extérieur ont constamment baissé : -3,5% en 2005, -17,8% en 2006 et -3,9% en 2007 mais ont repris en 2008 (+17,2%). Comme pour les services financiers, le taux d'inflation de 10% a été retenu par convention comme hausse des prix de ce service.

d) Les dépenses des touristes

Le taux de croissance en volume des dépenses des touristes et autres voyageurs étrangers sur le territoire libanais est, par convention, égal à celui du nombre de voyageurs étrangers (syriens exclus) rentrés annuellement au Liban : +18,1% en 2008. L'indice des prix retenus pour estimer les dépenses en valeur est celui des prix à la consommation.

Deuxième partie

Les comptes intégrés

Le système international de comptes économiques (SCN93) prévoit l'établissement d'une série de comptes pour chacune des cinq catégories d'agents de l'économie nationale désignée par S.1 et pour le reste du monde désigné par S.2.

Les cinq catégories d'agents de l'économie nationale sont :

- S.11 : les sociétés non financières
- S.12 : les institutions financières
- S.13 : les administrations publiques
- S.14 : les ménages
- S.15 : les associations à but non lucratif

L'état de développement des statistiques nationales libanaises ne permet pas d'établir correctement les comptes économiques de chacun de cinq agents séparément. Il est en particulier impossible de répartir les opérations de production et de répartition entre les sociétés non financières et les ménages. Il est par contre possible d'estimer de façon approximative les principaux éléments des comptes intégrés pour l'ensemble des agents intérieurs et ceux du reste du monde.

Les tableaux n^{os} 27 et 28 présentent les comptes intégrés de l'ensemble de l'économie nationale (S.1) et du reste du monde (S.2). Ils permettent de dégager les principaux flux ayant caractérisé l'activité économique entre 2007 et 2008

Le chapitre 1 présente les comptes des agents de l'économie nationale qui font apparaître les principaux agrégats : le compte de production, le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus, le compte de distribution secondaire des revenus, le compte d'utilisation des revenus, le compte de capital et enfin le compte financier.

Le chapitre 2 expose l'estimation des principaux éléments de la balance des paiements répartis dans quatre comptes : le compte des échanges de biens et services, le compte des revenus et des transferts courants, le compte de transfert en capital et enfin le compte financier.

Les comptes d'agents qu'il a été possible d'établir concernent les comptes de l'administration centrale et les comptes des banques commerciales. Ces comptes sont reproduits en annexe.

Tableau n° 27
Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1) 2007-2008

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2007	2008	2007	2008
I. Compte de Production				
P11. Production marchande			47 100	57 913
P12. Production non marchande			5 509	6 646
D2-D3. Imp. – subv. /produits			5 761	7 203
P2. Consommation intermédiaire	20 597	26 638		
<i>B1. Valeur ajoutée brute (PIB)</i>	<i>37 774</i>	<i>45 124</i>		
Total	58 370	71 762	58 370	71 762
II.1. Compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires				
B1. PIB			37 774	45 124
D2-D3. Imp. - subv. /produits	5 761	7 203	5 761	7 203
D41. Intérêts	8 024	6 090	8 100	5 959
<i>secteur privé</i>	<i>3 631</i>	<i>2 740</i>		
<i>secteur public</i>	<i>4 393</i>	<i>3 350</i>		
D1+D4..Salaires et autres rev.	25 108	30 658	25 668	31 195
<i>B5. Solde des rev. prim. (RNB)</i>	<i>38 410</i>	<i>45 530</i>		
Total	77 303	89 480	77 303	89 480
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus				
B5. RNB			38 410	45 530
D5. Impôts directs	1 944	2 754	1 944	2 754
D61. Cotisations sociales	1 128	1 084	1 128	1 084
D62. Prestations sociales	1 848	1 833	1 872	1 858
D79. Autres transferts courants	527	560	6 894	11 919
<i>B6. Soldes des rev. sec. (RNDB)</i>	<i>44 801</i>	<i>56 914</i>		
Total	50 248	63 145	50 248	63 145
II.4. Compte d'utilisation des revenus				
P2. Consommation	36 820	44 488		
<i>B8. Epargne brute</i>	<i>7 981</i>	<i>12 426</i>		
Total = RNDB	44 801	56 914	44 801	56 914
III. 1. Compte de capital				
B8. Epargne brute			7 981	12 426
P51. Formation brute de capital fixe	10 462	13 809		
D9. Transfert de capital	105	100	2 230	3 892
<i>B9. Solde : Cap./Bes. (-) de financement</i>	<i>-357</i>	<i>2 409</i>		
Total	10 211	16 318	10 211	16 318
III. 2. Compte financier				
B9. Capacité / Besoin (-) de financement			-357	2 409
F2. Numéraires et dépôts	12 624	18 608	9 554	13 390
F3 Titres autres qu'actions	2 757	5 875	3 007	6 322
F4. Crédits	2 199	4 369	2 831	4 566
F5. Actions / Participations	107	-1 069	2 652	1 097
Total	17 687	27 783	17 687	27 783

Tableau n° 28
Comptes du reste du monde (S.2) 2007-2008

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2007	2008	2007	2008
I. Opérations sur biens et services				
Importations			18 203	24 254
Exportations	8 694	11 080		
<i>B11. Balance commerciale</i>	<i>9 509</i>	<i>13 174</i>		
Total	18 203	24 254	18 203	24 254
II. Compte des revenus primaires et des transferts courants				
B11. Balance commerciale			9 509	13 173
D1. Salaires et assimilés	755	1 421	1 201	1 577
D41. Intérêts	2 317	1 863	2 241	1 993
D4... Autres revenus (nets)	1 427	1 190	421	498
D62. Prestations sociales	24	25		
D79. Autres transferts courants (net)	6 367	11 359		
<i>B12. Balance courante</i>	<i>2 481</i>	<i>1 384</i>		
Total	13 372	17 241	13 372	17 241
III. 1 Compte de capital				
B12. Balance courante			2 481	1 384
D9. Transfert de capital (net)	2 125	3 792		
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>357</i>	<i>-2 409</i>		
Total	2 481	1 384	2 481	1 384
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			357	-2 409
F2. Numéraires et dépôts (nets)			3 070	5 218
F3 Titres autres qu'actions	250	447		
F4. Crédits	632	196		
F5. Actions / Participations	2 544	2 167		
Total	3 427	2 810	3 427	2 810

Chapitre 1

Les comptes intégrés de l'économie nationale

Les différentes opérations effectuées entre les agents économiques ou les flux découlant de l'activité économique sont réparties dans les six catégories ou sous-catégories de comptes suivantes : (les numéros sont les codes de la nomenclature internationale des comptes)

- I. Le compte de production
- II.1. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus
- II.2. Le compte de distribution secondaire des revenus
- II.4. Le compte d'utilisation des revenus
- III.1. Le compte de capital
- III.2. Le compte financier

Ces comptes permettent de dégager les principaux agrégats caractérisant l'activité économique. Ces agrégats sont résumés dans le tableau n° 29 ci-dessous

Tableau n° 29
Evolution des principaux agrégats 2004-2008

Nature de l'agrégat	<i>En milliards de LL</i>				
	2004	2005	2006	2007	2008
PIB	32 867	32 923	33 826	37 774	45 124
+Revenus nets des facteurs	-531	787	567	636	406
=RNB	32 336	33 710	34 393	38 410	45 530
+Transferts courants nets	4 451	3 851	6 159	6 391	11 384
=RNBD	36 787	37 561	40 553	44 801	56 914
-Consommation	-32 718	-32 702	-33 159	-36 820	-44 488
=Epargne nationale brute	4 069	4 859	7 394	7 981	12 426
+transferts de capital nets	1 904	1 279	4 096	2 125	3 792
=Epargne brute disponible	5 973	6 138	11 490	10 106	16 218
-FBCF	7 284	7 222	7 733	10 462	13 809
=Cap.(+)/Bes.(-) de financemt.	-1 312	-1 084	3 757	-357	2 409
+Financement extérieur	1 567	2 210	456	3 427	2 810
=Balance des paiements	255	1 126	4 213	3 070	5 218

Note : Les chiffres de 2004 à 2007 ont été révisés

Ainsi :

- La production intérieure brute (PIB) est le solde du compte de production de l'ensemble des agents économiques
- Le revenu national brut (RNB) est tiré du compte de distribution primaire des revenus
- Le revenu national brut disponible (RNBD) est le solde du compte de distribution secondaire des revenus
- L'épargne nationale brute est le solde du compte d'utilisation des revenus
- L'épargne nationale brute disponible et la capacité ou le besoin de financement sont déduits du compte de capital
- Le solde de la balance des paiements apparaît dans le compte financier sous la rubrique « variation du numéraire et des dépôts ».

Les détails de ces comptes sont présentés dans les sections qui suivent.

Section I. Le compte de production

Le compte de production enregistre en ressources la valeur de la production perçue par différents agents économiques et en emplois la valeur de la consommation intermédiaire. Le solde de ce compte est égal au produit intérieur brut ou PIB.

La valeur de la production est subdivisée en : production marchande (P.11), production non marchande (P.12) et en impôts moins subventions sur les produits (D.2 – D.3).

a) La production marchande (P.11)

La production marchande est égale aux recettes hors taxes de toutes les unités de production provenant de la vente de biens et services. Cependant, vu les méthodes d'estimation adoptée en l'absence de statistiques adéquates, la valeur de la production marchande décrite ici comprend aussi la valeur de la production autoconsommée.

La valeur de cette production est égale à la somme de la production de tous les secteurs marchands calculée aux prix du marché, diminuée des impôts indirects et augmentée des subventions d'exploitation.

Le détail de la production marchande évaluée aux prix payés par les utilisateurs est donné dans le chapitre premier de la première partie.

b) La production non marchande (P.12)

La production non marchande, telle qu'elle apparaît dans ces comptes, représente uniquement l'estimation de la production des administrations publiques. Elle ne comprend donc pas la valeur de la production autoconsommée des ménages ni celle des associations à but non lucratif.

La méthode d'estimation de cette production est donnée dans le chapitre premier de la première partie.

c) Les impôts nets des subventions sur les produits (D.2 – D.3)

En principe, seuls les impôts spécifiques sur les produits nets des subventions devraient figurer dans ce compte. Mais, faute d'informations suffisantes, c'est l'ensemble des impôts indirects rentrant dans le compte d'exploitation des entreprises qui a été retenu. Ceux-ci comprennent les éléments suivants : les droits de douanes, les taxes sur la consommation de certains produits dont, à partir de 2002, la TVA, les bénéfices des entreprises publiques et enfin les taxes municipales et autres taxes.

Les taxes municipales reportées ont été révisées à la suite du dépouillement des comptes de municipalités les plus importantes et d'un échantillon de petites et moyennes municipalités pour les années 2004 et 2005. Les taxes des autres années sont estimées à partir des indications tirées des comptes du Trésor qui collecte

certaines taxes pour le compte des municipalités. Elles comprennent une part d'ajustement nécessaire à l'équilibre des comptes du secteur public. Quant aux autres taxes, elles sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat. Le tableau n° 30 donne l'évolution des différents types d'impôts indirects de 2004 à 2008.

Tableau n° 30
Les impôts indirects par nature 2004-2008

Nature de la taxe	En milliards de LL				
	2004	2005	2006	2007	2008p
Droits de douanes	529	481	461	556	686
Taxes sur la consommation	2 874	2 440	2 349	2 580	3 598
Bénéfices des entreprises publiques	1 453	1 663	1 428	2 011	2 028
Timbres et autres	274	261	259	292	345
Taxes municipales et ajustement	424	422	497	343	594
-subventions	-61	-19	-26	-22	-48
Total	5 493	5 247	4 970	5 761	7 203

Note : les comptes de 2007 ont été révisés. p : Chiffres provisoires

Les droits de douanes, après une période de baisse de 2001 à 2003, suite à la politique adoptée par le gouvernement de remplacer progressivement ces droits par la TVA, sont repartis à la hausse en 2004 avec cependant un rythme de croissance inférieur à celui de la croissance des importations. Le ratio droit / valeur douanière des importations a passé de 4,3% en 2003 à 3,1% en 2007 et à 2,8% en 2008.

Comme le montre le tableau n° 31, *les taxes sur la consommation* sont constituées en grande partie de la TVA qui a été introduite en 2002.

Tableau n° 31
Les taxes sur la consommation par nature 2004-2008

Nature de la taxe	En milliards de LL				
	2004	2005	2006	2007	2008p
- sur la valeur ajoutée	1 688,2	1 560,8	1 660,2	1 803,0	2 581,0
- sur le tabac	196,5	190,8	162,0	211,2	246,1
- d'embarquement à l'aéroport	84,2	83,8	64,4	84,1	106,9
- sur les carburants	644,7	362,2	230,3	184,7	112,3
- sur les voitures	242,2	230,5	216,5	286,6	538,8
- Autres	18,1	11,9	16,0	10,6	12,6
Total	2 873,9	2 440,0	2 349,3	2 580,2	3 597,7

p : Chiffres provisoires

Entre 2004 et 2007, le taux de croissance de la TVA a été en moyenne de 5,9% par an. En 2008, il aurait atteint 43,2%. En fait, en l'absence de la clôture des comptes, les données de 2008 sont provisoires, le vrai taux de croissance de la TVA en 2008, d'après les rapports du ministère des finances serait de 29%. La baisse des taxes sur les carburants enregistrée régulièrement depuis 2004 est due à la politique de stabilisation des prix de l'essence.

Les bénéfices des entreprises publiques sont comptés comme des impôts sur les produits car les prix des biens et services produits par ces entreprises sont fixés par l'Etat. Ce sont les bénéfices des entreprises publiques de télécommunications qui sont

les plus importants et ont accusé une très forte croissance durant les dernières années : ils ont passé de 141 milliards en 1997 à 1 310 milliards en 2004 et à 1 456 milliards en 2005. On les estime à 1 298 milliards de LL en 2006 et à 1 660 milliards en 2007 et à 1 734 milliards de LL en 2008.

Quant aux subventions aux entreprises publiques qui apparaissent dans les comptes de l'Etat, elles se présentent comme suit : (Tableau n° 32)

Tableau n° 32
Les subventions aux entreprises publiques 2004-2008

	<i>En milliards de LL</i>				
Entreprise	2004	2005	2006	2007	2008 ^p
Office du blé et betterave	15,0	-	5,0	-	30,7
Offices des eaux	1,6	-	-	-	-
Transport en commun	14,0	15,0	13,0	15,9	10,0
Télévision Liban	28,2	4,0	4,0	4,0	4,0
Autres	2,1	0,3	4,0	2,0	3,0
Total	60,9	19,3	26,0	21,9	47,7

p : Chiffres provisoires

Les subventions accordées à l'Electricité du Liban, ne sont pas reportées dans les dépenses budgétaires de l'Etat. Elles sont enregistrées dans les comptes du Trésor comme avances aux établissements publics et traitées comme une opération financière. Les dettes de l'Electricité du Liban au Trésor ont augmenté de 81 milliards de LL en 2003, de 511 milliards en 2004 et de 734 milliards en 2005. Les comptes du Trésor pour les années suivantes ne sont pas encore disponibles en détail. Cependant, les rapports périodiques du ministère des finances font état des dépenses du Trésor pour le compte de l'Electricité du Liban durant les années 2006, 2007 et 2008 respectivement de 1 371, 1 497 et 2 430 milliards de LL. A noter aussi que les subventions indirectes aux planteurs de tabacs dont les montants ne sont pas connus, sont déduites des taxes sur le tabac manufacturé.

d) Les emplois intermédiaires

Les emplois intermédiaires sont égaux aux achats par les unités de production de biens et services consommables diminués des variations de stocks. Ils sont évalués aux prix du marché, c'est-à-dire toutes taxes comprises.

La consommation intermédiaire des différents secteurs d'activité est décrite dans le premier chapitre de la première partie.

Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires

On entend par revenus primaires la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans la valeur du PIB. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires enregistre en ressources le PIB et tous les revenus primaires reçus par les agents nationaux. Il enregistre en emplois les revenus primaires payés par les agents nationaux. Le solde de ce compte dégage le second agrégat important à savoir le revenu national brut ou RNB. Etabli pour les unités de production seulement, le

compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires permet de décomposer le PIB suivant l'optique du revenu.

a) L'optique revenu du PIB

Le tableau n° 33 suivant montre la répartition du PIB suivant la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans sa valeur : salaires et assimilés, impôts nets des subventions sur les produits, intérêts, autres revenus et les amortissements.

Tableau n° 33
La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2004-2008

Eléments du PIB	<i>En milliards de LL</i>				
	2004	2005	2006	2007	2008
Impôts – subventions /produits	5 493	5 247	4 970	5 761	7 203
Intérêts	3 085	3 180	2 925	3 631	2 740
Salaires et autres revenus	21 360	21 484	22 803	25 108	30 658
Amortissements (solde)	2 929	3 011	3 128	3 273	4 524
Total =PIB	32 867	32 923	33 826	37 774	45 124

Les salaires et assimilés représentent l'ensemble des charges salariales supportées par les entreprises et les administrations publiques. Les salaires payés par les administrations publiques sont tirés des comptes du secteur public, leur évolution est reportée dans le tableau n° 10 (voir première partie, chapitre 1, section VIII). Quant aux salaires et autres charges salariales payées par les entreprises, ils ont fait l'objet d'estimation lors de l'établissement des comptes de 1997 grâce aux données d'enquêtes. La part des salaires dans le PIB était de 35,5% : 83,2% dans le secteur administratif et 29,1% dans le secteur marchand. Malheureusement il n'existe pas d'informations suffisantes sur la période 1998-2008 qui permettent de connaître l'évolution de cette part. L'enquête sur les grandes entreprises effectuée en 2004 et portant sur 240 établissements industriels, 270 établissements de service (à l'exclusion des services de télécommunication, de finances et d'éducation) et 96 de commerce, a révélé les ratios charges salariales / valeur ajoutée brute en 2002 et 2003 suivants :

<u>Secteur</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Industrie	24,6%	24,2%
Services	32,4%	32,9%
Commerce	10,5%	10,9%

La part des impôts indirects nets des subventions dans le PIB a par contre évolué de façon significative entre 1997 et 2004, passant de 10,5% en 1997 à 16,7% en 2004. Cette dernière évolution est due à l'introduction de la TVA en février 2002 et à l'élargissement de son assiette durant les deux années suivantes. En 2005 et 2006, par contre, la baisse de la consommation a entraîné une baisse des impôts indirects et de leur part dans le PIB qui recule à 15,9% puis à 14,7%. Avec la reprise de la consommation en 2007 et 2008, la part des impôts indirects dans le PIB remonte respectivement à 15,3% et 16%.

Les intérêts représentent la rémunération du capital financier versée par les entreprises aux propriétaires de ces capitaux. Ils ne comprennent pas les intérêts versés par les

administrations. En effet, par convention, ces intérêts ne rentrent pas dans l'estimation de la production non marchande et par conséquent ne font pas partie du PIB.

Pour estimer les charges d'intérêts supportées par les entreprises, les comptes présentés ici ont retenu la rémunération des dépôts auprès des banques commerciales et des banques d'investissements. Les intérêts servis par les banques ont été répartis entre les agents débiteurs au prorata de leur endettement vis-à-vis des banques. Il convient de préciser qu'une partie des intérêts encaissés par les banques représente la rémunération de leur service d'intermédiation financière.

Tableau n° 34

Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations
2004-2008

	<i>En milliards de LL</i>				
Données des banques	2004	2005	2006	2007	2008
Intérêts reçus					
sur bons du Trésor	2 083	1 978	2 502	2 754	3 173
des non-résidents	279	279	1 047	1 047	1 744
d'autres débiteurs	4 171	4 429	4 173	5 009	4 074
Total	6 533	6 686	7 722	8 810	8 992
Intérêts payés aux déposants	4 832	4 801	5 413	6 386	6 046
<i>Ratio intérêts payés/reçus</i>	<i>0,740</i>	<i>0,718</i>	<i>0,701</i>	<i>0,725</i>	<i>0,672</i>
Imputation des intérêts servis aux déposants à la charge des :					
administrations	1 541	1 420	1 754	1 996	2 134
non-résidents	206	200	734	759	1 173
Entreprises	3 085	3 180	2 925	3 631	2 740
Total	4 832	4 801	5 413	6 386	6 046

Ainsi, les intérêts payés par le secteur privé (principalement les entreprises) aux propriétaires des dépôts via les banques ont été évalués à 3 085 milliards de LL en 2004, et 3 631 milliards en 2007 et à 2 740 milliards de LL en 2008 ; soit respectivement 9,4%, 9,6% et 6,1% du PIB. En 1997 cette part s'élevait à 5,3% seulement.

Quant aux intérêts payés par le secteur public et qui ne rentrent pas dans la valeur du PIB, mais inscrits quand même dans le compte de répartition primaire d'après les conventions internationales, ils sont tirés des comptes des administrations publiques après déduction de la valeur des services bancaires. Ces services sont estimés en appliquant le ratio services bancaires sur intérêts du tableau n° 34 aux intérêts reçus sur bons du Trésor par les banques. Le tableau suivant donne l'évolution des charges de la dette publique et leur répartition entre intérêts et services bancaires.

Tableau n° 35

Evolution des charges de la dette publique et de la part des intérêts dans les charges
2004-2008

	<i>En milliards de LL</i>				
Décomposition des charges	2004	2005	2006	2007	2008
Service de la dette	4 219	3 724	4 375	5 328	4 628
- valeur des services bancaires	675	693	903	935	1 278
= Intérêts payés	3 544	3 031	3 472	4 393	3 350

Les autres revenus sont composés des dividendes versés aux propriétaires des capitaux engagés dans la production et des revenus mixtes des entrepreneurs individuels. Ces revenus ont fait l'objet d'une estimation globale en 1997, la rémunération des actionnaires restant inconnue. Comme pour les salaires, l'estimation de tels revenus est donnée pour l'année 1997 seulement ; leur part relative dans le PIB était de 42,3%.

En raison de l'insuffisance de l'information, les salaires et les revenus autres que les intérêts ont été regroupés dans un même agrégat à partir de 1998.

Les amortissements sont en fait le résidu du compte d'exploitation des entreprises augmenté de la valeur estimée de l'amortissement du capital fixe des administrations publiques. Ce dernier élément est donné dans le tableau n° 10 montrant le calcul de la valeur de la production non marchande.

b) Calcul du revenu national brut (RNB)

Le RNB est égal au solde du compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires de l'ensemble des agents économiques nationaux. Il est donc égal au PIB plus le solde (ressources – emplois) des revenus primaires qui est égal au revenu net des facteurs provenant du reste du monde. Ces derniers sont tirés des comptes du reste du monde S.2 (tableau n° 28), comptes qui sont exposés au chapitre suivant.

Les soldes des trois types de revenus primaires (salaires, intérêts et autres revenus) sont détaillés dans le tableau n° 36.

Tableau n° 36
Composition du revenu national brut 2004-2008

Eléments du RNB	<i>En milliards de LL</i>				
	2004	2005	2006	2007	2008
PIB	32 867	32 923	33 826	37 774	45 124
Intérêts extérieurs nets	-867	143	277	76	-131
Autres revenus extérieurs nets	336	644	290	560	536
Total = RNB	32 336	33 710	34 393	38 410	45 530

Après quatre années de dégradation des revenus extérieurs nets entraînant une croissance du revenu national brut plus faible que celle du PIB, les années 2006 et 2007 ont connu une reprise de tels revenus : l'emploi d'étrangers diminue légèrement et les revenus du travail des libanais à l'étranger augmentent sensiblement, d'après les estimations de la BDL. Par ailleurs, la tendance des intérêts servis aux non résidents à dépasser ceux reçus par les libanais sur leurs placements à l'étranger s'inverse de 2005 à 2007. En 2008, le revenu national brut a augmenté légèrement moins que le PIB en valeur nominale (18,5% contre 19,5% pour le PIB).

Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus

Le compte de distribution secondaire des revenus enregistre en ressources le revenu national brut (RNB) et les ressources des agents nationaux provenant des différents types de transferts à savoir : les impôts directs, les cotisations sociales, les prestations

sociales et les transferts courants. Les paiements de tels transferts effectués par les agents nationaux sont reportés en emplois. Le solde de ce compte est donc égal au RNB augmenté des transferts courants nets provenant de l'extérieur. On obtient ainsi le troisième agrégat utile à l'étude du fonctionnement de l'économie nationale, appelé « Revenu national brut disponible » (RNBD).

a) Les impôts directs

Les impôts directs sont des prélèvements obligatoires effectués par les administrations sur les ressources des agents nationaux. Ils sont inscrits en emplois du secteur privé et en ressources des administrations.

On distingue deux types d'impôts directs : l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la propriété. L'impôt sur les voitures privées est analogue à celui sur la propriété et a été compté avec les impôts directs contrairement au classement administratif qui l'englobe parmi les impôts sur la consommation. Le tableau n° 37 ci-dessous reporte les montants encaissés par l'administration centrale au titre de ces impôts tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat.

Tableau n° 37
Répartition des impôts directs par nature 2004-2008

Nature de l'impôt	<i>En milliards de LL</i>				
	2004	2005	2006	2007	2008p
Impôt sur le revenu	801	907	1 184	1 142	1 585
Impôts sur la propriété	396	409	579	526	784
Impôts sur les voitures	238	237	265	276	385
Total	1 435	1 554	2 029	1 944	2 754

p : Chiffres provisoires

b) Les cotisations sociales

Les cotisations sociales qui ont pu être recensées dans ces comptes concernent les cotisations encaissées par la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale et les prélèvements effectués par l'Etat sur le salaire des fonctionnaires pour alimenter la caisse de retraite. Les cotisations obligatoires à d'autres caisses telles que la coopérative des fonctionnaires ont été négligées faute de statistiques.

Toutes les cotisations, y compris celles payées par les patrons à la CNSS sont supposées être payées par les salariés puisqu'elles sont comptées dans la rémunération du travail. Elles sont inscrites en ressources des administrations.

Les paiements de l'Etat à la CNSS sont classés dans le budget comme des transferts et non comme des cotisations dues en tant que patron employant des contractuels n'ayant pas le statut de fonctionnaire et donc soumis au code du travail. Ces paiements sont sporadiques (60 milliards en 2000, 80 milliards en 2004, 340 milliards en 2005, 220 milliards en 2006 et 100 milliards de LL en 2008). Ces paiements ont été exclus à la fois de la rémunération des travailleurs et des cotisations sociales.

Tableau n° 38
Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2004-2008

<i>En milliards de LL</i>					
Nature de la cotisation	2004	2005	2006	2007	2008
Cotisation à la CNSS	759	946	865	1 049	999
Cotisation des fonctionnaires	86	85	85	79	85
Total	845	1 031	951	1 128	1 084

c) Les prestations sociales

Les prestations sociales qui apparaissent en ressources du compte II.2 sont supérieures à celles inscrites en emplois du fait que des ménages résidents reçoivent, en plus des prestations locales, des pensions de retraite payées par des organismes non-résidents. Le montant de ces pensions avait été estimé en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 23 milliards de LL. Il a été maintenu constant tout au long de la période suivante par manque d'informations.

Tableau n° 39
Répartition des prestations sociales reçues par nature 2004-2008

<i>En milliards de LL</i>					
Nature de la prestation	2004	2005	2006	2007	2008
Prestations de la CNSS	812	801	829	939	878
<i>Allocations maladie</i>	444	439	451	536	492
<i>Allocations familiales</i>	217	221	231	224	235
<i>Indemnité de fin de service</i>	150	141	147	179	151
Pensions de retraite					
payées par l'Etat	821	874	935	909	955
par l'Extérieur	23	23	23	24	25
Total	1 656	1 698	1 787	1 872	1 858

Quant aux prestations servies par les agents nationaux (inscrites en emplois), elles se limitent aux allocations et indemnités versées par la CNSS et aux pensions de retraite servies par l'Etat. Les premières ont passé de 407 milliards de LL en 1997 à 812 milliards en 2004 puis à 939 milliards en 2007 et à 878 milliards de LL en 2008 et les secondes de 528 à 821 milliards puis à 909 milliards et à 955 milliards de LL durant la même période.

Comme pour les cotisations, les prestations fournies par d'autres caisses ont été négligées dans la présente comptabilité.

d) Les transferts courants et calcul du RNBD

La rubrique « transferts courants » groupe trois types de flux : les recettes non fiscales de l'Etat, l'aide apportée par l'Etat aux individus, associations et autres organismes du secteur privé résidents ou non et enfin les transferts courants effectués par les non-résidents aux résidents.

Les deux premières rubriques sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat à un ajustement près concernant les aides effectuées par l'intermédiaire d'autres administrations.

Les transferts extérieurs nets résultent des méthodes adoptées pour l'estimation des différentes rubriques de la balance des paiements, méthodes qui sont exposées dans le chapitre suivant.

Tableau n° 40
Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2004-2008

Nature du transfert	<i>En milliards de LL</i>				
	2004	2005	2006	2007	2008
Recettes non fiscales	303	283	298	327	327
Aides	160	124	175	199	233
Transferts extérieurs nets	4 428	3 828	6 136	6 367	11 359
Total	4 891	4 235	6 609	6 894	11 919

Le solde du compte de la distribution secondaire des revenus est égal au revenu national brut augmenté des paiements extérieurs nets au titre de la distribution secondaire, ainsi que le montre le tableau n° 41 ci-dessous.

Tableau n° 41
Calcul du RNBD 2004-2008

	<i>En milliards de LL</i>				
	2004	2005	2006	2007	2007
RNB	32 336	33 710	34 393	38 410	45 530
Allocations reçues de l'extérieur	23	23	23	24	25
Transferts extérieurs nets	4 442	3 838	6 143	6 374	11 377
Moins coop.internationale	-13	-11	-7	-7	-17
Total = RNBD	36 787	37 561	40 553	44 801	56 914

De 1997 à 2002, les transferts extérieurs nets ont eu tendance à baisser. Par suite, la croissance du RNBD durant cette période a été plus faible que celle du PIB. En 2003 les résultats de la balance des paiements ont fait apparaître un fort mouvement de transfert vers le Liban (voir chapitre suivant) d'où une croissance du RNBD plus forte que celle du PIB en valeur courante (12,8% contre 5,5% pour le PIB). Le niveau des transferts extérieurs nets qui avait atteint 18,3% du PIB en 1997, baisse à 11,6% du PIB en 2005 pour remonter de façon remarquable en 2006, 2007 et 2008, années où la balance des paiements enregistre à nouveau de forts excédents. Ces transferts représentent 16,9% du PIB en 2007 et 25,2% en 2008.

Section IV. Le compte d'utilisation des revenus

Le compte d'utilisation du revenu enregistre en emploi la consommation nationale et en ressources le revenu national brut disponible. Le solde de ce compte est égal à l'épargne nationale.

Après une croissance en 1998, l'épargne nationale apparaît en baisse constante, surtout à partir de l'année 2000 jusqu'en 2002. Ainsi le taux d'épargne globale qui était de 13,4% en 1997, tombe à 7,7% en 2002. Cette évolution semble liée à celle des transferts extérieurs qui ont fortement chuté durant la dernière période, ainsi qu'il ressort de l'étude de la balance des paiements. Aussi, avec la reprise de tels transferts

en 2003, le taux d'épargne atteint 12,4%. En 2004, il recule à 11,1% et remonte à 12,9% en 2005. Durant les années 2006 à 2008, la croissance des revenus disponibles est plus élevée que celle de la consommation, d'où un taux atteignant 17,8% en 2007 et 21,8% en 2008.

Section V. Le compte de capital

Le compte de capital enregistre en emplois la formation brute de capital fixe, la variation des stocks et les transferts en capital effectués par les agents nationaux. Il enregistre en ressource l'épargne brute et les transferts en capital reçus.

Les transferts en capital inscrits en emplois représentent l'aide à la reconstruction payée par l'Etat pour le retour des déplacés par la guerre ainsi que les transferts pour la reconstruction du Liban Sud. Importants au début (481 milliards de LL en 1997) ces transferts ont diminué progressivement pour devenir négligeables de 2002 à 2003. On note une légère reprise de ces subventions à partir de 2004. Elles sont estimées à 105 milliards en 2007 et 100 milliards en 2008.

Les transferts inscrits en ressources comprennent, outre ceux inscrits en emplois, les transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers ont aussi diminué progressivement passant de 1 999 milliards en 1997 à 375 milliards de LL en 2002 mais ont repris les années suivantes pour atteindre 1 279 milliards en 2005, 4 096 milliards en 2006, 2 125 milliards en 2007 et 3 792 milliards de LL en 2008. Il n'y a là cependant qu'une estimation très rudimentaire résultant des estimations de la balance des paiements. Ces estimations sont exposées dans le chapitre suivant.

Le solde du compte de capital s'appelle, suivant qu'il est positif ou négatif, capacité ou besoin de financement. Dans son ensemble, l'économie libanaise a toujours eu un besoin de financement extérieur. Comme le montre le tableau n° 42 suivant, excepté en 2006 et 2008 où l'économie a dégagé un excédent, la capacité de financement des ménages ne suffit pas à couvrir le besoin de financement des entreprises et des administrations.

Tableau n° 42
Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent
2004-2008

	<i>En milliards de LL</i>				
Agent économique	2004	2005	2006	2007	2008
Administrations	-2 529	-1 961	-2 576	-2 631	-867
Entreprises	-4 194	-4 067	-4 447	-7 185	-9 157
Ménages	5 411	4 945	10 779	9 460	12 432
Total	-1 311	-1 083	3 757	-357	2 409

Dans le système comptable adopté, en effet, la capacité de financement des ménages est égale à leur épargne augmentée des revenus non distribués des sociétés et des transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers sont supposés être

versés entièrement aux ménages¹¹. La capacité de financement des ménages, ainsi définie est donc tributaire des transferts extérieurs aussi bien courants qu'en capital. Ainsi en 2008, les transferts importants enregistrés amènent la capacité de financement à un niveau record (plus de 12 mille milliards de LL), dépassant largement les besoins de financement des entreprises et des administrations cette année-là.

Le besoin de financement des entreprises est égal à la formation brute de capital fixe dans le secteur marchand et à la variation des stocks diminuée des montants retenus comme amortissement. L'évolution du besoin de financement des entreprises a donc suivi celle des investissements dans le secteur privé qui étaient en régression en 2005 et en forte hausse en 2007 et 2008.

Quant au besoin de financement des administrations il est égal au déficit du secteur public. Ce déficit est très largement supérieur à la valeur des investissements publics mais tend à diminuer progressivement. Il représentait 15,7% du PIB et 14,5% du RNBD en 2002. En 2007, ces ratios tombent respectivement à 7,7% et 6,5%. En 2008 le déficit public ne représente plus que 1,9% du PIB et 1,5% du RNDB. Rappelons cependant qu'il s'agit là du déficit budgétaire qui ne comprend pas le déficit des opérations du Trésor hors budget. Il aurait été plus important si les avances du Trésor à l'Electricité du Liban étaient enregistrées comme subventions et non comme avances.

Section VI. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et droits et en ressources la variation des dettes des agents nationaux. Le solde du compte financier est égal à la capacité ou au besoin de financement. Cette égalité résulte du principe de l'équilibre général des comptes. Les méthodes d'estimation adoptées dans l'élaboration des comptes reposent en grande partie sur ce principe d'équilibre. Ainsi, la capacité de financement des ménages se traduit par un accroissement équivalent des créances et droits qu'ils détiennent, le besoin de financement des entreprises est couvert par l'accroissement des participations et par les crédits obtenus et enfin, le déficit des administrations se traduit par un accroissement égal de la dette publique.

Les créances et dettes retenues dans les comptes actuels sont classées, selon la nomenclature internationale, sous les quatre rubriques suivantes : Numéraires et dépôts (F2), Titres autres qu'actions (F3), Crédits (F4), Actions ou participations (F5).

a) La variation des numéraires et dépôts (F2)

Les numéraires et dépôts recensés ici ne concernent que les billets de banque en LL émis par la banque centrale, les dépôts détenus par les résidents du secteur privé auprès du système bancaire et les avoirs extérieurs nets des banques libanaises. Ils ne comprennent pas les billets de banque en dollars ou autres devises ni les dépôts auprès des banques à l'étranger détenus par les résidents (banques exclues). Les numéraires et

¹¹ Rappelons aussi que les entreprises individuelles ne sont pas groupées avec les ménages mais avec les autres entreprises.

dépôts détenus par le secteur public sont aussi exclus. Les chiffres adoptés découlent des données sur la masse monétaire établies par la banque du Liban.

La variation de la masse monétaire constitue une ressource pour le système bancaire et un emploi du secteur privé non bancaire. Il s'agit en grande partie des dépôts détenus par les ménages, la variation du compte caisse et banque des sociétés non financières pouvant être considérée comme négligeable. Ainsi la hausse de la variation de la masse monétaire de 5 090 milliards en 2006 à 9 554 milliards en 2007 puis à 13 390 milliards de LL en 2008 est, en partie, le reflet de l'évolution de la capacité de financement des ménages (voir plus haut).

Tableau n° 43
Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire
2004-2008

Nature de la monnaie	<i>En milliards de LL</i>				
	2004	2005	2006	2007	2008
Monnaie en LL	-98	-1 513	-987	1 353	12 494
Dépôts en devise	7 000	5 573	6 077	8 200	895
Total = ressources	6 902	4 060	5 090	9 554	13 390
Avoirs extérieurs nets des banq.	255	1 126	4 213	3 070	5 218
Total = emplois	7 157	5 186	9 303	12 624	18 608

Note : La variation des dépôts en devise est calculée à taux de change constant

Les fortes fluctuations enregistrées dans la composition de la monnaie entre devises et livres libanaises découlent des variations conjoncturelles de la confiance dans la monnaie nationale et du différentiel d'intérêt. Il est à noter que les variations des dépôts en devises ont été calculées à taux de change constant.

Du côté des emplois, au montant de la variation de la monnaie détenue par les résidents s'ajoute l'accroissement des avoirs extérieurs nets détenus par les banques résidentes. Cette dernière est égale à celle des dépôts des banques libanaises à l'étranger diminués des dépôts des non-résidents. Elle est calculée à taux de change constant. Par définition cette variation est égale à celle du solde de la balance des paiements.

b) La variation des titres autres qu'actions

Seuls les bons du Trésor libanais ont été pris en compte, les titres du secteur privé ou étranger ont été négligés. Le tableau n° 44 ci-dessous donne la répartition des bons du Trésor par souscripteur¹².

Est enregistrée en emplois la variation des bons du Trésor détenus par les banques et par les autres résidents. Ceux détenus par les administrations autonomes sont exclus par consolidation. En plus des bons souscrits par les résidents, les Administrations ont comme ressources les bons souscrits par les non-résidents. Il faut noter toutefois que

¹² Les bons du Trésor souscrits par les banques sont tirés de leurs bilans tels que publiés par la BDL. Ceux souscrits par le public et les administrations sont estimés à partir des statistiques fournies par la BDL. Les variations des bons en devises sont calculées à taux de change constant. Des divergences plus ou moins importantes apparaissent entre les comptes du Trésor et les statistiques de la Banque centrale. Les chiffres adoptés dans les comptes sont le résultat d'un arbitrage.

la répartition des bons du Trésor entre souscripteurs résidents et non-résidents n'est pas connue avec précision. Les bons du Trésor en LL sont supposés être détenus par les résidents et ceux libellé en devises en circulation hors banques par les non résidents.

Tableau n° 44
Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2004-2008

<i>En milliards de LL</i>					
Souscripteur	2004	2005	2006	2007	2008
<i>B.T. en LL</i>					
Administrations	-361	250	860	1 475	253
Banques*	1 571	2 791	344	2 626	6 715
Autres et ajustement	-1 896	-672	366	-148	-106
Total	-687	2 370	1 570	3 954	6 863
<i>B.T. en devises</i>					
Banques*	3 448	695	3 296	209	-952
Institutions financières	24	-33	9	69	218
Autres	374	533	-1 864	250	447
Total	3 846	1 196	1 442	528	-288
<i>Ensemble des bons hors administration</i>					
Banques*	5 019	3 486	3 640	2 836	5 763
Résidents secteur privé	-1 872	-704	375	-79	112
Non-résidents	374	533	-1 864	250	447
Total consolidé	3 521	3 315	2 152	3 007	6 322

*Banque du Liban et banques commerciales

En 2004, les émissions de bons de Trésor en devises tendent à remplacer celles en livres libanaises. Ce sont les banques qui ont souscrit à la plus grande partie de ces émissions. En 2005 les bons du Trésor en devises émis nets des remboursements sont nettement plus faibles (+1 196 milliards de LL à taux de change constants dont 662 milliards souscrits par les banques et les autres institutions financières contre 3 472 milliards sur un total de 3 846 milliards d'émission nette en 2004). En 2007, le bilan de la banque du Liban fait apparaître à l'actif une diminution du portefeuille de bons du Trésor (-2 500 milliards de LL) en contrepartie d'une diminution au passif du poste « différence de change » inscrit au crédit du Trésor en vertu de l'article 115 du code de la monnaie et du crédit. Cette écriture comptable n'a pas été prise en compte dans le calcul des émissions nettes des remboursements. En 2008 on observe un net regain pour les bons libellés dans la monnaie nationale dont les émissions nettes des remboursements augmentent de 73,6%.

c) *La variation des crédits*

Les montants inscrits en emplois représentent la variation des crédits bancaires tels qu'ils sont reportés dans les statistiques sur la situation monétaire ainsi qu'une estimation des avances du Trésor aux entreprises publiques. En l'absence d'un bilan consolidé pour l'ensemble des institutions financières les crédits accordés au secteur non financier par les établissements hors du système monétaire n'ont pas été comptabilisés dans le système comptable adopté. En ressources, les crédits comprennent aussi les emprunts extérieurs nets reçus par les administrations publiques.

Tableau n° 45
Variation des crédits selon leur nature 2004-2008

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature des crédits	2004	2005	2006	2007	2008
<i>Crédits bancaires</i>					
Au secteur privé	1 464	678	1 163	914	5 746
Au secteur public (net)	-1 190	-1 223	1 137	-118	-3 807
<i>Crédits</i>	151	8	-9	-35	-8
<i>- dépôts du secteur public</i>	-1 341	-1 231	1 146	-83	-3 799
Total des crédits bancaires	274	-545	2 300	796	1 939
Avances du Trésor	511	734	1 370	1 403	2 430
Total des emplois	785	188	3 670	2 199	4 369
Emprunts extérieurs	307	140	112	632	196
Total : ressources	1 092	329	3 783	2 831	4 566

Les crédits bancaires au secteur privé ont repris en 2004 après avoir subi un net ralentissement durant la période 1997-2003. Cette reprise s'est ralentie en 2005 pour reprendre les deux années suivantes sans atteindre le niveau de 2004. Le montant des crédits nets des remboursements a atteint 914 milliards de LL en 2007 contre 1 464 milliards en 2004. En 2008, par contre, on assiste à un développement spectaculaire des crédits bancaires suite à un excédent de liquidité. Le tableau n°46 ci-dessous montre l'évolution de la répartition des crédits dans le secteur financier par secteur utilisateur telle que publiée par la Banque du Liban.

Ces crédits sont différents des crédits rapportés dans la situation monétaire car ils englobent les crédits accordés par les institutions de crédits en dehors du système monétaire. Ils permettent cependant de voir les variations dans la répartition des crédits par secteur et leur évolution. On voit par exemple que ce sont les crédits au secteur de la construction qui ont le plus progressé en 2008.

Tableau n° 46
Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2004-2008

	<i>En milliards de LL</i>				
Secteur	2004	2005	2006	2007	2008
Agriculture	-54	52	-16	34	64
Industrie	385	191	31	592	753
Construction	293	-414	111	440	1 745
Commerce	404	-410	67	891	1 014
Services	139	80	782	1 675	1 301
Institutions financières	86	197	254	485	1 235
Autres organismes	54	189	15	190	306
Individus	582	398	885	1 157	937
Total	1 889	283	2 130	5 462	7 355

Les créances du système bancaire sur le secteur public sont nettes des dépôts. La variation des crédits reflète plus celle des dépôts que celles des crédits à proprement parler. Ces derniers sont négligeables, les banques finançant le secteur public au moyen des souscriptions aux bons du Trésor. En 2008, il semble que les très

importantes souscriptions aux bons du Trésor de la part de la Banque du Liban et des banques commerciales (+5 763 milliards de LL) se soient traduites en grande partie par un accroissement des dépôts du Trésor auprès de la banque centrale (+3 799 milliards de LL).

Les avances du Trésor aux entreprises publiques telles que l'Electricité du Liban ne sont pas connues avec précision. Le système de comptabilité publique actuel ne permet pas de connaître la ventilation des avances par bénéficiaire. Les chiffres indiqués sont approximatifs et permettent d'équilibrer les comptes des administrations publiques.

Les emprunts publics extérieurs rapportés sont ceux effectués par le CDR et autres organismes publics tels que recensés par la Banque du Liban. Le recours de l'Etat au financement extérieur se fait principalement à l'aide d'émission d'euro bonds.

d) La variation des actions ou participations

Il n'existe pas à l'heure actuelle des données sur les bilans des sociétés. Les chiffres indiqués en emplois représentent en principe la variation des droits des ménages sur la propriété des entreprises qu'elles soient des sociétés anonymes ou des entreprises individuelles. Ils comprennent aussi les montants déboursés par les ménages pour l'achat de logements neufs. Ces derniers montants avaient été estimés à 1 328 milliards en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. A défaut d'autres données sur les années suivantes, la participation des ménages à la formation brute du capital des entreprises est estimée par résidu.

En ressources, aux participations des résidents s'ajoutent les investissements directs des non-résidents. Ces derniers sont estimés dans le cadre de la balance des paiements. Voir chapitre suivant.

Chapitre 2

Les comptes du reste du monde et la balance des paiements

Les opérations effectuées avec le reste du monde sont enregistrées dans quatre comptes qui dégagent les principaux soldes de la balance des paiements :

- I. Le compte des opérations sur biens et services dont le solde est égal à la balance commerciale
- II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants dont le solde est égal à la balance courante
- III.1 Le compte des transferts en capital dont le solde est égal à la capacité ou au besoin de financement de l'extérieur
- III.2 Le compte financier dont le solde est égal au déficit ou à l'excédent de la balance des paiements.

Ces différents soldes sont repris dans le tableau n° 47.

Tableau n° 47
Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2004-2008

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature de la balance	2004	2005	2006	2007	2008
Balance commerciale	7 135	7 001	7 066	9 509	13 174
+ revenus et transferts nets	-3 920	-4 638	-6 727	-7 028	-11 790
= balance courante	3 215	2 363	339	2 481	1 384
+ Transferts nets de capitaux	-1 904	-1 279	-4 096	-2 125	-3 792
= Cap./bes. de financement	1 311	1 083	-3 757	357	-2 409
+ Financement net	-1 567	-2 210	-456	-3 427	-2 810
<i>Crédits</i>	-374	-534	1 864	-250	-447
<i>Bons du Trésor</i>	-307	-140	-112	-632	-196
<i>Investissements directs nets</i>	-886	-1 536	-2 208	-2 544	-2 167
= balance des paiements	-255	-1 126	-4 213	-3 070	-5 218

Remarque : Un solde positif dans le compte de l'extérieur représente un déficit pour le pays, tandis qu'un solde négatif représente un excédent. Ainsi la balance des paiements a été excédentaire durant toute la période de 2004 à 2008.

Section I. Le compte des opérations sur biens et services

Le compte des opérations sur biens et services avec le reste du monde enregistre en emplois les exportations et en ressources les importations. Ces agrégats ont été passés en revue dans la première partie, chapitre 2 et chapitre 5. Le solde de ce compte appelé balance commerciale, a un sens plus large que le sens courant du terme puisque ces échanges ne se limitent pas seulement aux marchandises mais englobent aussi les exportations nettes de services.

La balance commerciale a été toujours déficitaire au Liban. Entre 1997 et 2002, le déficit des échanges de biens et services avec l'extérieur a régressé de 8 009 milliards de LL à 5 440 milliards suite à la stagnation des importations et à une croissance

sensible des exportations. En 2003 et en 2004, suite à une croissance des importations plus importante que les exportations, le déficit est remonté à 6 242 milliards puis à 7 135 milliards de LL. En 2005 et 2006, le déficit se maintient presque au même niveau. En 2007 et 2008 il atteint des niveaux records de 9 509 milliards puis de 13 174 milliards de LL suite à une très forte croissance des importations. En 1997 ce déficit représentait 33% du PIB et 24,8% de la dépense nationale ; en 2002, il ne représente plus que 18,8% du PIB et 15,9% de la dépense nationale. Ces ratios remontent respectivement à 21,3% et 17,5% en 2005, à 20,9% et 17,3% en 2006 et à 25,2% et 20,1% en 2007 et se rapprochent en 2008 de leur niveau de 1997 : 29,2% et 22,7%.

Notons que l'estimation de la balance commerciale a été révisée à la baisse suite à la révision à la hausse des exportations nettes de services.

Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants

Ce compte enregistre en emplois les revenus primaires payés aux résidents libanais par le reste du monde ainsi que les transferts nets de l'étranger. Il reprend en ressources le solde des opérations sur biens et services et enregistre les paiements de revenus primaires effectués par l'économie nationale à des non-résidents.

Le solde de ce compte est égal à celui de la balance courante des paiements. Comme la balance commerciale, cette dernière balance est positive pour le reste du monde, ce qui dénote un déficit pour le Liban. De 1997 à 2002, la balance courante régresse suite à l'amélioration de la balance commerciale au profit du Liban et en 2003 elle chute de façon importante suite à la reprise des mouvements de transfert. En 2004 la forte poussée des importations et le ralentissement des mouvements de transfert courant, font remonter la balance courante au niveau atteint en 1997. En 2005, cette balance est de nouveau en baisse. La stagnation des importations et la forte croissance des transferts vers le Liban en 2006 font chuter la balance courante à son plus bas niveau enregistré depuis dix ans. En 2007 le déficit du Liban des opérations courantes avec l'extérieur remonte au niveau atteint en 2005 pour baisser à nouveau en 2008 suite à un fort mouvement de transfert.

Ci-dessous un aperçu sur l'évolution des éléments rentrant dans ce compte.

a) Les revenus primaires

Appelés aussi revenus des facteurs, les revenus primaires comprennent les salaires, les intérêts et autres revenus du travail ou du capital.

Les salaires et autres revenus du travail reçus de l'extérieur par les résidents libanais avaient été estimés pour 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. Ces chiffres ont été projetés sur les années suivantes en prenant comme indicateur la fréquence des voyages des libanais à l'étranger. Quant aux salaires payés aux non-résidents, ils ont été projetés proportionnellement à la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. Cependant à la suite des nouveaux travaux entrepris par la Banque du Liban sur la balance des paiements de nouveaux

indicateurs de l'évolution de ces revenus ont été adoptés, sans aboutir cependant à des chiffres plus fiables. (voir tableau 28).

Les intérêts reçus par les résidents libanais sur leurs placements à l'étranger et les intérêts payés aux non-résidents sont estimés par la Banque du Liban dans le cadre des travaux sur la balance des paiements. Ces estimations montrent une nette régression des intérêts reçus qui tombent de 1 297 milliards de LL en 1997 à 549 milliards en 2003, tandis que les intérêts servis aux investisseurs non-résidents augmentaient considérablement, passant de 951 milliards de LL en 1997 à 1 652 milliards en 2003 après un pic de 1 747 milliards en 2002. En 2004 on assiste à une remontée des intérêts dans les deux sens mais le solde reste en faveur des non-résidents (1 813-946 milliards de LL). A partir de 2005 par contre les intérêts reçus par les Libanais dépassent ceux servis aux non résidents dégageant ainsi un surplus positif de 143 milliards de LL en 2005, de 277 milliards en 2006 et de 76 milliards de LL en 2007. En 2008 la tendance s'inverse à nouveau les résidents reçoivent de leurs placements à l'étranger 130 milliards de LL de moins que ce qu'ils payent aux non résidents.

Les intérêts constituant la part la plus importante des revenus primaires échangés avec l'extérieur, le revenu net des facteurs provenant du reste du monde s'est considérablement dégradé à partir de 2001 : après une progression entre 1997 et 2000 où l'apport extérieur au revenu national passe de 472 à 739 milliards de LL, ce revenu net tombe à 177 milliards en 2001 et devient négatif en 2002 (-388 milliards de LL), en 2003 (-683 milliards) et en 2004 (-531 milliards). Il redevient positif en faveur du Liban à partir de 2005 (+787, +567, +636 et +406 milliards de LL respectivement en 2005, 2006, 2007 et 2008). (Voir tableau n° 29).

b) Les transferts courants nets

Le Liban a de tout temps bénéficié d'un flux de transferts provenant de l'extérieur. Il n'existe aucune statistique sérieuse sur la nature et le montant de tels transferts. La méthode adoptée pour l'estimation des transferts courants a été de considérer tout le résidu de la balance des paiements, autrement dit la rubrique "erreur et omission", comme des transferts et de le répartir entre transferts courants et transferts en capital suivant une clé de répartition dépendant de la conjoncture générale et en particulier de celle des investissements. Les clés de répartition résultant entre transferts courants et transferts en capital ont été, à un ajustement près, les suivantes : 0,7/0,3 en 1997, 1998 et 2004 ; 0,8/0,2 en 1999 ; 0,85/0,15 en 2000 et 2002 ; 0,9/0,1 en 2001 ; deux tiers/un tiers en 2003 ; trois quarts/un quart en 2005, 2007 et 2008 ; enfin 0,6/0,4 en 2006.

La tendance générale des transferts extérieurs nets était à la baisse entre 1997 et 2002, Il était normal, vu la tendance à la baisse des investissements au Liban, de considérer que cette baisse ait touché plus les transferts en capitaux que les transferts courants. En 2003, le fort excédent de la balance des paiements a laissé entrevoir un mouvement massif de transferts vers le Liban dû à la hausse des revenus pétroliers. Les investissements dans le secteur privé ayant redémarré à la hausse, l'accroissement des transferts en capitaux a été considéré comme étant plus important que celui des transferts courants. Ce mouvement s'est maintenu en 2004 et 2005 mais à un niveau plus faible. On enregistre à partir de 2006 des niveaux records de transfert (plus de

10 mille milliards de LL en 2006, plus de 8 mille milliards en 2007 et plus de 15 mille milliards en 2008).

Aux transferts courants nets, il convient d'ajouter les paiements de pensions de retraites et autres prestations sociales reçus de l'extérieur. Ces paiements avaient été estimés à 23 milliards de LL en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages ; ils ont été maintenus constants jusqu'en 2006 et portés à 24 puis à 25 milliards de LL en 2007 et 2008.

Section III. Le compte des transferts en capital

Ce compte reprend en ressources la balance courante et en emplois les transferts nets de capitaux.

Les transferts nets de capitaux ont été estimés par la même méthode que les transferts courants : voir section précédente. Cette méthode d'estimation aboutit à faire apparaître des transferts extérieurs nets en capitaux en chute entre 1997 et 2002 : de 1 895 milliards de LL en 1997 à 494 milliards en 2002. A partir de 2003 ces transferts deviennent plus importants et varient entre 2 mille et 4 mille milliards de LL entre 2006 et 2008.

Vu l'équilibre général des comptes le solde de ce compte est rigoureusement égal en valeur absolue au besoin ou à la capacité de financement de l'économie nationale. Sauf en 2003, 2006 et 2008, ce solde a été positif (pour l'extérieur donc négatif pour l'économie nationale) durant toute la période 1997-2008.

Section IV. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et en ressources la variation des dettes du reste du monde vis-à-vis de l'économie nationale. Le solde du compte financier est strictement égal à la capacité ou au besoin de financement. Les créances et dettes sont reportées nettes dans chaque catégorie.

En emplois, on trouve :

a) Les titres autres qu'actions

Il s'agit de la variation du portefeuille de bons du Trésor libanais détenus par les non-résidents. Ces montants sont estimés par la Banque du Liban. Voir chapitre précédent, section VI paragraphe b.

b) Les crédits

Il s'agit uniquement des emprunts extérieurs effectués par le CDR et autres organismes publics.

c) Les actions et participations

Les droits des non-résidents sur les entreprises résidentes comprennent en grande partie la propriété immobilière. A partir d'une estimation faite dans le cadre des comptes de 1997, la variation de ces droits a été projetée sur les années suivantes

proportionnellement aux investissements directs retenus par la Banque du Liban dans l'estimation des éléments de la balance des paiements.

En ressources, on enregistre, outre la capacité de financement, la variation nette des avoirs extérieurs du système bancaire libanais sous la rubrique "numéraires et dépôts". Par définition, cette variation représente le solde final de la balance des paiements.

Comme on peut le constater, la balance des paiements est fortement déficitaire en 2001 puis excédentaire en 2002 par suite de la contribution des organismes étrangers au financement du Trésor libanais en exécution des décisions de Paris II. En 2003, la balance des paiements enregistre des excédents encore plus importants sous le double effet de la poursuite d'achat de bons du Trésor et de l'apport des transferts en capitaux ou des transferts courants. En 2004, malgré l'importance de la masse des transferts, l'excédent de la balance des paiements est plus modeste du fait de la forte hausse des importations et d'une souscription plus modeste aux euro bonds. A partir de 2005, l'excédent de la balance des paiements résulterait d'une reprise des investissements directs principalement dans le secteur de l'immobilier.

Conclusion

La projection des comptes économiques sur les années 2003 à 2008 suivant les méthodes mises au point lors de l'élaboration des comptes 1997-2002 a permis non seulement d'évaluer les évolutions macro-économiques mais aussi de repérer les changements survenus dans les caractéristiques de l'économie et des finances libanaises et de mesurer l'impact des événements politiques majeurs survenus durant ces dernières années sur l'activité économique. Voici en résumé les principaux faits qui s'en dégagent :

a) L'appareil productif libanais se caractérise par une certaine rigidité face aux variations de la demande qui agissent plus intensément sur les importations

Le cycle de croissance amorcé en 2004 et interrompu en 2005 et 2006 a repris en 2007 et s'est poursuivi avec plus de vigueur en 2008. Cependant, la croissance du Produit Intérieur Brut a été systématiquement plus faible que celle de la demande : 7,5% en 2007 et 9,3% en 2008 contre une augmentation de la demande à prix constants respectivement de 10,4% et de 11,8%. En sens inverse, la baisse de la demande n'entraîne pas forcément une baisse dans l'activité interne. Ainsi, en 2005 et 2006 alors que la demande globale reculait en termes réels de 1% et de 0,5%, le taux de croissance de l'économie restait positif (+1% en 2005 et + 0,6% en 2006).

Par contre, toute variation de la demande entraîne une variation plus forte et dans le même sens des importations : ainsi le taux de croissance en termes réels des importations a été de 17,2% en 2007 et de 16,9% en 2008. Durant les années 2005 et 2006 où la demande globale était en baisse, les quantités de biens importés ont baissé respectivement de 5,7% et 3,2%.

b) Suivant la conjoncture, le rôle prépondérant de la consommation privée dans la variation de la demande est atténué ou renforcé par le mouvement des investissements et de la demande extérieure

Tableau n° 48

Contribution des différentes composantes de la demande à sa croissance en %/an					
Composantes de la demande	2004	2005	2006	2007	2008
Consommation privée	3,1	-1,1	-1,2	3,8	5,4
Consommation publique	-0,4	0,0	0,3	0,5	0,8
FBCF et var. des stocks	3,1	-0,6	0,5	4,0	3,5
Exportations	3,3	0,7	-0,1	2,1	2,1
Demande totale	9,1	-1,0	-0,5	10,4	11,8

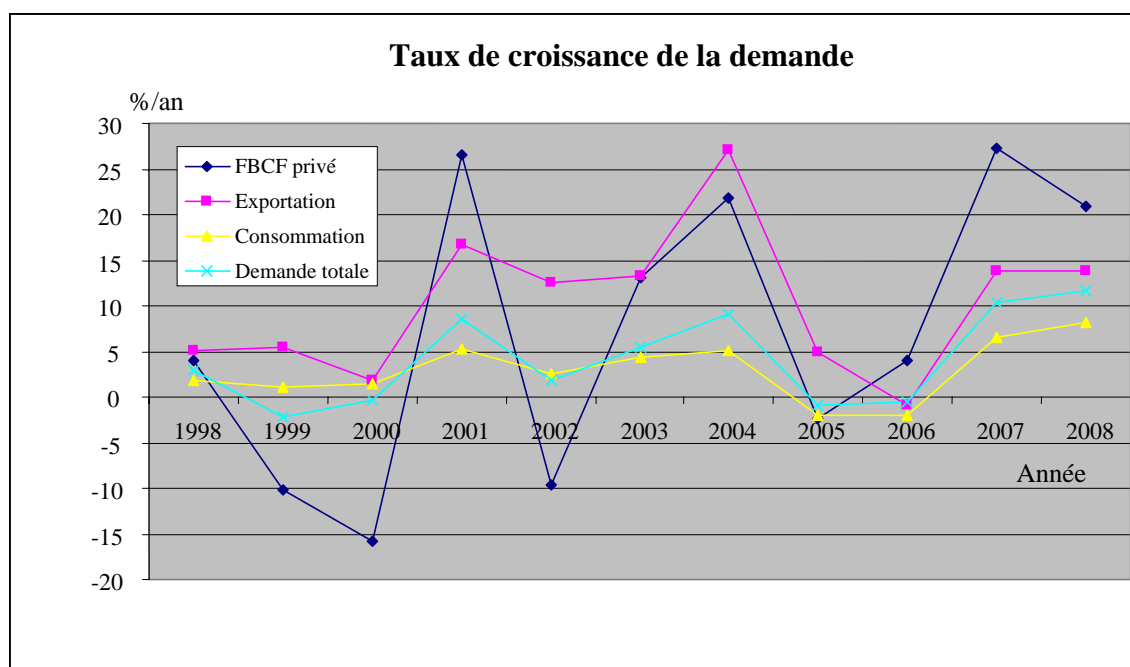
Note : La contribution à la croissance de la demande est calculée en multipliant la croissance de la composante par le rapport de la valeur de cette composante sur la valeur totale

En 2004 la demande des ménages, les investissements et la demande extérieure ont contribué de façon presque égale à l'accroissement de la demande globale. En 2007, deuxième année de croissance forte, la contribution des exportations est moins

importante ; ce sont les investissements autant, sinon plus que la consommation qui tirent la croissance vers le haut. En 2008, la demande des ménages reprend le rôle prépondérant dans la croissance de la demande. (Voir tableau n° 48).

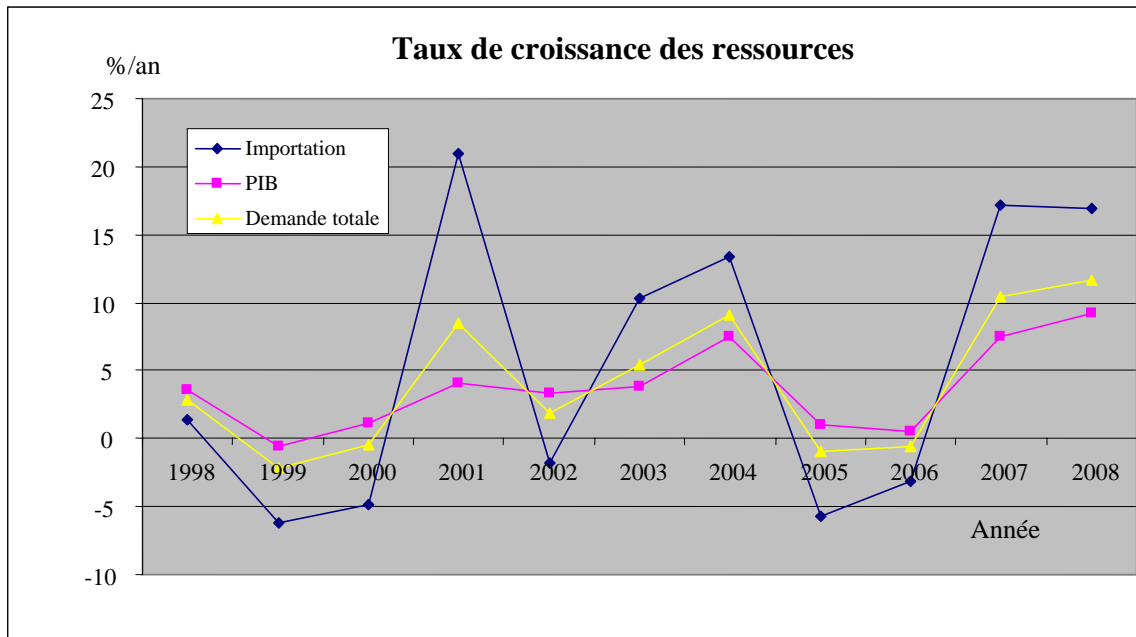
c) Persistance des investissements privés

Après une période de régression, les investissements ont repris avec vigueur en 2003 (+11,9% en valeur), ont poursuivi leur progression en 2004 (+23,4%) et ont stagné en 2005 (+0,1%). Cette stagnation est due au recul des investissements publics et à la diminution des stocks, la formation brute de capital fixe des entreprises privées continuant à progresser (+9,5% en valeur, 5,6% en volume) grâce à l'apport de capitaux étrangers en quête de placement. En 2006, malgré les hostilités, les investissements tant privés que publics augmentent en valeur réelle de 3,5% et en 2007, ils accusent un taux de croissance record de 25% (21% si l'on exclut l'accroissement des stocks). La progression des investissements privés reste importante en 2008 : 34,5% en valeur et 20,4% à prix constants.

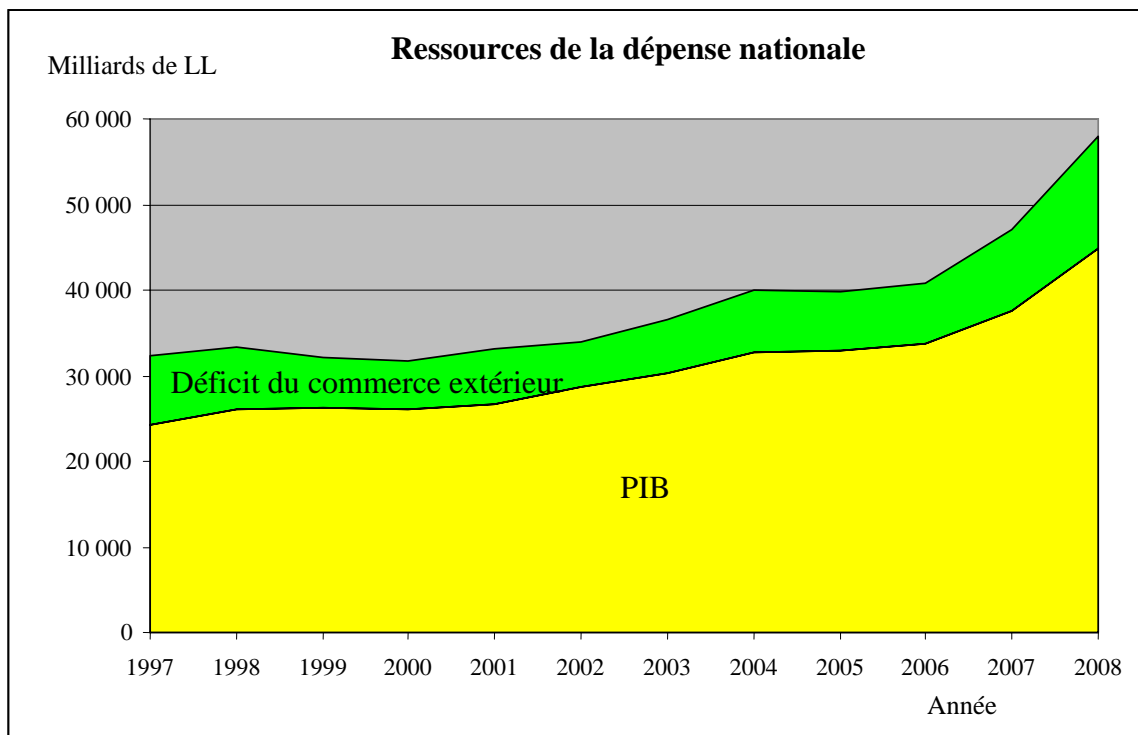


d) L'écart structurel entre dépense nationale et production intérieure a légèrement augmenté les dernières années

Après l'évolution des années 1997-2002 ayant abouti à une atténuation de l'écart en valeur relative entre la dépense nationale et le produit intérieur brut, cet écart qui était tombé de 33,0% du PIB en 1997 à 18,5% en 2002 est remonté pour fluctuer entre 21 et 22% de 2003 à 2006 et atteindre 25% en 2007 et 29% en 2008. Cette évolution est la conséquence de la disparité dans l'évolution des différents secteurs de l'économie et entre les prix à l'importation et à la production.



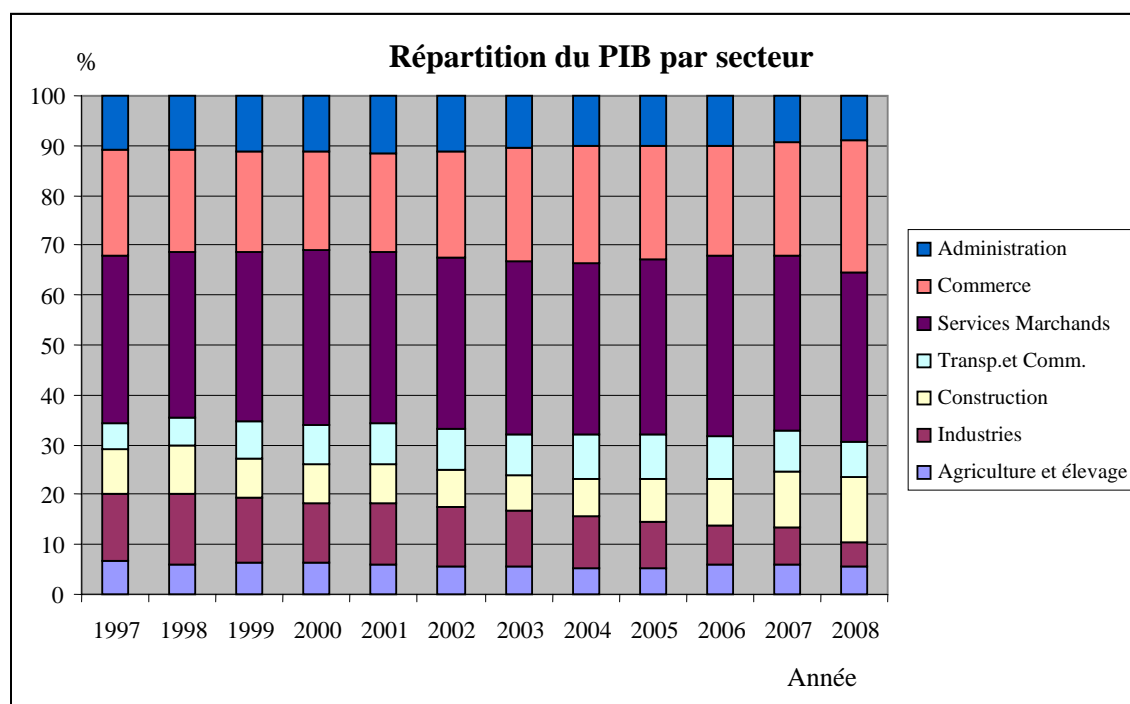
Parallèlement, le déficit commercial en biens et services qui couvrait initialement 24,8% de la dépense nationale en 1997 avait reculé à 15,6% de cette dépense en 2002. Ce ratio fluctue entre 17% et 18% entre 2003 et 2006 pour remonter à 20,1% en 2007 et 22,7% en 2008.



e) Faiblesse persistante des secteurs de production de biens

La part de l'agriculture dans le PIB a constamment baissé de 1997 à 2005 passant de 6,7% à 5,2% pour remonter en 2006 et 2007 à un niveau légèrement supérieur à 6% et baisser à nouveau à 5,7% en 2008. Par contre, la part des industries manufacturières et

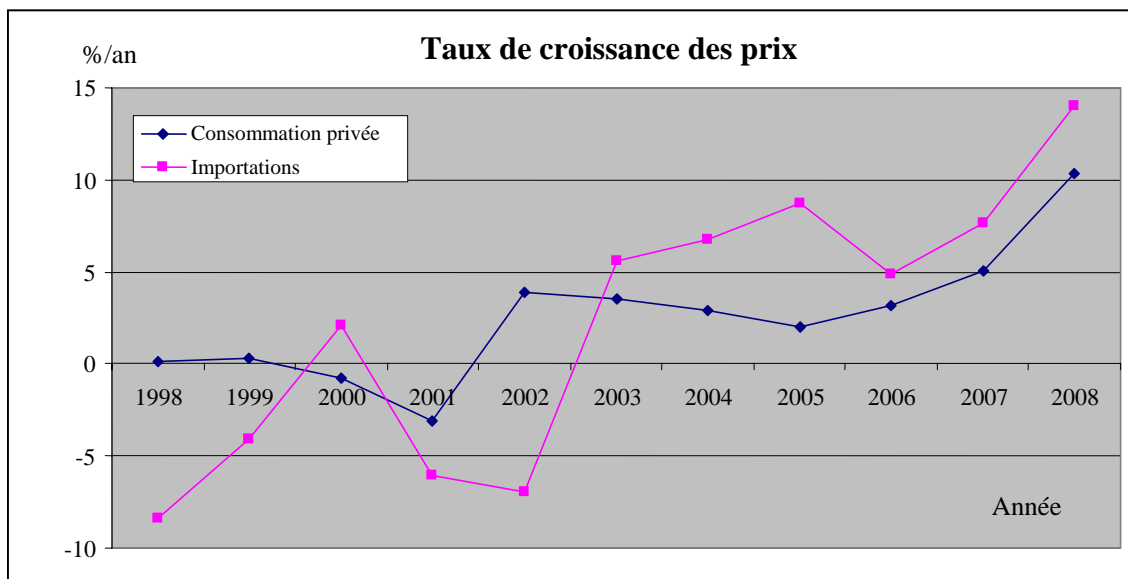
de l'énergie a continué à régresser, tombant de 13,7% en 1997 à 7,2% en 2007 et 4,8% en 2008. La dégradation importante de la valeur ajoutée dans le secteur de l'énergie est responsable en grande partie de cette régression. La part des industries manufacturières seules dans le PIB se maintient autour de 8,8%. Notons que la progression de l'industrie aurait été plus importante, si les prix de ses facteurs de production au lieu de baisser ou stagner, avaient suivi la même tendance que les prix de l'ensemble des valeurs ajoutées.



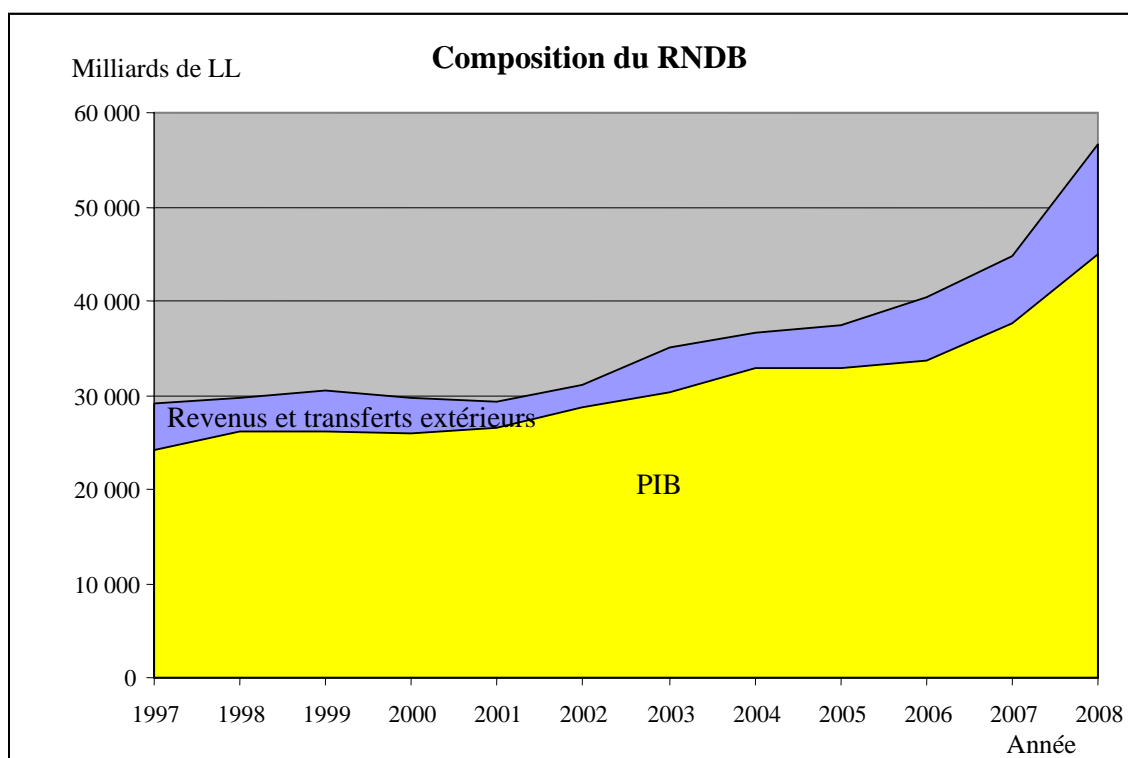
Par ailleurs, l'année 2008 a été caractérisée par une forte croissance du secteur commercial suite à une demande importante de biens durables de la part des ménages, biens qui sont en grande partie importés.

f) Une hausse des prix à l'importation partiellement répercutée sur les prix à la consommation

Les prix unitaires à l'importation avaient baissé de 4,1% en moyenne durant la période 1997-2002, baisse due en grande partie à l'appréciation de la livre libanaise par rapport aux principales devises étrangères et à la baisse des prix matières premières. En 2003 la livre libanaise, liée au dollar américain, commence à se déprécier tandis que les prix des matières premières repartent à la hausse. Cela a eu pour conséquence une hausse des prix à l'importation en moyenne de 5,6%. Les prix internes n'ont pas suivi la même tendance de sorte que les prix à la consommation ont crû de 3,6% seulement. Cette même tendance est observée durant les années suivantes : de 2004 à 2007, les valeurs unitaires des biens importés haussent en moyenne de 7% par an alors que les prix à la consommation haussaient de 3,3% par an seulement. L'année 2008 a été marquée par contre par une forte inflation (+10,3%) sous le double effet des prix à l'importation et des prix des facteurs de production interne. Ces derniers ont augmenté de 9,2 alors que les prix à l'importation augmentaient de 14%.



g) Une dépendance des transferts extérieurs plus importante



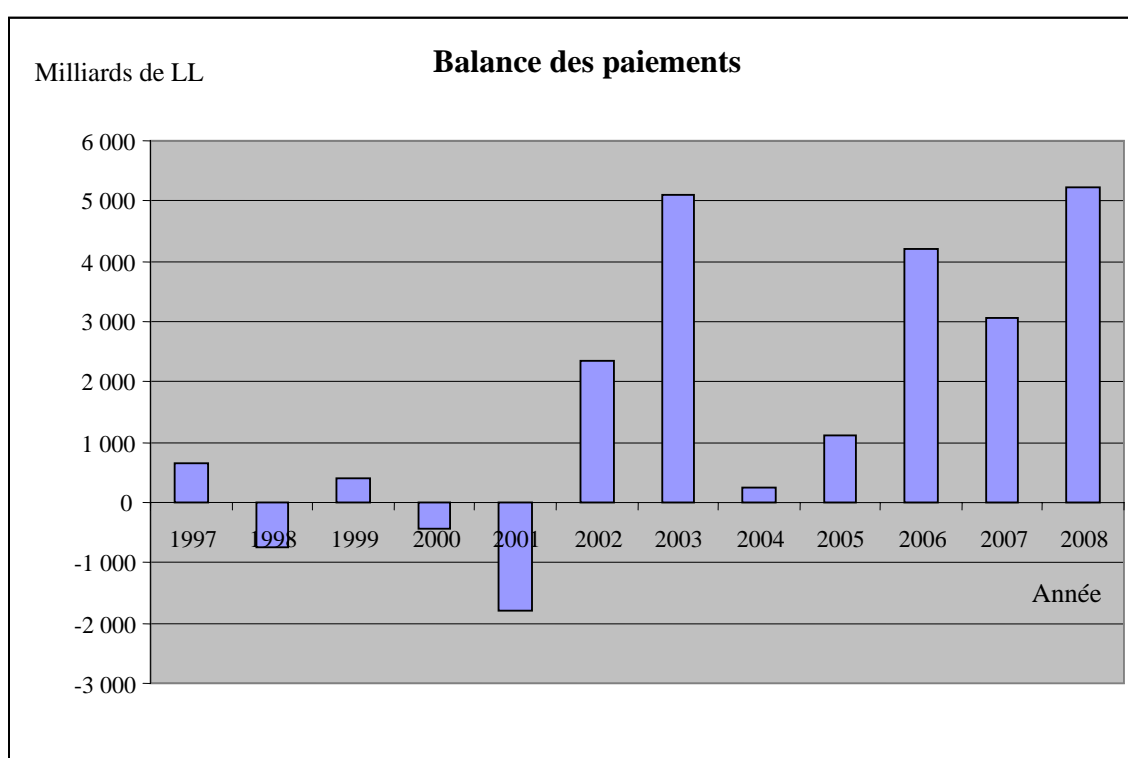
Le déficit dans les échanges de biens et services avec l'extérieur a toujours été couvert par des revenus et des transferts extérieurs qui ont contribué au financement de l'économie nationale soit directement soit indirectement en contribuant à la formation de l'épargne des ménages.

Les transferts estimés autres que les investissements directs, après une période de décroissance, ont très fortement repris à partir de 2003. La part des revenus et des transferts extérieurs courants dans le revenu national brut disponible qui était tombée

de 18,6% en 1997 à 7,5% en 2002 est remontée à 13,6% en 2003 à 15,7% en 2007 et à 20,8% en 2008.

h) Une balance des paiements toujours positive

L'importance des transferts courants ou en capital accompagnés souvent d'investissements directs ou dans les bons du Trésor ont plus que comblé le déficit de la balance commerciale, dégageant ainsi un surplus dans la balance des paiements. En 2005 et 2006 la baisse des importations suite à la baisse de la demande a permis aussi de dégager un excédent, excédent plus important en 2006 suite à l'augmentation des transferts. En 2007 et 2008, ce sont les transferts qui ont permis de dégager un excédent malgré la forte hausse des importations et du déficit de la balance commerciale.



i) Une épargne nationale en progression

L'épargne nationale brute avait fortement diminué de 1999 à 2002 après avoir atteint un sommet de 4 476 milliards de LL en 1998. Grâce à la reprise de l'activité mais surtout en raison de l'excédent de la balance des paiements, l'épargne nationale brute progresse fortement en 2003 puis régresse légèrement en 2004 suite à l'accroissement des dépenses de consommation. Les événements politiques de 2005 et 2006 poussent les ménages à épargner plus qu'à consommer. En 2007 et 2008 la croissance du revenu disponible est plus élevée que celle de la consommation et l'épargne atteint des niveaux record de 7 981 milliards et de 12 426 milliards de LL représentant respectivement 17,9% et 21,9% du RNDB.

j) La participation des banques au financement des investissements privés prend de l'importance

La participation du système bancaire au financement des investissements privés est allée en décroissant depuis 1997 pour devenir même négative en 2003. L'excès des disponibilités des banques a été investi en bons du trésor, placé à l'extérieur ou gelé auprès de la Banque du Liban. En 2004 les crédits bancaires au secteur privé reprennent ; leur variation devient positive et représente 20% des investissements de ce secteur. Mais depuis 2005 ils sont de nouveau en recul par rapport aux investissements du secteur privé (FBCF+variation des stocks) : en 2007 ils ne contribuent plus que pour environ 10% au financement de ces investissements. En 2008 l'excès de l'épargne qui alimente les dépôts bancaires et la baisse relative des taux d'intérêts amènent les banques commerciales à financer le secteur privé autant que le secteur public. Ainsi la variation des créances sur le secteur privé a atteint environ 44% des investissements des entreprises privées.

k) Le déficit du budget public est en régression constante

La régression du déficit public amorcée en 2003 s'est poursuivie en 2005. Le ratio déficit/PIB, après avoir varié durant la période 1997-2002 entre 15% et 20% est tombé à 12,1% en 2003, à 6% en 2005. En 2006 et 2007 il remonte aux alentours de 7%. En 2008, le déficit recule de façon plus importante suite à la forte croissance des impôts sur la consommation et ne représente plus que 1,9% du PIB.

Cependant il s'agit du déficit budgétaire qui ne comprend pas les avances du Trésor à l'Electricité du Liban. Si ces avances figuraient dans le budget au titre de subvention aux entreprises publiques, le déficit aurait dépassé les 10% du PIB en 2007 et 7% en 2008.

l) La charge de la dette publique reste encore importante malgré un allègement sensible en 2008

L'importance des intérêts purs (marges bancaires exclues) servis sur la dette publique dans les circuits de la distribution secondaire, malgré un recul sensible, reste prédominante : ils représentaient 141% des prélèvements obligatoires sur les revenus en impôts directs et cotisations sociales en 1997. Ce rapport passe à 175% en 2002 et 174% en 2003 et tombe à 137% en 2004 et à 106% en 2005 et en 2006. Il remonte à 125% en 2007 et chute à 80% en 2008, suite à la baisse des intérêts et à la hausse des impôts directs. Quant à la dette publique nette des dépôts auprès de la BDL, sa valeur relative par rapport au PIB a commencé à diminuer à partir de 2007 : de 167% fin 2006 elle tombe à 156% en 2007 et à 139% en 2008.

A N N E X E S

Annexe I Tableaux des comptes de base

Avertissement

- Les comptes des années 2004 à 2007 ont été révisés
- Les totaux peuvent différer d'une unité à cause des arrondies

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services

1.0. Ensemble des produits

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	16 641	17 781	18 131	20 597	26 638
Consommation finale	33 790	33 824	34 325	37 916	45 978
FBCF	6 884	7 313	7 768	10 127	13 363
Exportation	5 018	5 514	5 733	7 160	9 081
Variation des stocks/Ajustement	400	-91	-35	335	446
Total emplois= ressources	62 734	64 341	65 921	76 136	95 506
Production hors commerce	40 351	41 710	43 038	48 104	57 687
Importation	13 225	13 637	13 964	17 765	23 744
Taxes/import	2 963	2 643	2 450	2 872	3 710
Production commerciale*	6 195	6 352	6 469	7 394	10 365

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	15 749	16 786	17 303	19 378	23 131
Consommation finale	32 968	33 214	33 404	36 342	41 600
FBCF	6 682	7 120	7 516	9 350	11 987
Exportation	4 908	5 415	5 572	6 904	8 078
Variation des stocks/Ajustement	395	-92	-42	317	397
Total emplois= ressources	60 702	62 443	63 753	72 291	85 193
Production hors commerce	39 508	41 118	41 887	45 680	52 263
Importation	12 385	12 508	13 309	16 508	20 787
Taxes/import	2 939	2 836	2 559	2 918	3 552
Production commerciale*	5 870	5 981	5 998	7 184	8 591

*marges commerciales + exportation de services du commerce

Note :

Les tableaux emplois-ressources sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation.

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.1. Produits de l'agriculture

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	986	917	1 136	1 205	1 662
Consommation finale	1 589	1 642	1 799	1 987	2 361
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	310	323	309	402	427
Variation des stocks/Ajustement	0	-40	0	32	45
Total emplois= ressources	2 884	2 842	3 245	3 627	4 494
Production	1 620	1 625	2 003	2 155	2 501
Importation	657	562	537	822	1 042
Taxes/import	89	97	105	86	92
Marges commerciales	519	557	600	565	859

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	913	937	967	1 003	1 454
Consommation finale	1 615	1 556	1 562	1 831	2 053
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	310	306	314	376	439
Variation des stocks/Ajustement	0	-45	0	22	34
Total emplois= ressources	2 839	2 754	2 842	3 231	3 979
Production	1 621	1 604	1 663	1 858	2 433
Importation	578	568	515	678	833
Taxes/import	72	80	99	135	84
Marges commerciales	567	501	564	562	630

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.2. Produits de l'élevage

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	580	526	525	592	672
Consommation finale	550	552	506	722	862
FBCF	19	20	18	20	22
Exportation	24	21	27	40	45
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	1 174	1 119	1 076	1 374	1 601
Production	558	581	547	745	894
Importation	349	288	303	313	348
Taxes/import	4	4	4	6	6
Marges commerciales	263	245	222	310	353

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	556	515	511	523	516
Consommation finale	524	568	468	567	806
FBCF	18	19	16	16	22
Exportation	29	21	26	43	48
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	1 127	1 123	1 021	1 149	1 392
Production	545	591	498	612	760
Importation	332	264	306	280	274
Taxes/import	4	4	5	5	6
Marges commerciales	246	265	213	251	352

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.3. Energie et eaux

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	3 245	3 935	4 038	4 376	6 740
Consommation finale	1 870	1 778	1 714	1 782	2 058
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	7	10	10	9	18
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	5 122	5 724	5 763	6 167	8 816
Production	1 339	1 332	1 298	1 100	1 221
Importation	2 424	3 209	3 457	4 161	6 145
Taxes/import	1 012	729	609	599	739
Marges commerciales	347	453	399	307	711

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	2 993	3 247	3 663	4 035	5 064
Consommation finale	1 783	1 764	1 685	1 738	1 861
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	6	9	9	9	10
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	4 782	5 020	5 357	5 782	6 935
Production	1 319	1 352	1 294	1 096	1 228
Importation	1 914	2 351	2 969	3 715	4 642
Taxes/import	1 074	982	675	619	688
Marges commerciales	475	335	420	351	378

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.4. Produits des industries agro-alimentaires

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	412	421	431	494	546
Consommation finale	5 325	5 135	5 149	5 930	7 006
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	289	352	366	468	577
Variation des stocks	70	-70	70	30	71
Total emplois= ressources	6 096	5 838	6 016	6 922	8 200
Production	3 364	3 130	3 201	3 399	4 024
Importation	1 250	1 291	1 324	1 776	2 053
Taxes/import	412	434	397	495	519
Marges commerciales	1 071	983	1 093	1 251	1 604

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	383	384	403	458	498
Consommation finale	5 103	4 945	4 907	5 434	5 909
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	280	358	347	444	515
Variation des stocks	65	-68	65	35	56
Total emplois= ressources	5 831	5 619	5 722	6 372	6 979
Production	3 184	3 024	3 083	3 128	3 344
Importation	1 190	1 236	1 291	1 620	1 823
Taxes/import	402	397	403	501	575
Marges commerciales	1 055	962	945	1 123	1 237

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.5. Textiles, cuirs et habillement

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	310	298	279	317	393
Consommation finale	1 884	1 952	2 013	1 931	2 564
FBCF	3	3	4	5	5
Exportation	460	485	498	579	656
Variation des stocks	80	-20	-50	50	60
Total emplois= ressources	2 738	2 719	2 745	2 883	3 678
Production	703	749	697	754	913
Importation	943	890	863	963	1 205
Taxes/import	201	178	180	182	225
Marges commerciales	890	902	1 005	984	1 335

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	305	313	277	317	388
Consommation finale	1 857	1 837	1 904	2 016	2 380
FBCF	4	3	4	6	5
Exportation	443	467	515	586	634
Variation des stocks	79	-19	-53	48	60
Total emplois= ressources	2 687	2 601	2 647	2 973	3 467
Production	685	713	689	775	865
Importation	926	851	907	915	1 200
Taxes/import	202	181	182	191	227
Marges commerciales	873	855	870	1 092	1 176

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.6. Minerais non métalliques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	1 548	1 614	1 600	1 997	2 650
Consommation finale	93	69	58	65	95
FBCF	26	25	24	29	33
Exportation	273	286	225	323	478
Variation des stocks	0	22	-35	25	60
Total emplois= ressources	1 941	2 016	1 872	2 439	3 317
Production	1 093	1 143	1 083	1 318	1 635
Importation	559	515	468	695	1 125
Taxes/import	71	65	63	91	98
Marges commerciales	218	292	257	336	458

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	1 483	1 548	1 585	1 876	2 224
Consommation finale	51	71	60	65	83
FBCF	26	26	23	31	32
Exportation	237	253	215	314	401
Variation des stocks	0	22	-35	23	49
Total emplois= ressources	1 798	1 921	1 848	2 309	2 789
Production	1 008	1 118	1 054	1 258	1 372
Importation	528	517	466	656	929
Taxes/import	73	66	59	88	121
Marges commerciales	189	220	269	307	366

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.7. Métaux, machines et appareils

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	2 137	2 304	2 351	2 937	3 793
Consommation finale	2 414	2 315	2 256	2 772	4 890
FBCF	1 479	1 545	1 510	2 014	2 647
Exportation	1 164	1 361	1 416	1 957	2 296
Variation des stocks	180	57	-20	98	210
Total emplois= ressources	7 373	7 581	7 513	9 778	13 835
Production	1 404	1 648	1 495	1 855	2 286
Importation	4 030	3 966	4 025	5 284	7 379
Taxes/import	836	807	765	1 004	1 566
Marges commerciales	1 103	1 161	1 228	1 634	2 604

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	2 039	2 214	2 227	2 707	3 434
Consommation finale	2 180	2 280	2 208	2 650	4 490
FBCF	1 470	1 554	1 548	2 096	2 563
Exportation	1 136	1 324	1 348	1 863	2 128
Variation des stocks	184	56	-20	95	198
Total emplois= ressources	7 010	7 427	7 311	9 413	12 814
Production	1 355	1 600	1 465	1 744	2 073
Importation	3 988	3 914	3 898	5 096	7 026
Taxes/import	777	809	800	993	1 403
Marges commerciales	889	1 105	1 147	1 579	2 312

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.8. Bois, caoutchouc et produits chimiques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	2 035	2 093	2 037	2 439	2 933
Consommation finale	1 487	1 427	1 516	1 769	1 972
FBCF	175	203	210	279	333
Exportation	451	515	539	738	1 139
Variation des stocks	70	-40	0	100	0
Total emplois= ressources	4 217	4 197	4 302	5 325	6 378
Production	1 182	1 161	1 157	1 271	1 629
Importation	2 305	2 282	2 355	3 055	3 576
Taxes/import	242	237	239	311	345
Marges commerciales	489	517	552	688	827

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	1 827	1 933	1 984	2 249	2 663
Consommation finale	1 398	1 380	1 492	1 680	1 751
FBCF	171	189	198	263	301
Exportation	425	486	518	669	773
Variation des stocks	67	-38	0	94	0
Total emplois= ressources	3 888	3 950	4 192	4 954	5 487
Production	1 124	1 109	1 125	1 172	1 248
Importation	2 197	2 157	2 313	2 871	3 209
Taxes/import	227	226	241	291	327
Marges commerciales	339	458	513	619	703

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.9. Meubles

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	29	31	31	35	41
Consommation finale	253	264	263	293	388
FBCF	342	330	324	360	448
Exportation	52	64	84	101	133
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	676	689	702	790	1 010
Production	477	500	501	572	716
Importation	100	101	99	109	157
Taxes/import	36	38	38	41	53
Marges commerciales	63	50	64	67	84

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	32	33	33	35	37
Consommation finale	243	268	269	294	331
FBCF	332	325	321	357	432
Exportation	49	57	89	102	124
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	656	683	713	788	924
Production	458	480	513	566	650
Importation	108	102	109	107	148
Taxes/import	44	37	41	41	55
Marges commerciales	45	64	50	73	71

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.10. Produits industriels divers

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	215	190	201	230	250
Consommation finale	1 062	907	794	930	1 238
FBCF	179	157	206	197	266
Exportation	497	535	574	699	869
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	1 953	1 790	1 775	2 056	2 623
Production	968	931	896	1 065	1 373
Importation	609	531	534	588	714
Taxes/import	60	53	50	56	68
Marges commerciales	315	275	295	347	468

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	216	209	191	211	263
Consommation finale	1 082	908	725	863	1 193
FBCF	182	170	223	194	192
Exportation	501	572	511	655	758
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	1 981	1 859	1 650	1 923	2 406
Production	1 021	959	808	978	1 234
Importation	623	547	534	570	704
Taxes/import	62	55	54	55	67
Marges commerciales	275	299	255	321	402

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.11. Bâtiments et travaux publics

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires					
Consommation finale					
FBCF	4 660	5 030	5 472	7 222	9 609
Exportation					
Total emplois= ressources	4 660	5 030	5 472	7 222	9 609
Production	4 660	5 030	5 472	7 222	9 609

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires					
Consommation finale					
FBCF	4 478	4 833	5 183	6 388	8 439
Exportation					
Total emplois= ressources	4 478	4 833	5 183	6 388	8 439
Production	4 478	4 833	5 183	6 388	8 439

1.12. Transports et communications

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	1 793	1 959	1 974	2 063	2 322
Consommation finale	2 589	2 907	2 789	3 084	3 517
FBCF					
Exportation	211	203	198	205	225
Total emplois= ressources	4 592	5 069	4 961	5 352	6 064
Production	4 592	5 069	4 961	5 352	6 064

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	1 793	1 959	1 933	2 060	2 368
Consommation finale	2 585	2 844	2 728	2 931	3 331
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	211	203	194	205	230
Total emplois= ressources	4 588	5 006	4 855	5 196	5 929
Production	4 588	5 006	4 855	5 196	5 929

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.13. Services marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	3 351	3 494	3 527	3 912	4 636
Consommation finale	9 651	9 851	10 266	11 142	12 380
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	364	441	733	734	1 159
Total emplois= ressources	13 366	13 786	14 526	15 787	18 176
Production	13 366	13 786	14 526	15 787	18 176

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires	3 209	3 495	3 528	3 903	4 223
Consommation finale	9 598	9 793	10 213	10 786	11 431
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	364	441	733	734	1 054
Total emplois= ressources	13 170	13 729	14 474	15 423	16 708
Production	13 170	13 729	14 474	15 423	16 708

1.15. Services non marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires					
Consommation finale	5 024	5 024	5 201	5 509	6 646
FBCF					
Exportation					
Total emplois= ressources	5 024	5 024	5 201	5 509	6 646
Production	5 024	5 024	5 201	5 509	6 646

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois intermédiaires					
Consommation finale	4 950	5 001	5 184	5 486	5 981
FBCF					
Exportation					
Total emplois= ressources	4 950	5 001	5 184	5 486	5 981
Production	4 950	5 001	5 184	5 486	5 981

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services

En valeurs courantes et en volumes aux prix de l'année précédente

Notes :

- Les tableaux entrées- sorties sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation. Le passage aux données suivant le concept national est donné au bas des tableaux.
- Les secteurs de ces tableaux sont homogènes en ce sens que chaque secteur produit un groupe défini de produits et chacun de ces groupes de produits n'est produit que par un secteur. Il ne s'agit pas donc de secteur au sens institutionnel.

2.1. a) Année 2004 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	168	0	1 390	3	0	5	0	0	1 566	2 138	19	335	0	4 058
2. Energie eaux	19	1 167	536	20	914	371	163	56	3 245	1 870	0	7	0	5 122
3. Industries	241	116	3 404	1 752	19	692	323	140	6 687	12 517	2 205	3 185	400	24 994
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 660	0	0	4 660
5. Transp. et comm.	5	8	87	25	611	690	340	25	1 793	2 589	0	211	0	4 592
6. Autres services	53	24	361	339	177	320	667	1 410	3 351	9 651	0	364	0	13 366
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	917	0	917
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 024	0	0	0	5 024
Total emplois	485	1 315	5 778	2 139	1 722	2 078	1 493	1 631	16 641	33 790	6 884	5 018	400	62 734
Val.ajoutée	1 692	24	3 413	2 522	2 870	11 287	7 665	3 393	32 867					
Production	2 178	1 339	9 191	4 660	4 592	13 366	9 158	5 024	49 509					
Importations	1 005	2 424	9 796	0	0	0	0	0	13 225					
Taxes/Import	93	1 012	1 858	0	0	0	-2 963	0	0					
Marges commerc.	782	347	4 149	0	0	0	-5 278	0	0					
Total ressources	4 058	5 122	24 994	4 660	4 592	13 366	917	5 024	62 734					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations		13 225	465	13 691
Exportations		5 018	1 538	6 555
Consommation		33 790	-1 538	32 252

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.2. a) Année 2005 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	179	0	1 257	3	0	5	0	0	1 443	2 194	20	344	-40	3 961
2. Energie eaux	22	1 428	615	25	1 149	426	182	88	3 935	1 778	0	10	0	5 724
3. Industries	259	126	3 540	1 851	22	694	311	148	6 950	12 069	2 263	3 599	-51	24 830
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 030	0	0	5 030
5. Transp. et comm.	5	9	84	26	703	752	357	23	1 959	2 907	0	203	0	5 069
6. Autres services	55	29	399	370	207	343	723	1 371	3 494	9 851	0	441	0	13 786
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	917	0	917
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 024	0	0	0	5 024
Total emplois	520	1 591	5 895	2 275	2 080	2 218	1 572	1 630	17 781	33 824	7 313	5 514	-91	64 341
Val.ajoutée	1 686	-259	3 366	2 756	2 989	11 568	7 422	3 394	32 922					
Production	2 206	1 332	9 262	5 030	5 069	13 786	8 994	5 024	50 704					
Importations	851	3 209	9 577	0	0	0	0	0	13 637					
Taxes/Import	101	729	1 812	0	0	0	-2 643	0	0					
Marges commerc.	803	453	4 179	0	0	0	-5 435	0	0					
Total ressources	3 961	5 724	24 830	5 030	5 069	13 786	917	5 024	64 341					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations		13 637	401	14 038
Exportations		5 514	1 524	7 038
Consommation		33 824	-1 524	32 702

2.2. b) Année 2005 en volume aux prix de 2004

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	182	0	1 262	3	0	5	0	0	1 452	2 124	19	328	-45	3 877
2. Energie eaux	18	1 178	507	21	948	351	150	73	3 247	1 764	0	9	0	5 020
3. Industries	239	117	3 379	1 770	21	673	296	139	6 634	11 688	2 267	3 517	-46	24 060
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 833	0	0	4 833
5. Transp. et comm.	5	9	84	26	702	752	357	23	1 959	2 844	0	203	0	5 006
6. Autres services	55	29	399	370	207	343	723	1 371	3 495	9 793	0	441	0	13 729
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	917	0	917
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 001	0	0	0	5 001
Total emplois	500	1 332	5 631	2 190	1 878	2 123	1 526	1 607	16 786	33 214	7 120	5 415	-92	62 443
Val.ajoutée	1 695	20	3 371	2 644	3 128	11 606	7 291	3 394	33 148					
Production	2 195	1 352	9 002	4 833	5 006	13 729	8 817	5 001	49 935					
Importations	832	2 351	9 325	0	0	0	0	0	12 508					
Taxes/Import	84	982	1 770	0	0	0	-2 836	0	0					
Marges commerc.	766	335	3 962	0	0	0	-5 064	0	0					
Total ressources	3 877	5 020	24 060	4 833	5 006	13 729	917	5 001	62 443					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.3. a) Année 2006 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. intern.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	192	0	1 461	3	0	6	0	0	1 662	2 305	18	336	0	4 321
2. Energie eaux	25	1 529	634	29	1 093	438	168	123	4 038	1 714	0	10	0	5 763
3. Industries	252	124	3 398	1 940	22	749	307	138	6 930	12 050	2 278	3 702	-35	24 925
4. Bâtimets et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 472	0	0	5 472
5. Transp. et comm.	5	8	81	27	687	789	347	29	1 974	2 789	0	198	0	4 961
6. Autres services	59	29	383	352	220	352	684	1 448	3 527	10 266	0	733	0	14 526
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	753	0	753
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 201	0	0	0	5 201
Total emplois	533	1 690	5 957	2 352	2 022	2 333	1 506	1 738	18 131	34 325	7 768	5 733	-35	65 921
Val.ajoutée	2 016	-393	3 074	3 120	2 939	12 193	7 413	3 462	33 825					
Production	2 550	1 298	9 031	5 472	4 961	14 526	8 919	5 201	51 957					
Importations	840	3 457	9 668	0	0	0	0	0	13 964					
Taxes/Import	109	609	1 732	0	0	0	-2 450	0	0					
Marges commerc.	822	399	4 494	0	0	0	-5 716	0	0					
Total ressources	4 321	5 763	24 925	5 472	4 961	14 526	753	5 201	65 921					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations		13 964	290	14 255
Exportations		5 733	1 456	7 189
Consommation		34 325	-1 456	33 159

2.3. b) Année 2006 en volume aux prix de 2005

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. intern.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	163	0	1 307	3	0	5	0	0	1 477	2 030	16	340	0	3 863
2. Energie eaux	23	1 387	575	26	991	397	152	111	3 663	1 685	0	9	0	5 357
3. Industries	242	121	3 248	1 904	21	734	298	133	6 701	11 565	2 318	3 543	-42	24 085
4. Bâtimets et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 183	0	0	5 183
5. Transp. et comm.	5	8	80	27	673	773	340	29	1 933	2 728	0	194	0	4 855
6. Autres services	59	29	383	353	220	352	684	1 448	3 528	10 213	0	733	0	14 474
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	753	0	753
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 184	0	0	0	5 184
Total emplois	492	1 545	5 592	2 312	1 905	2 261	1 474	1 721	17 303	33 404	7 516	5 572	-42	63 753
Val.ajoutée	1 669	-251	3 145	2 870	2 950	12 213	7 083	3 462	33 141					
Production	2 161	1 294	8 737	5 183	4 855	14 474	8 557	5 184	50 444					
Importations	821	2 969	9 520	0	0	0	0	0	13 309					
Taxes/Import	104	675	1 780	0	0	0	-2 559	0	0					
Marges commerc.	777	420	4 048	0	0	0	-5 245	0	0					
Total ressources	3 863	5 357	24 085	5 183	4 855	14 474	753	5 184	63 753					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.4. a) Année 2007 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	250	0	1 542	2	0	4	0	0	1 798	2 709	20	442	32	5 000
2. Energie eaux	25	1 553	750	36	1 251	505	206	49	4 376	1 782	0	9	0	6 167
3. Industries	274	119	4 101	2 468	25	848	397	217	8 449	13 691	2 885	4 865	303	30 192
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 222	0	0	7 222
5. Transp. et comm.	5	7	86	32	710	827	385	10	2 063	3 084	0	205	0	5 352
6. Autres services	66	29	428	398	276	395	747	1 571	3 912	11 142	0	734	0	15 787
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	905	0	905
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 509	0	0	0	5 509
Total emplois	620	1 709	6 907	2 936	2 262	2 579	1 736	1 848	20 597	37 916	10 127	7 160	335	76 136
Val.ajoutée	2 279	-608	3 326	4 286	3 090	13 208	8 530	3 662	37 774					
Production	2 900	1 100	10 234	7 222	5 352	15 787	10 266	5 509	58 370					
Importations	1 135	4 161	12 470	0	0	0	0	0	17 765					
Taxes/Import	91	599	2 181	0	0	0	-2 872	0	0					
Marges commerc.	875	307	5 308	0	0	0	-6 489	0	0					
Total ressources	5 000	6 167	30 192	7 222	5 352	15 787	905	5 509	76 136					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	17 765		437	18 203
Exportations	7 160		1 533	8 694
Consommation	37 916		437	36 820

2.4. b) Année 2007 en volume aux prix de 2006

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	208	0	1 313	2	0	3	0	0	1 525	2 398	16	419	22	4 380
2. Energie eaux	23	1 432	692	34	1 153	465	190	45	4 035	1 738	0	9	0	5 782
3. Industries	254	110	3 795	2 294	23	811	366	201	7 854	13 003	2 946	4 633	295	28 731
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 388	0	0	6 388
5. Transp.et comm.	5	7	86	32	710	827	385	10	2 060	2 931	0	205	0	5 196
6. Autres services	66	29	427	397	276	394	746	1 568	3 903	10 786	0	734	0	15 423
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	905	0	905
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 486	0	0	0	5 486
Total emplois	557	1 578	6 312	2 758	2 162	2 500	1 687	1 824	19 378	36 342	9 350	6 904	317	72 291
Val.ajoutée	1 914	-482	3 309	3 630	3 034	12 923	8 416	3 662	36 405					
Production	2 470	1 096	9 621	6 388	5 196	15 423	10 103	5 486	55 783					
Importations	958	3 715	11 835	0	0	0	0	0	16 508					
Taxes/Import	140	619	2 159	0	0	0	-2 918	0	0					
Marges commerc.	813	351	5 115	0	0	0	-6 279	0	0					
Total ressources	4 380	5 782	28 731	6 388	5 196	15 423	905	5 486	72 291					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.5. a) Année 2008 en valeurs courantes

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	323	0	2 003	3	0	5	0	0	2 334	3 222	22	472	45	6 095
2. Energie eaux	38	2 815	1 057	57	1 675	711	325	62	6 740	2 058	0	18	0	8 816
3. Industries	415	146	5 023	3 222	30	984	508	277	10 606	18 153	3 732	6 147	401	39 040
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 609	0	0	9 609
5. Transp. et comm.	5	8	87	37	804	893	476	13	2 322	3 517	0	225	0	6 064
6. Autres services	72	27	453	443	306	481	766	2 088	4 636	12 380	0	1 159	0	18 176
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 061	0	1 061
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 646	0	0	0	6 646
Total emplois	853	2 996	8 625	3 761	2 815	3 073	2 075	2 441	26 638	45 978	13 363	9 081	446	95 506
Val.ajoutée	2 543	-1 776	3 952	5 847	3 249	15 102	12 000	4 206	45 124					
Production	3 396	1 221	12 576	9 609	6 064	18 176	14 076	6 646	71 762					
Importations	1 390	6 145	16 209	0	0	0	0	0	23 744					
Taxes/Import	98	739	2 873	0	0	0	-3 710	0	0					
Marges commerc.	1 212	711	7 382	0	0	0	-9 305	0	0					
Total ressources	6 095	8 816	39 040	9 609	6 064	18 176	1 061	6 646	95 506					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	23 744		510	24 254
Exportations	9 081	1 999		11 080
Consommation	45 978	-1 999	510	44 488

2.5. b) Année 2008 en volume aux prix de 2007

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	283	0	1 681	3	0	4	0	0	1 970	2 859	22	486	0	5 371
2. Energie eaux	29	1 965	794	43	1 408	534	244	47	5 064	1 861	0	10	0	6 935
3. Industries	296	133	4 495	2 934	28	898	469	254	9 507	16 137	3 526	5 334	363	34 867
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 439	0	0	8 439
5. Transp. et comm.	5	8	89	37	820	911	485	13	2 368	3 331	0	230	0	5 929
6. Autres services	66	25	413	403	278	438	698	1 902	4 223	11 431	0	1 054	0	16 708
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	964	0	964
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 981	0	0	0	5 981
Total emplois	678	2 130	7 472	3 420	2 534	2 784	1 897	2 216	23 131	41 600	11 987	8 078	363	85 193
Val.ajoutée	2 515	-902	3 314	5 019	3 395	13 924	10 246	3 764	41 275					
Production	3 193	1 228	10 786	8 439	5 929	16 708	12 143	5 981	64 406					
Importations	1 107	4 642	15 039	0	0	0	0	0	20 787					
Taxes/Import	90	688	2 775	0	0	0	-3 552	0	0					
Marges commerc.	982	378	6 266	0	0	0	-7 626	0	0					
Total ressources	5 371	6 935	34 867	8 439	5 929	16 708	964	5 981	85 193					

3. Comptes des institutions financières

Comptes des banques commerciales

en milliards de LL

Compte	2004	2005	2006	2007	2008
I. Compte de production					
<i>Emplois</i>					
P2. Consommat. intermédiaire	538	561	604	675	772
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	1 440	1 636	1 996	2 131	2 631
Total emplois = ressources	1 978	2 198	2 600	2 806	3 403
<i>Ressources = Produit net bancaire (P1.):</i>					
Intérêts perçus	6 147	6 286	7 272	8 385	8 524
-Intérêts payés	-4 552	-4 488	-5 089	-6 086	-5 715
Commissions	382	399	416	507	594
II.1. Compte d'exploitation et de distribution des revenus primaires					
<i>Emplois</i>					
D1. Salaires et assimilés	735	731	819	886	1 061
D41. Intérêts / emprunts	30	28	24	19	38
D42. Bénéfices distribués	...	...	...	...	...
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	818	1 164	1 454	1 631	2 078
Total emplois = ressources	1 584	1 923	2 297	2 536	3 177
<i>Ressources</i>					
B1. Valeur ajoutée brute	1 440	1 636	1 996	2 131	2 631
D4. Rev nets hors exploitation	144	286	301	405	546
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus					
<i>Emplois</i>					
D5. Impôt sur les bénéfices	115	137	192	210	263
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	703	1 027	1 262	1 421	1 815
Total emplois = ressources	818	1 164	1 454	1 631	2 078
<i>Ressources</i>					
B5. Solde des revenus primaires	818	1 164	1 454	1 631	2 078
III.1. Compte de capital					
P51. Form. br. de capital fixe	391	525	-29	82	373
<i>B9. Solde : Capacité de financ.</i>	312	502	1 291	1 340	1 442
Total emplois = ressources	703	1 027	1 262	1 421	1 815
<i>Ressources</i>					
B6. Revenu disponible	703	1 027	1 262	1 421	1 815
III.2. Compte financier					
<i>Emplois</i>					
F2. Caisse et dépôts à la BDL	1 546	1 039	-1 579	514	9 262
F2. Avoirs extérieurs	5 494	-439	4 754	6 474	-2 386
F3. Titres (Bons du Trésor)	3 146	2 532	4 496	1 226	5 855
F4. Crédits	1 189	-2 212	1 293	3 676	5 024
F9. Autres comptes à recevoir	-10	-112	-103	65	-38
Total emplois = ressources	11 364	807	8 860	11 954	17 718
<i>Ressources</i>					
B9. Capacité de financement	312	502	1 291	1 340	1 442
F2 Dépôts de résidents	6 632	3 589	5 608	9 199	13 095
F2 Dépôts de non résidents	4 174	-698	826	2 198	3 272
F5. Action, participation	-109	-290	1 241	-547	-390
F9. Autres comptes à payer	356	-2 297	-106	-236	299

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Emplois

en milliards de LL

Comptes, opérations	2004	2005	2006	2007	2008
I. Compte de production					
P2. Achats de b.& s. marchands	1 258	1 300	1 441	1 555	2 060
<i>B1. Produit int. brut des administr.</i>	2 829	2 874	2 999	3 201	3 643
Total	4 087	4 175	4 439	4 755	5 703
II.1. Cte de distribution primaire					
D1. Rémunération des salariés	2 118	2 146	2 249	2 421	2 760
K1. Valeur des amortissemnts	711	729	750	780	883
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	5 069	4 826	4 472	5 418	6 609
Total	7 898	7 700	7 471	8 618	10 252
II.2. Cte de distribution secondaire					
D41. Intérêts*	3 466	2 966	3 382	4 288	3 245
D62. Prestations sociales	821	874	935	909	955
Transferts courants aux administr.	391	680	520	399	429
Coopération internationale	13	11	7	7	17
D79. Transferts courants divers	147	113	168	192	216
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	2 034	2 086	1 851	1 958	4 887
Total emplois = ressources	6 872	6 730	6 862	7 754	9 749
II.4. Compte d'affectation du revenu					
P2. Consommation collective	4 087	4 175	4 439	4 755	5 703
<i>B8n. Solde: Epargne nette</i>	-2 053	-2 089	-2 589	-2 797	-816
Total emplois = ressources	2 034	2 086	1 851	1 958	4 887
III.1. Compte de capital					
P51. Formation br. de capital fixe	275	176	197	221	149
D92. Aide à l'investissement					
D93. Transfert aux adm. pr FBCF	633	403	275	246	222
Total emplois = ressources	908	578	472	468	371
III.2. Compte financier					
B9. Besoin de finacement	2 251	1 939	2 311	2 485	304
F21. Numéraire	-11	-20	-15	31	...
F22. Dépôts à la BdL	890	955	-2 097	428	...
F41. Avances du Trésor	858	897	462	285	...
F79. Autres comptes à recevoir	-62	320	1 508	2 131	...
Total emplois = ressources	3 925	4 091	2 169	5 360	...

*Les intérêts quoique considérés comme des revenus primaires ont été classés dans les comptes de l'Etat avec le compte de distribution secondaire du fait qu'ils ne font pas partie du produit intérieur brut.

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Ressources

en milliards de LL

Comptes, opérations	2004	2005	2006	2007	2008
I. Compte de production					
P.12 Production non marchande	4 087	4 175	4 439	4 755	5 703
Total	4 087	4 175	4 439	4 755	5 703
II.1. Cte de distribution primaire					
B1. Produit intérieur brut	2 829	2 874	2 999	3 201	3 643
D2. Impôts sur les produits	5 122	4 839	4 493	5 434	6 650
D3. -subventions sur produits	-61	-19	-26	-22	-48
D41. Intérêts	8	5	5	6	7
Total	7 898	7 700	7 471	8 618	10 252
II.2. Cte de distribution secondaire					
B5. Solde des revenus primaires	5 069	4 826	4 472	5 418	6 609
D51. Impôts sur le revenu	801	907	1 184	1 142	1 585
D59. Autres impôts courants	634	646	844	803	1 170
D61. Cotisations sociales	86	85	85	79	85
D79. Recettes non fiscales diverses	282	266	276	312	301
Total emplois = ressources	6 872	6 730	6 862	7 754	9 749
II.4. Compte d'affectation du revenu					
B6. Revenu disponible	2 034	2 086	1 851	2 034	4 887
Total emplois = ressources	2 034	2 086	1 851	2 034	4 887
III.1. Compte de capital					
K1. Valeur des amortissemnts	711	729	750	780	883
B8n. Epargne nette	-2 053	-2 089	-2 589	-2 797	-816
B9. Besoin de finacement	2 251	1 939	2 311	2 485	304
Total emplois = ressources	908	578	472	468	371
III.2. Compte financier					
F29. Dépôts des établ. publics	196	200	-1 222	170	...
F3. Bons du Trésor	3 364	3 113	2 130	2 300	...
F4. Crédits (emprunts)	517	756	0	2 531	...
F79. Autres comptes à payer	-77	24	1 515	426	...
F00. Opérations non classées	-74	-1	-253	-66	...
Total emplois = ressources	3 925	4 091	2 169	5 360	...

4. Comptes des administrations publiques (suite)

4.2. Comptes consolidés des administrations publiques (estimations) en milliards de LL

Comptes	2004	2005	2006	2007	2008
I. Compte de Production:			<i>Emplois</i>		
P2. Consommation intermédiaire	1 631	1 630	1 738	1 848	2 441
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	<i>3 316</i>	<i>3 394</i>	<i>3 463</i>	<i>3 662</i>	<i>4 206</i>
Total = P12. Production	4 947	5 024	5 201	5 509	6 646
II.1. Compte d'affectation des revenus primaires :			<i>Emplois</i>		
D1. Salaires et assimilés	2 605	2 665	2 712	2 882	3 323
K.1. Valeur des amortissements	711	729	750	780	883
<i>B5n. Solde : Revenus primaires nets</i>	<i>5 515</i>	<i>5 266</i>	<i>4 991</i>	<i>5 778</i>	<i>7 229</i>
Total emplois = ressources	8 831	8 660	8 454	9 440	11 435
			<i>Ressources</i>		
B1. Valeur ajoutée brute	3 316	3 394	3 463	3 662	4 206
D2-D3. Impôts indirects nets des subv.	5 515	5 266	4 991	5 783	7 229
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus :			<i>Emplois</i>		
D41. Intérêts*	3 544	3 031	3 472	4 393	3 350
D62. Prestations sociales	1 633	1 675	1 764	1 848	1 833
D79. Transferts courants divers	160	124	175	199	233
<i>B6. Soldes : revenu disponible</i>	<i>2 761</i>	<i>3 303</i>	<i>2 858</i>	<i>2 738</i>	<i>5 978</i>
Total emplois = ressources	8 098	8 133	8 268	9 179	11 394
			<i>Ressources</i>		
B5n. Revenus primaires nets	5 515	5 266	4 991	5 778	7 229
D5. Impôts directs	1 435	1 554	2 029	1 944	2 754
D61. Cotisations sociales	845	1 031	951	1 128	1 084
D79. Recettes non fiscales	303	283	298	327	327
II.4. Compte d'utilisation des revenus:			<i>Emplois</i>		
P2. Consommation	4 947	5 024	5 201	5 509	6 646
<i>B8n. Solde : Epargne nette</i>	<i>-2 186</i>	<i>-1 721</i>	<i>-2 343</i>	<i>-2 771</i>	<i>-668</i>
Total = revenu disponible	2 761	3 303	2 858	2 738	5 978
III. 1 Compte de capital :			<i>Emplois</i>		
P51. Format. br. de capital fixe	950	872	908	951	1 012
D92. Aide à l'investissement	129	121	88	105	100
Total emplois = ressources	1 079	993	996	1 056	1 112
			<i>Ressources</i>		
B8n. Epargne nette	-2 186	-1 721	-2 343	-2 771	-668
K.1. Valeur des amortissements	711	729	750	780	883
D92. Aide à l'investissement	25	25	14	127	30
<i>B9. Solde : Besoin de financement</i>	<i>2 529</i>	<i>1 961</i>	<i>2 575</i>	<i>2 920</i>	<i>867</i>
III. 2 Compte financier :			<i>Emplois</i>		
B9. Besoin de financement	2 529	1 961	2 575	2 920	867
F2. Numéraire et dépôts	1 341	1 231	-1 146	83	3 799
F41. Avances du Trésor	511	734	1 370	1 403	2 430
Total emplois = ressources	4 381	3 925	2 799	4 407	7 096
			<i>Ressources</i>		
F3. Bons du Trésor	3 520	3 316	2 152	3 007	6 322
F4. Emprunts	307	140	112	632	196
F4. Crédits	555	469	536	768	578

*voir remarque au bas du tableau 4.1

Annexe II Sources statistiques

I. Population

I.1 Mouvement de la population (*nombre d'événements enregistrés*)

Evénements	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Mariages	30 636	30 014	29 705	29 078	35 796	37 593
Divorces	4 328	4 372	4 746	4 388	6 342	5 389
Naissances	71 465	73 900	73 770	72 790	80 896	84 823
Décès	17 187	17 774	18 012	18 787	21 092	21 048

Source : ACS Bulletins mensuels

II. Agriculture et élevage

Tableau II.1. La production végétale

a) Superficie plantée en mille ha

Nature de la culture	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Céréales	60,7	60,0	65,2	70,0	69,6	...
Légumineuses	8,1	7,5	7,1	7,2	7,0	...
Légumes	42,4	42,3	42,1	42,3	41,7	...
Plantes industrielles	9,7	11,1	10,8	9,9	9,6	...
Fruits	84,3	83,5	82,5	83,9	84,3	...
Olives	57,6	58,5	58,8	59,1	58,6	...
Autres cultures	4,9	5,4	6,5	6,6	6,3	...
Total	267,7	268,3	273,0	279,1	277,2	...

b) Production en milliers de tonnes

Nature de la culture	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Céréales	326,8	396,3	394,3	429,6	391,5	...
Légumineuses	50,0	40,2	35,5	30,1	37,5	...
Légumes	1 163,1	1 295,9	1 284,3	1 160,6	1 300,6	...
Plantes industrielles	12,0	97,1	90,0	45,5	42,1	...
Fruits	983,2	987,0	960,4	942,4	985,5	...
Olives	83,2	167,3	76,5	177,3	76,2	...
Autres cultures	...	...	...	...	...	...
Total	2 618,3	2 983,8	2 841,0	2 785,5	2 833,4	...

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.1. La production végétale (suite)

c) Valeur de la production en milliards de LL

Nature de la culture	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Céréales	65,1	89,9	93,0	116,5	104,0	...
Légumineuses	28,9	27,0	22,4	27,4	38,3	...
Légumes	372,7	402,5	422,0	591,9	770,7	...
Plantes industrielles	100,8	116,9	103,3	102,7	112,6	...
Fruits	646,5	644,1	630,7	759,4	918,7	...
Olives	110,3	212,3	113,2	283,7	144,7	...
Autres cultures	41,9	51,5	56,5	61,3	65,9	...
Total	1 366,2	1 544,1	1 441,1	1 942,9	2 155,0	...

Source : Ministère de l'agriculture

Tableau II.2. La production animale

a) Le cheptel : nombre de têtes en milliers

Nature du cheptel	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<i>Destinés à l'abattoir</i>						
Bovins	45,0	43,5	44,4	40,6	40,1	...
Moutons	140,0	138,0	128,6	81,4	153,5	...
Chèvres	146,0	174,5	181,8	144,4	227,7	...
Porc	14,0	12,5	11,0	10,0	9,0	...
<i>Detinés à donner du lait</i>						
Lait de vache	47,5	43,9	43,8	43,9	45,3	...
Lait de brebis	175,6	179,4	182,7	202,4	218,6	...
Lait de chèvre	240,4	234,5	246,7	206,6	234,7	...

b) Production en milliers de tonnes (ou d'unités)

Nature du produit	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Viande de bovines	16,4	16,2	16,5	15,1	14,9	...
Viande de moutons	5,9	5,8	5,4	3,5	6,6	...
Viande de chèvres	5,3	5,9	6,6	5,2	8,2	...
Viande de porc	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9	...
Viande de poules et poulets	127,3	137,3	130,6	140,2	143,7	...
Oeufs (millions d'unités)	775,0	755,0	758,0	670,0	762,0	...
Lait de vache	194,6	186,3	189,8	166,8	183,6	...
Lait de brebis	23,3	21,6	22,8	19,7	24,7	...
Lait de chèvre	36,5	36,1	39,3	26,0	34,0	...
Miel	0,9	1,1	1,1	0,8	1,0	...

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.2. La production animale (suite)

c) Valeur de la production animale *en milliards de LL*

Nature du produit	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Viande de bovins	41,7	44,3	48,3	49,4	52,5	...
Viande de moutons	18,2	20,7	18,6	13,0	28,9	...
Viande de chèvres	14,8	17,4	18,3	19,1	32,8	...
Viande de porc	2,7	2,6	2,4	2,5	2,6	...
Viande de poules et poulets	188,5	204,9	185,5	230,7	271,8	...
Oeufs	55,8	61,9	56,9	77,1	125,7	...
Lait de vache	101,8	96,9	99,1	118,4	145,0	...
Lait de brebis	12,9	11,9	13,9	13,4	20,0	...
Lait de chèvre	23,0	21,5	25,6	19,3	27,7	...
Miel	20,0	21,9	25,0	18,0	22,0	...
Total	556,8	504,0	493,6	560,9	729,0	...

Source : Ministère de l'agriculture

III. Energie

Tableau III.1. Principaux produits pétroliers importés *en milliers de tonnes*

Produit	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Essence	1 260,4	1 263,2	1 273,1	1 224,6	1 306,8	1 401,2
Gaz oil (Mazout)	1 829,2	1 746,8	1 587,7	1 596,3	1 363,2	1 802,7
Fuel oil	1 284,9	1 382,6	1 360,2	1 039,7	1 258,7	1 213,5
Kérosène	124,5	126,7	146,6	103,4	139,7	166,7
Gaz butane	205,1	220,2	166,1	161,1	160,7	163,2

Source: Direction générale du pétrole

Tableau III.2. Consommation d'électricité *en millions de KWH*

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
(réseau EDL)	10 538	10 308	10 581	10 215	10 590	11 142

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

IV. Industrie

Table IV.1. Tabac manufacturé

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Production (tonnes)	2 024	1 803	655	744	577	703
Ventes de tabac local (tonnes)	1 982	1 671	795	675	698	739
Valeurs des ventes (Millions LL)	44 587	49 446	16 355	14 942	15 409	12 478

Source: Régie Libanaise des Tabacs et Tombacs

Tableau IV.2. Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie

Branche utilisatrice	2003	2004	2005	2006	2007	2008
	<i>valeurs en milliards de L.L.</i>					
Non spécifié	456	581	708	725	788	1 244
Industries agro-alimentaires	666	722	612	598	760	883
" textiles, cuir, habillement	147	183	176	164	186	220
" des minéraux. non métall.	54	58	61	58	86	103
" des métaux, machines et app.	552	742	805	862	1 239	1 737
" du bois, caoutchouc, chimie	358	494	485	484	678	869
" du meuble	65	79	83	83	111	139
Autres industries	291	352	330	314	492	666
Total	2 606	3 262	3 260	3 288	4 340	5 861
	<i>Indice des valeurs unitaires / l'année précédente</i>					
Non spécifié	1,156	1,211	1,278	1,100	1,090	1,292
Industries agro-alimentaires	1,166	1,102	1,041	1,051	1,165	1,284
" textiles, cuir, habillement	0,947	0,975	0,949	1,015	1,018	1,008
" des minéraux. non métall.	1,048	1,064	1,095	1,058	1,116	1,102
" des métaux, machines et app.	1,086	1,111	1,040	1,056	1,147	1,185
" du bois, caoutchouc, chimie	1,080	1,106	1,099	1,040	1,125	1,134
" du meuble	0,978	1,040	1,056	1,017	1,073	1,041
Autres industries	1,035	1,094	1,024	1,010	1,050	1,125
Ensemble	1,098	1,111	1,087	1,054	1,116	1,167
	<i>Indice des volumes par rapport à l'année précédente</i>					
Non spécifié	1,049	1,054	0,954	0,930	0,997	1,222
Industries agro-alimentaires	1,028	0,983	0,814	0,930	1,099	0,905
" textiles, cuir, habillement	1,035	1,284	1,013	0,919	1,111	1,176
" des minéraux. non métall.	1,028	1,007	0,953	0,895	1,338	1,083
" des métaux, machines et app.	1,181	1,210	1,042	1,014	1,254	1,183
" du bois, caoutchouc, chimie	0,981	1,251	0,893	0,959	1,245	1,131
" du meuble	1,197	1,161	0,993	0,985	1,251	1,203
Autres industries	1,210	1,106	0,914	0,944	1,491	1,203
Ensemble	1,078	1,117	0,933	0,957	1,185	1,114

V. Construction

V.1. Permis de construire enregistrés (ordres des ingénieurs)

Indicateur	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Superficie en milliers de m ²	8 589	9 014	8 826	8 997	9 044	7 222

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

V.2. Vente locale de ciment

Indicateur	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Quantité en milliers de tonnes	2 704	2 729	3 040	3 423	3 945	4 219

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

V.3. Importations de matières premières pour la construction

Indicateur	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Valeur en milliards de LL	430,3	522,8	525,0	527,4	705,3	914,7
Ind. des valeurs unitaires n/n-1	1,016	1,027	1,045	1,075	1,087	1,057
Indice des volumes n/n-1	1,031	1,183	0,961	0,934	1,231	1,227

VI. Transports et communications

VI.1. Mouvement des marchandises au port de Beyrouth

Indicateur	2003	2004	2005	2006	2007	2008
en milliers de tonnes	4 805	5 061	4 473	4 227	5 318	5 746

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VI.2. Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth

Indicateur	2003	2004	2005	2006	2007	2008
en milliers	1 368	1 601	1 601	1 366	1 649	2 014

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VI.3. Recettes de la direction générale des téléphones et télécommunications

En milliards de LL

Nature de la recette	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Factures émises	394,0	446,0	446,0	...	...	...
Recettes pour installations	8,4	8,1	7,2	...	...	...
Part dans les comm. internat.	172,0	210,7	203,1	...	...	...
Part dans les commun. mobiles	711,1	883,6	1 017,5	...	...	...
Total	1 285,5	1 548,4	1 673,8	...	...	...

Source : Ministère des finances, clôture des comptes, budgets annexes

VII. Services

Tableau VII.1. Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits

Cycle	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08
<i>Enseignement public et subventionné</i>						
Maternel	61 241	61 040	57 403	54 378	57 611	54 307
Primaire	250 437	250 534	245 946	240 218	245 896	236 267
Compl. et secondaire	150 952	151 505	148 467	145 309	147 277	137 187
Technique	31 083	32 655	33 692	35 090	37 446	40 253
Université libanaise	65 530	66 809	70 065	70 627	72 961	74 176
Total	559 243	562 543	555 573	545 622	561 191	542 190
<i>Enseignement privé</i>						
Maternel	90 953	93 174	93 207	93 970	93 261	95 973
Primaire	198 874	203 044	206 661	207 375	204 670	208 973
Compl. et secondaire	152 988	159 314	165 262	170 064	169 162	175 494
Technique	59 814	67 223	63 190	63 705	62 285	67 165
Universitaire	57 841	65 836	71 414	76 334	87 403	92 989
Total	560 470	588 591	599 734	611 448	616 781	640 594
Total général	1 119 713	1 151 134	1 155 307	1 157 070	1 177 972	1 182 784

Source: Centre Pédagogique pour la Recherche et le Développement

Tableau VII.2. Santé : dépenses publiques de santé

En milliards de LL

Organisme payeur	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Ministère de la Santé	273,8	227,4	222,4	179,7	201,3	308,8
2. CNSS : Allocation maladie	396,9	443,9	435,1	450,9	535,5	492,0
Total	670,7	671,3	657,5	630,6	740,8	800,8

Source: Clôture des comptes, rubrique 16 (hospitalisation) des dépenses du Ministère de la Santé et CNSS

Tableau VII.3. Services des assurances

En milliards de LL

Opération	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Primes encaissées	571,2	681,2	735,6	784,1	958,4	1 109,8
Sinistres réglés	223,4	259,3	282,8	276,5	373,9	...

Source: Ministère de l'économie nationale

Tableau VII.4. Arrivées des voyageurs

nombre en milliers

Nationalité	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Etrangers non arabes	576	732	688	704	617	783
Arabes, syriens exclus	515	631	636	522	503	668
Total	1 091	1 363	1 324	1 226	1 120	1 451

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VIII. Administration

Tableau VIII.1. Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement

en milliards de LL

Rubriques budgét.	Classement SNC93	2004	2005	2006	2007	2008p
Dépenses						
11. Biens	P.2 Consom. Interm.	153	250	220	265	327
12. Services	P.2 Consom. Interm.	118	93	98	102	106
13. Charges salariales	D.1 Rém. des salar.	2 118	2 146	2 249	2 421	2 760
14. Transferts		1 432	1 697	1 656	1 529	1 665
	<i>D.3 Subventions</i>	61	19	26	22	48
	<i>D.62 Pensions de ret.</i>	821	874	935	909	955
	<i>D.73 Tr. Aux admin.</i>	394	680	520	399	429
	<i>D.74 Coop. internat.</i>	13	11	7	7	17
	<i>D.79 Autres</i>	143	113	168	192	216
16. Dépenses diverses	P.2 Consom. Interm.	311	265	219	253	349
17. Serv. de la dette		4 141	3 659	4 285	5 223	4 523
	<i>P.2 Consom. Interm.</i>	487	523	904	935	1 278
	<i>D.41 Intérêts</i>	3 654	3 136	3 381	4 288	3 245
Total 1ère partie		8 273	8 109	8 727	9 793	9 730
2ème partie		908	578	472	468	371
	P.51 F.B.C.F.	275	176	197	221	149
	D.93 Tr aux admin..	633	403	275	246	222
Total général		9 181	8 688	9 199	10 261	10 101
Recettes						
11. Imp. sur le revenu	D.51 Imp/le revenu	801	907	1 184	1 142	1 585
12. Imp./ les propr.	D.59 Imp. directs	396	409	579	526	784
13. Imp./ la consom.		2 983	2 548	2 458	2 711	3 794
TVA	<i>D.2 Imp./ les produits</i>	1 688	1 561	1 660	1 803	2 581
Taxes /les voitures	<i>D.59 Imp. directs</i>	109	108	109	130	197
Autres	<i>D.2 Imp./ les produits</i>	2 186	879	689	777	1 017
14. Taxes douanières	D.2 Taxes douanières	529	481	461	556	686
15. Autres impôts	D.2 Imp. /les produits	274	261	259	292	345
26. Rev. d'exploit.		1 453	1 663	1 428	2 011	2 028
<i>Surplus des ent. publ.</i>	<i>D.2 Imp. /les produits</i>	1 445	1 657	1 423	2 006	2 021
26901. Intérêts	<i>D.41 Intérêts</i>	8	5	5	6	7
27. Rec. administrat.		389	385	426	424	483
27104. T. de circulat.	<i>D.59 Imp.directs</i>	129	130	156	146	189
Autres	<i>D.79 Transferts div.</i>	260	255	270	277	295
28. Amendes	D.79 Transferts div.	10	9	4	16	6
29. Autres rec. non fi.		98	86	87	98	85
	<i>D.61 Cotisations</i>	86	85	85	79	85
	<i>D.79 Transf.divers</i>	12	2	2	19	0
Total général		6 933	6 749	6 888	7 776	9 797
Deficit	B.9	2 248	1 939	2 311	2 485	304

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

p : Chiffres provisoires

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.2. Comptes du Trésor

en milliards de LL

Opération	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<i>Variation d'actifs</i>						
Déficit budgétaire	3 255	2 250	1 938	2 575	2 542	...
Avances aux municipalités	-1	0	0	0	0	...
Avances aux établ. publics	63	683	509	208	237	...
Autres avances	278	175	388	254	49	...
Dépenses payées d'avance	408	-62	320	1 508	2 131	...
Banque du Liban	-292	890	955	-2 097	428	...
Caisse et chèques à encaisser	-6	-11	-20	-15	31	...
Comptes à régulariser	-63	75	2	-11	9	...
Total	3 641	3 999	4 093	2 423	5 426	...
<i>Variation de passif</i>						
Dépôts et consignation	-290	144	123	84	151	...
Mandats à payer	81	215	162	265	341	...
Recettes à régulariser	0	-7	8	76	177	...
Comptes des Municipalités	-47	-274	-89	-145	-82	...
Comptes des établ. publics	17	23	3	12	7	...
Autres comptes créditeurs	-27	17	17	1	1	...
Bons du Tr.en LL; Emissions	16 742	23 407	23 064	18 292	21 974	...
-Remboursements	-15 220	-21 856	-19 742	-16 771	-17 820	...
B. du Tr. en dev.; Emissions	3 653	4 553	0	1 771	5 725	...
-Remboursements	-1 268	-2 223	-210	-1 163	-5 199	...
Emprunts extérieur	0	0	756	0	151	...
Total	3 641	3 999	4 093	2 423	5 426	...

Source : Ministère des Finances, Comptes de gestion

Tableau VIII.3. La dette publique

situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la dette	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Bons du Trésor en LL						
Banque du Liban	8 630	10 197	11 233	9 143	8 647	8 419
Banques commerciales	12 258	12 171	14 072	16 429	16 784	24 222
Hors système bancaire	5 603	3 500	3 325	4 129	5 474	5 906
Prêts du système bancaire	353	503	512	503	468	460
Total dette interne brute	26 843	26 371	29 141	30 204	31 373	39 007
- Dépôts du secteur public	-3 019	-4 359	-5 590	-4 444	-4 527	-8 326
Dette interne (en LL) nette	23 824	22 012	23 551	25 760	26 846	30 681
Dette externe ou en devise	23 442	27 701	28 844	30 647	31 977	31 881
Total	47 266	49 713	52 395	56 407	58 823	62 562

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.4. Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes

a) de la première partie du budget

en milliards de LL

Administration	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CDR	31,7	44,7	24,2	21,9	32,1	27,9
Archives nationales	0,0	0,0	0,8	1,0	1,5	0,7
Direction de la défense civile	27,1	16,2	14,8	13,6	18,9	21,0
Université Libanaise	139,3	149,0	158,6	156,9	146,2	173,6
Centre pédagogique de R&D	0,0	9,5	11,0	11,0	10,0	13,0
CNRS	6,0	5,8	4,5	4,3	5,8	5,7
Cons. national de musique	6,2	8,2	6,0	8,2	8,2	9,1
Conseil du Sud	5,5	16,5	6,0	5,0	7,0	6,2
Caisse centrale des déplacés	6,5	6,5	6,0	5,5	6,5	6,0
Comité de secours	19,8	0,1	43,9	12,8	0,0	2,4
Office national de l'emploi	2,3	2,8	1,6	2,4	1,7	0,5
Office national de l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office du plan vert	1,5	7,5	4,6	5,9	6,0	7,5
Recherche agronomique	5,2	5,1	3,4	4,0	3,6	4,4
IDAL	22,7	3,0	7,3	2,2	4,0	3,8
CNSS	0,0	80,0	340,0	220,0	100,0	100,0
Autres administrations	18,5	38,8	47,0	45,3	62,7	29,4
Total	292,3	393,7	679,7	520,0	414,2	411,2

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

b) de la deuxième partie du budget

en milliards de LL

Administration	2003	2004	2005	2006	2007	2008
CDR	226,9	363,9	206,8	185,8	216,5	181,5
Université Libanaise	0,4	0,1	-	-	-	-
Caisse centrale des déplacés	21,3	137,0	85,0	41,2	-	-
Conseil du Sud	110,0	96,4	60,0	35,0	-	-
IDAL	10,8	31,2	47,0	10,0	30,0	40,0
Autres administrations	0,0	4,5	3,8	2,6	0,0	11,7
Total	369,4	633,1	402,6	274,6	246,5	233,2

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.5 Comptes du CDR 2003-2008

en milliards de LL

Opération	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Recettes						
Allocations budgétaires	494,0	785,9	664,2	811,4	833,2	...
Dons	31,9	25,1	24,6	13,5	126,7	...
Recettes des adjudications	2,1	1,8	1,4	1,2	0,9	...
Intérêts	0,4	0,4	1,2	4,0	6,6	...
Reprise sur provisions	7,9	9,7	8,9	-	-	...
Différence de change	3,1	1,0	-	7,0	13,6	...
Total	539,4	823,9	700,2	837,0	981,0	...
Dépenses						
Coûts des projets	490,0	696,3	688,2	699,5	745,5	...
Dépenses administratives	24,4	32,2	30,7	22,0	18,5	...
Intérêts	73,7	78,0	65,3	90,3	104,8	...
Prov. pour créances douteuses	-	-	-	-	-	...
Total	588,1	806,5	785,2	1 019,6	958,1	...
Déficit (+),Excédent(-)	-48,7	17,4	-85,0	-182,6	22,9	...
Variation d'actif						
Caisse et banques	-51,4	12,5	-15,4	129,0	115,4	...
Bons du Trésor libanais	-	-	-	-	-	...
Prêts transférés au sect. public	-115,3	-124,2	-187,2	-193,7	-61,8	...
Prêts transférés au sect. privé	1,4	0,3	-2,2	0,1	0,3	...
Autres prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	...
Autres actifs	-23,9	-0,4	12,4	13,4	-0,7	...
Etat Libanais	168,3	36,2	-94,0	65,4	114,1	...
Actifs immobilisés	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	...
Total	-20,8	-75,5	-286,4	14,2	167,1	...
Variation de passif						
Comptes à payer et retenues	-159,2	-86,2	-22,7	25,6	-16,4	...
Intérêts échus	-5,0	-3,3	6,2	5,2	0,3	...
Avances du Trésor	0,0	0,0	0,0	90,7	46,6	...
Emprunts : partie courante	77,0	34,2	41,5	-52,4	18,2	...
Emprunts : autre	63,3	-36,9	-222,5	124,9	92,5	...
Prov. pr indemn. fin de serv.	-1,6	-0,8	-0,9	-0,7	-0,8	...
Excédent (+), déficit(-)	-48,6	17,4	-85,0	-182,6	22,9	...
Ajustement	53,4	0,1	-3,0	3,5	3,8	...
Total	-20,8	-75,5	-286,4	14,2	167,1	...

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.6. Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale *en milliards de LL*

Opération	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<i>Recettes</i>						
Cotisations : Salariés	51,8	...	...	...	...	...
Patrons et autres	596,5	...	...	...	...	...
Total des cotisations	648,3	758,8	946,4	901,3	1 049,1	999,0
Autres recettes	469,6	411,0	362,7	420,0	490,9	359,8
<i>Dépenses</i>						
Allocations :						
Maladie et maternité	396,8	443,9	439,0	450,9	535,5	492,0
Allocations familiales	214,6	217,4	220,9	230,5	224,2	234,7
Indemnités de fin de serv.	194,2	150,4	140,8	147,3	178,9	151,2
Total des allocations payées	805,6	811,7	800,7	828,8	938,6	877,2
Frais administratifs	95,4	92,2	94,5	97,4	103,2	104,7

Source : CNSS

VIII. 7.Administration (suite)

Tableau VIII.7. Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations

Année	Salair minimum	FBCF milliards LL	Investissements des 30 dernières années. Valeur actuelle en milliards de LL					
			2003	2004	2005	2006	2007	2008
2008	330 000							
2007	300 000	950,6						1 045,7
2006	300 000	908,3					908,3	999,1
2005	300 000	871,9				871,9	871,9	959,1
2004	300 000	949,8			949,8	949,8	949,8	1 044,8
2003	300 000	739,1		739,1	739,1	739,1	739,1	813,0
2002	300 000	901,5	901,5	901,5	901,5	901,5	901,5	991,6
2001	300 000	1 060,0	1 060,0	1 060,0	1 060,0	1 060,0	1 060,0	1 166,0
2000	300 000	1 153,4	1 153,4	1 153,4	1 153,4	1 153,4	1 153,4	1 268,7
1999	300 000	884,4	884,4	884,4	884,4	884,4	884,4	972,8
1998	300 000	1 610,1	1 610,1	1 610,1	1 610,1	1 610,1	1 610,1	1 771,1
1997	300 000	1 531,4	1 531,4	1 531,4	1 531,4	1 531,4	1 531,4	1 684,6
1996	300 000	1 161,3	1 161,3	1 161,3	1 161,3	1 161,3	1 161,3	1 277,4
1995	250 000	1 041,6	1 249,9	1 249,9	1 249,9	1 249,9	1 249,9	1 374,9
1994	200 000	652,1	978,1	978,1	978,1	978,1	978,1	1 075,9
1993	118 000	609,0	1 548,3	1 548,3	1 548,3	1 548,3	1 548,3	1 703,1
1992	118 000	329,7	838,2	838,2	838,2	838,2	838,2	922,0
1991	75 000	169,1	676,2	676,2	676,2	676,2	676,2	743,8
1990	45 000	34,8	231,7	231,7	231,7	231,7	231,7	254,9
1989	15 000	34,3	686,7	686,7	686,7	686,7	686,7	755,4
1988	15 000	21,0	420,0	420,0	420,0	420,0	420,0	462,0
1987	6 400	10,5	492,2	492,2	492,2	492,2	492,2	541,4
1986	2 700	1,3	146,5	146,5	146,5	146,5	146,5	161,2
1985	1 475	2,0	408,1	408,1	408,1	408,1	408,1	448,9
1984	1 250	2,5	596,4	596,4	596,4	596,4	596,4	656,1
1983	1 100	2,2	588,1	588,1	588,1	588,1	588,1	647,0
1982	925	1,2	390,4	390,4	390,4	390,4	390,4	429,4
1981	800	1,6	591,4	591,4	591,4	591,4	591,4	650,5
1980	675	1,2	518,9	518,9	518,9	518,9	518,9	570,8
1979	560	0,9	494,2	494,2	494,2	494,2	494,2	543,6
1978	415	0,7	500,6	500,6	500,6	500,6	500,6	550,7
1977	345	0,3	260,9	260,9	260,9	260,9	260,9	
1976	310	0,0	22,3	22,3	22,3	22,3		
1975	310	0,2	226,5	226,5	226,5			
1974	275	0,4	424,4	424,4				
1973	218	0,3	371,0					
Valeur act. du capital fixe			20 591,9	21 331,0	21 856,5	22 502,0	23 388,0	26 485,5
Amortissement (1/30)			686,4	711,0	728,5	750,1	779,6	882,9

IX. Finances

Tableau IX.1. Evolution de la situation monétaire

Situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la monnaie et de ses contreparties	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Monnaie LL	26 076	25 978	24 465	23 477	24 831	37 325
Dépôts en devise	38 234	45 182	49 893	56 678	65 279	66 099
Titres	58	150	88	89	87	82
Total : Masse monétaire	64 368	71 310	74 446	80 244	90 197	103 506
Avoirs extérieurs nets	21 884	22 381	24 311	30 371	36 394	42 169
<i>Or</i>	5 779	6 039	7 140	8 755	11 517	12 108
<i>Devises</i>	16 105	16 342	17 171	21 616	24 877	30 061
Créances nettes/sect.public	30 095	33 483	35 666	40 584	40 917	42 845
<i>En Livres libanaises</i>	20 500	20 229	21 636	24 493	24 222	27 237
<i>En devises</i>	9 595	13 254	14 030	16 091	16 695	15 608
Créances /secteur privé	23 480	24 921	25 246	23 841	27 736	33 482
<i>En Livres libanaises</i>	4 289	4 859	4 850	3 980	4 474	5 356
<i>En devises</i>	19 191	20 061	20 396	19 861	23 262	28 127
Différence de change	-646	-372	-1 392	-3 125	-3 041	-3 602
Autres éléments nets	-10 445	-9 101	-9 385	-11 426	-11 810	-11 389
Total	64 368	71 310	74 446	80 244	90 197	103 506

Source : Banque du Liban

Tableau IX.2. Distribution des crédits bancaires par secteur économique

Situation en fin d'année en milliards de LL

Secteur	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Agriculture	346	292	344	328	362	426
Industrie	3 451	3 836	4 027	4 058	4 650	5 403
Construction	4 327	4 620	4 206	4 317	4 757	6 502
Commerce	8 000	8 404	7 994	8 061	8 952	9 966
Services	3 324	3 463	3 543	4 325	6 000	7 301
Institutions financières	848	934	1 131	1 385	1 870	3 105
Autres organismes	929	983	1 172	1 187	1 377	1 683
Individus	3 748	4 330	4 728	5 613	6 770	7 707
Total	24 973	26 862	27 145	29 275	34 737	42 092

Source : Banque du Liban

X. Extérieur

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production en milliards de LL

Branche	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Agriculture et élevage	920	1 006	854	842	1 135	1 390
<i>11. Produits de l'agriculture</i>	<i>575</i>	<i>657</i>	<i>565</i>	<i>539</i>	<i>823</i>	<i>1 042</i>
111. Céréales	207	250	201	192	337	475
112. Fruits	103	110	89	86	105	128
113. Cultures industrielles	141	158	133	105	158	193
114. Légumes et autres	119	135	139	152	218	241
115. Produits de la forêt	4	4	3	4	5	5
<i>12. Produits de l'élevage</i>	<i>345</i>	<i>349</i>	<i>289</i>	<i>303</i>	<i>312</i>	<i>348</i>
121. Animaux vivants	291	281	223	236	232	255
122. Production animale	6	6	5	6	9	10
123. Produits de la pêche	48	61	61	61	71	82
2. Energie et eaux	1 781	2 976	3 232	3 531	3 920	6 120
<i>21. Combustibles</i>	<i>1 781</i>	<i>2 976</i>	<i>3 232</i>	<i>3 531</i>	<i>3 920</i>	<i>6 120</i>
211. Combustibles solides	10	16	20	16	53	102
212. Produits pétroliers	1 771	2 960	3 212	3 515	3 867	6 018
3. Produits manufacturés	8 206	10 184	9 991	9 791	12 755	16 813
<i>31. Tabac manufacturé</i>	<i>172</i>	<i>185</i>	<i>183</i>	<i>159</i>	<i>199</i>	<i>239</i>
<i>32. Pr. des ind. alimentaires</i>	<i>915</i>	<i>1 064</i>	<i>1 108</i>	<i>1 164</i>	<i>1 577</i>	<i>1 813</i>
321. Viandes fraîches	58	73	92	111	128	204
322. Conserves alimentaires	126	144	144	148	192	210
323. Produits laitiers	224	259	259	251	303	325
324. Corps gras alimentaires	93	129	149	167	225	277
325. Pâtes alimentaires	106	120	123	133	162	210
326. Sucre, chocolat, confis.	127	140	151	157	208	214
327. Boissons alcoolisées	52	59	55	49	65	86
328. Boissons non alcoolisées	11	9	9	19	140	101
329. Produits aliment. divers	118	131	126	129	153	186
<i>33. Produits textiles et cuir</i>	<i>806</i>	<i>942</i>	<i>891</i>	<i>863</i>	<i>962</i>	<i>1 205</i>
331. Filés et tissus	176	221	203	172	197	240
332. Habillement	412	461	439	441	469	592
333. Bonneterie	28	32	29	29	42	46
334. Chaussures	94	110	88	96	110	138
335. Jute, chanvre, corderie	2	3	3	3	4	4
336. Cuir et pelleterie	7	9	10	12	11	13
337. Articles en cuir	29	35	36	36	44	59
338. Tapis	25	27	33	25	29	43
339. Textiles divers	34	44	50	49	57	70

X. Extérieur (suite)

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production (suite)

Branche	2003	2004	2005	2006	2007	2008
34. Min. non métalliques	432	560	515	468	695	1 126
341. Pierres, sables	75	89	79	68	82	107
342. Min.non métalliques	181	260	233	220	355	673
343. Ciment et chaux	7	0	0	0	0	0
344. Ouvrages en ciment	5	7	7	7	12	16
345. Produits céramiques	93	114	108	98	122	187
346. Verres et verrerie	70	90	88	75	123	143
35. Métaux, machines, app.	3 399	4 418	4 369	4 148	5 569	7 966
351. Minerais métalliques	3	7	4	9	2	0
352. Métaux	727	1 111	1 202	949	1 470	2 286
353. Ouvrages en métaux	228	272	266	262	324	425
354. Ouvrage en aluminium	57	61	62	75	122	127
355. Machines et appareils	681	840	790	840	959	1 201
356. Appareils électriques	594	790	752	702	921	1 176
357. Matériel de transport	1 109	1 337	1 293	1 310	1 771	2 751
36. Bois, caoutchouc, chimie	1 898	2 305	2 282	2 355	3 055	3 577
362. Ouvr. en bois sf meubles	158	204	199	186	259	326
363. Papier carton	291	343	324	304	428	466
364. Pr. Chimiques de base	362	496	491	480	643	777
365. Pr. chimiques divers	908	1 047	1 051	1 161	1 432	1 668
366. Caoutchouc	78	92	89	96	132	144
367. Matières plastiques	101	122	127	128	161	196
37. Meubles	85	100	101	99	110	157
371. Meubles métalliques	29	34	34	33	35	52
372. Meubles non métall.	56	66	67	66	75	105
38. Produits divers	498	610	542	535	588	730
381. Produits des éditions	65	71	78	66	73	99
382. Instruments de précision	259	288	263	298	311	370
383. Bijoux	72	115	85	68	76	111
384. Jouets, instr, de musique	58	83	65	56	72	89
385. Pr. non classés ailleurs	45	53	51	47	56	61
0. Non classé	3	5	8	6	6	8
Total général	10 810	14 171	14 085	14 172	17 817	24 334

X. Extérieur (suite)

X.2. Importations suivant les principaux pays

en milliards de LL

Pays	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Etats-Unis d'Amérique	651	834	826	1 532	1 718	2 789
France	879	1 102	1 189	1 148	1 332	2 013
Chine	800	1 082	1 108	1 133	1 535	2 098
Italie	1 017	1 403	1 471	1 070	1 597	1 672
Allemagne	873	2 000	991	995	1 131	1 549
Gde Bretagne	476	581	487	613	678	688
Egypte	263	445	458	572	790	691
Arabie Saoudite	331	624	496	447	426	437
Japon	406	527	463	430	595	935
Russie	484	818	768	393	531	759
Turquie	353	389	301	389	611	1 053
Brésil	95	145	241	342	434	480
Suisse	326	597	637	320	525	929
Kuwait	20	29	157	280	407	737
Syrie	391	362	296	268	311	408
Roumanie	116	156	264	243	194	405
Belgique	236	256	264	232	275	398
Hollande	346	259	229	226	228	253
Espagne	299	286	253	225	323	418
Corée	...	155	170	200	217	361
Emirats Arabes Unis	145	228	206	199	329	492
Inde	127	172	210	178	266	334
Suède	64	78	73	66	75	94
Grèce	125	103	147	172	216	161
Croatie	...	3	62	141	61	4
Thaïlande	...	139	126	138	193	244
Ukraine	251	220	200	115	181	389
Bulgarie	22	103	96	115	115	183
Malte	...	19	51	106	49	371
Jordanie	68	84	97	101	124	164
Taiwan	82	114	105	99	128	157
Autres pays	1 628	936	1 717	1 750	2 223	2 668
Total général	10 810	14 171	14 085	14 172	17 818	24 334

Source: Direction générale des douanes

X. Extérieur (suite)

Tableau X.3. Exportations

en milliards de LL

Nature du produit exporté	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Produits du règne animal et végétal	115	138	129	138	177	221
Autres produits	2 183	2 497	2 706	3 304	3 070	5 025
Total	2 298	2 635	2 835	3 442	3 247	5 246

Source: Direction générale des douanes

Tableau X.4. Evolution des réexportations et du transit

en milliards de LL

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Réexportations	158	311	211	162	283	279
Transit	278	536	300	212	251	512
Total	436	847	511	374	534	791

Source: Direction générale des douanes

XI. Prix

XI. 1. Indice (officiel) des prix à la consommation

Postes de dépense	<i>base Décembre 1998=100</i>			<i>base Décembre 2007=100</i>		
	Pond. (%)	Dec. 2005	Dec. 2006	Dec. 2007	Pond. (%)	Dec. 2008
Alimentation et tabac	34,6	97,8	109,5	125,6		
Aliment.,Boiss. non alcoolisées					19,9	118,2
Boissons alcoolisées, tabac					2,1	100,1
Habillement et chaussures	6,3	124,9	126,5	127,6	6,2	104,9
Loyer et charges	1,6	...	...	...	16,2	104,8
Eau, électricité et gaz	7,2	124,7	121,6	147,0	9,5	91,4
Équipement et entretien du log.	7,9	90,1	95,2	105,7	3,9	107,0
Santé	8,8	102,0	103,9	106,6	6,8	104,4
Transports et communications	11,3	140,4	148,7	153,8		
Transports					12,3	101,1
Communications					4,8	99,5
Éducation	13,4	97,7	97,8	100,6	7,7	104,1
Loisirs	5,4	104,9	105,0	110,0		
Recreation, amusement et culture					7,7	100,8
Restaurants et hôtels					2,7	125,3
Soin personnels et divers	3,5	126,5	139,5	157,4	4,2	105,0
Ensemble	100,0	107,5	113,5	124,1	100,0	105,5

Source: Administration centrale de la statistique

XI. Prix (suite)

XI. 2. Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB Dec.97=100

Produits groupés par branche	Pon- dération	Dec. 2004	Dec. 2005	Dec. 2006	Dec. 2007	Dec. 2008
1. Agriculture et élevage	9,3	96,6	95,5	103,3	112,0	132,4
11. Produits de l'agriculture	8,1	96,5	97,2	103,1	112,1	133,5
12. Pr. de l'élevage et pêche	1,2	96,8	84,3	104,4	111,8	125,3
2. Energie et eaux	7,5	179,4	179,6	177,3	186,4	174,2
21. Combustibles	4,2	198,7	199,0	194,4	210,7	188,8
22. Electricité et Eaux	3,3	155,2	155,2	155,8	155,8	155,8
3. Produits manufacturés	46,8	113,7	111,4	114,4	121,3	135,5
31. Tabac manufacturé	1,8	142,7	142,9	142,9	144,7	143,3
32. Pr. des industries aliment.	20,9	103,5	106,6	114,3	124,6	142,9
33. Textiles, cuir, habillement	7,3	121,1	105,7	100,9	99,2	109,5
35. Métaux, machines et app.	7,3	121,1	119,2	118,5	124,7	135,1
36. Bois, caouthouc, chimie	5,5	131,1	123,6	127,7	136,7	150,7
37. Meubles	1,5	94,2	87,8	86,5	99,4	117,5
38. Produits divers	2,5	107,9	108,6	107,8	109,2	121,2
5. Transport et comm.	6,1	109,6	109,3	117,2	108,1	124,8
6. Services marchands	30,3	113,5	112,8	114,5	119,7	127,2
62. Entretien et réparation	4,7	93,1	92,8	94,9	100,5	110,9
63. Loyers des bâtiments	2,6	100,2	100,2	100,2	100,2	106,0
64. Services individuels	7,5	100,3	105,1	104,6	100,1	119,8
65. Services sociaux	15,5	128,3	124,7	127,6	138,4	139,3
Ensemble	100,0	116,7	115,3	118,3	124,0	135,0

XI. Prix (suite)

Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production
par année par rapport à l'année précédente

Branche	2004/03	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07
11. Produits de l'agriculture	1,136	0,996	1,046	1,213	1,251
111. Céréales	1,183	0,908	1,140	1,459	1,331
112. Fruits	1,078	1,136	0,907	1,040	1,121
113. Cultures industrielles	1,153	1,034	1,046	1,094	1,297
114. Légumes et autres	1,089	1,023	1,034	1,112	1,158
115. Produits de la forêt	1,027	0,969	0,845	0,831	0,995
12. Produits de l'élevage	1,051	1,092	0,990	1,115	1,270
121. Animaux vivants	1,059	1,099	0,989	1,133	1,407
122. Production animale	1,098	0,961	0,878	0,993	1,030
123. Produits de la pêche	1,009	1,076	1,010	1,078	0,998
21. Combustibles	1,267	1,396	1,164	1,127	1,325
211. Combustibles solides	1,173	1,194	0,953	1,255	1,508
212. Produits pétroliers	1,267	1,398	1,166	1,125	1,322
31. Tabac manufacturé	1,035	1,031	1,006	0,996	0,935
32. Pr. des ind. alimentaires	1,053	1,047	1,028	1,110	1,158
321. Viandes fraîches	1,164	1,055	1,058	1,091	1,375
322. Conserves alimentaires	1,061	0,999	1,023	1,095	1,114
323. Produits laitiers	1,064	1,083	0,976	1,196	1,226
324. Corps gras alimentaires	1,126	0,991	0,997	1,149	1,375
325. Pâtes alimentaires	1,006	1,040	1,029	1,106	1,105
326. Sucre, chocolat, confis.	1,024	1,095	1,156	1,042	1,083
327. Boissons alcoolisées	1,009	1,012	1,003	1,071	1,046
328. Boissons non alcoolisées	1,128	1,200	0,921	1,158	0,843
329. Produits aliment. divers	0,993	1,052	1,045	1,020	1,075
33. Produits textiles et cuir	1,018	1,045	0,951	1,052	1,004
331. Filés et tissus	0,985	0,965	1,019	1,016	1,033
332. Habillement	1,047	1,090	0,927	1,124	0,987
333. Bonneterie	0,889	0,919	0,914	0,958	1,040
334. Chaussures	1,051	1,110	0,879	0,964	1,022
335. Jute, chanvre, corderie	0,981	1,146	0,995	1,046	1,034
336. Cuir et pelleterie	1,022	0,959	0,935	0,889	0,892
337. Articles en cuir	0,991	1,035	1,006	1,045	1,062
338. Tapis	0,981	1,002	1,042	0,960	1,056
339. Textiles divers	0,975	1,045	1,054	0,992	0,946

XI. Prix (suite)

Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production (suite) par année par rapport à l'année précédente

Branche	2004/03	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07
34. Min. non métalliques	1,059	0,997	1,004	1,060	1,211
341. Pierres, sables	1,039	1,006	1,005	1,073	1,033
342. Min.non métalliques	1,140	1,000	1,011	1,072	1,354
343. Ciment et chaux	1,304	0,683	1,191	1,077	0,962
344. Ouvrages en ciment	1,037	1,001	1,057	1,056	1,108
345. Produits céramiques	0,958	0,986	0,992	1,061	1,040
346. Verres et verrerie	1,007	0,995	0,997	1,016	1,063
35. Métaux, machines, app.	1,020	1,020	1,040	1,041	1,062
351. Minerais métalliques	1,248	1,208	1,005	1,147	1,006
352. Métaux	1,126	1,084	1,166	1,164	1,208
353. Ouvrages en métaux	1,020	1,024	0,984	1,044	1,072
354. Ouvrage en aluminium	1,080	1,064	1,144	1,069	1,009
355. Machines et appareils	1,006	0,977	0,991	0,981	1,025
356. Appareils électriques	0,976	0,989	1,029	1,039	1,005
357. Matériel de transport	0,974	1,007	1,005	0,986	1,002
36. Bois, caoutchouc, chimie	1,049	1,058	1,018	1,064	1,114
362. Ouvr. en bois sf meubles	1,085	1,091	1,039	1,122	1,084
363. Papier carton	0,999	1,060	1,011	1,081	1,122
364. Pr. Chimiques de base	1,104	1,113	1,032	1,087	1,111
365. Pr. chimiques divers	1,039	1,027	1,008	1,048	1,114
366. Caoutchouc	1,044	1,072	1,084	1,032	1,114
367. Matières plastiques	1,014	1,052	1,000	1,009	1,169
37. Meubles	0,923	0,984	0,912	1,020	1,062
371. Meubles métalliques	0,953	1,027	0,873	1,049	0,986
372. Meubles non métall.	0,908	0,964	0,932	1,007	1,104
38. Produits divers	0,978	0,976	1,002	1,033	1,012
381. Produits des éditions	0,883	1,068	0,958	0,988	0,986
382. Instruments de précision	0,977	0,942	0,962	1,008	1,006
383. Bijoux	1,027	0,997	1,209	1,173	1,058
384. Jouets, instr. de musique	1,022	0,983	1,044	1,036	1,053
385. Pr. non classés ailleurs	0,959	0,984	1,033	1,071	0,961
Total général	1,070	1,095	1,052	1,078	1,143

XI. Prix (suite)

XI. 4. Indice des taux de change *par année par rapport à l'année précédente*

Pays	2004/03	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07
Etats-Unis d'Amérique	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
France	1,098	0,999	1,012	1,090	1,075
Chine	1,000	1,014	1,027	1,050	1,087
Italie	1,098	0,999	1,012	1,090	1,075
Allemagne	1,098	0,999	1,012	1,090	1,075
Gde Bretagne	1,121	1,007	0,999	1,086	0,927
Egypte	0,944	1,072	1,008	1,017	1,037
Arabie Saoudite	1,000	1,000	1,000	1,000	0,998
Japon	1,070	0,981	0,948	0,988	1,139
Russie	1,064	1,019	1,040	1,065	1,025
Turquie	0,953	1,046	0,940	1,102	1,000
Brésil	1,050	1,201	1,113	1,123	1,072
Suisse	1,083	0,996	0,996	1,043	1,111
Kuwait	1,015	1,005	1,006	1,021	1,057
Syrie	0,954	0,998	1,000	1,000	1,029
Roumanie	0,966	1,139	1,036	1,155	0,968
Belgique	1,098	0,999	1,012	1,090	1,075
Hollande	1,098	0,999	1,012	1,090	1,075
Espagne	1,098	0,999	1,012	1,090	1,075
Corée	1,043	1,114	1,072	1,029	0,852
Emirats Arabes Unis	1,000	1,000	1,000	1,000	0,999
Inde	1,027	1,033	0,973	1,098	0,946
Suède	1,101	0,979	1,010	1,093	1,029
Grèce	1,098	0,999	1,012	1,090	1,075
Croatie	1,113	1,009	1,018	1,091	1,083
Thaïlande	1,035	0,997	1,061	1,178	0,974
Ukraine	0,948	1,060	1,014	1,002	0,960
Bulgarie	1,100	0,998	1,008	1,093	1,065
Malte	1,146	1,011	1,009	1,093	1,075
Jordanie	1,004	0,997	0,100	1,000	0,999
Taiwan	1,036	1,043	0,987	0,992	1,036
Ensemble	1,051	1,011	1,003	1,058	1,043

XI. Prix (suite)**XI. 4. Indice des taux de change (suite)***coefficients de pondération en %*

Pays	2004/03	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07
Etats-Unis d'Amérique	6,0	5,9	10,8	9,6	9,6
France	8,1	7,8	8,1	7,5	7,4
Chine	7,4	7,6	8,0	8,6	8,6
Italie	9,4	9,9	7,6	9,0	9,0
Allemagne	8,1	14,1	7,0	6,3	6,3
Gde Bretagne	4,4	4,1	4,3	3,8	3,8
Egypte	2,4	3,1	4,0	4,4	4,0
Arabie Saoudite	3,1	4,4	3,2	2,4	2,3
Japon	3,8	3,7	3,0	3,3	3,3
Russie	4,5	5,8	2,8	3,0	3,0
Turquie	3,3	2,7	2,7	3,4	3,4
Brésil	0,9	1,0	2,4	2,4	2,4
Suisse	3,0	4,2	2,3	2,9	2,9
Kuwait	-	-	2,0	2,3	2,2
Syrie	3,6	2,6	1,9	1,7	1,7
Roumanie	1,1	1,1	1,7	1,1	1,0
Belgique	2,2	1,8	1,6	1,5	1,5
Hollande	3,2	1,8	1,6	1,3	1,2
Espagne	2,8	2,0	1,6	1,8	1,8
Corée	-	-	1,4	1,2	1,4
Emirats Arabes Unis	1,3	1,6	1,4	1,8	1,8
Inde	1,2	1,2	1,3	1,5	1,4
Suède	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4
Grèce	1,2	0,7	1,2	1,2	1,2
Croatie	-	-	1,0	0,3	0,3
Thaïlande	-	-	1,0	1,1	1,0
Ukraine	2,3	1,6	0,8	1,0	1,0
Bulgarie	-	-	0,8	0,6	0,6
Malte	-	-	0,7	0,3	0,2
Jordanie	-	-	0,7	0,7	0,6
Taiwan	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Ensemble	84,7	90,1	88,1	87,1	86,0

